



uOttawa

L'Université canadienne  
Canada's university

FACULTÉ DES ÉTUDES SUPÉRIEURES  
ET POSTDOCTORALES



uOttawa

L'Université canadienne  
Canada's university

FACULTY OF GRADUATE AND  
POSTDOCTORAL STUDIES

Mélanie Bergeron

-----  
AUTEUR DE LA THÈSE / AUTHOR OF THESIS

M.A. (sociologie et anthropologie)

-----  
GRADE / DEGREE

Faculté des sciences sociales

-----  
FACULTÉ, ÉCOLE, DÉPARTEMENT / FACULTY, SCHOOL, DEPARTMENT

*«Para dar más título a las mujeres»*

Le potentiel *d'empowerment* du commerce équitable de café pour les productrices costaricaines

-----  
TITRE DE LA THÈSE / TITLE OF THESIS

Ann Denis

-----  
DIRECTEUR (DIRECTRICE) DE LA THÈSE / THESIS SUPERVISOR

Deborah Sick

-----  
CO-DIRECTEUR (CO-DIRECTRICE) DE LA THÈSE / THESIS CO-SUPERVISOR

-----  
Dominique Masson

-----  
Andrea Martinez

-----  
Gary W. Slater

-----  
Le Doyen de la Faculté des études supérieures et postdoctorales / Dean of the Faculty of Graduate and Postdoctoral Studies

*Para dar más título a las mujeres*  
**Le potentiel d'empowerment du commerce équitable de café pour les productrices  
costaricaines**

**Mélanie Bergeron**

Thèse soumise à la  
Faculté des études supérieures et postdoctorales  
dans le cadre des exigences  
du programme de maîtrise en sociologie avec mention en études des femmes

Faculté des sciences sociales  
Département de sociologie et d'anthropologie et Institut d'études des femmes



Library and Archives  
Canada

Published Heritage  
Branch

395 Wellington Street  
Ottawa ON K1A 0N4  
Canada

Bibliothèque et  
Archives Canada

Direction du  
Patrimoine de l'édition

395, rue Wellington  
Ottawa ON K1A 0N4  
Canada

*Your file* *Votre référence*  
ISBN: 978-0-494-65961-8  
*Our file* *Notre référence*  
ISBN: 978-0-494-65961-8

**NOTICE:**

The author has granted a non-exclusive license allowing Library and Archives Canada to reproduce, publish, archive, preserve, conserve, communicate to the public by telecommunication or on the Internet, loan, distribute and sell theses worldwide, for commercial or non-commercial purposes, in microform, paper, electronic and/or any other formats.

The author retains copyright ownership and moral rights in this thesis. Neither the thesis nor substantial extracts from it may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

---

In compliance with the Canadian Privacy Act some supporting forms may have been removed from this thesis.

While these forms may be included in the document page count, their removal does not represent any loss of content from the thesis.

**AVIS:**

L'auteur a accordé une licence non exclusive permettant à la Bibliothèque et Archives Canada de reproduire, publier, archiver, sauvegarder, conserver, transmettre au public par télécommunication ou par l'Internet, prêter, distribuer et vendre des thèses partout dans le monde, à des fins commerciales ou autres, sur support microforme, papier, électronique et/ou autres formats.

L'auteur conserve la propriété du droit d'auteur et des droits moraux qui protègent cette thèse. Ni la thèse ni des extraits substantiels de celle-ci ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans son autorisation.

---

Conformément à la loi canadienne sur la protection de la vie privée, quelques formulaires secondaires ont été enlevés de cette thèse.

Bien que ces formulaires aient inclus dans la pagination, il n'y aura aucun contenu manquant.

  
**Canada**

## RÉSUMÉ

Cette thèse observe que malgré des améliorations au niveau du discours en faveur de l'équité des genres au sein du commerce équitable, on peine à les voir se transformer en changements de facto (Heyck et Daly 2002), que ce soit au niveau des mentalités ou du contrôle des ressources (Cretney et Tafuna'i 2004). Cette thèse rend compte d'une étude de cas effectuée dans une coopérative de café costaricaine affiliée au commerce équitable, la Coopesanta Elena, sélectionnée pour son pourcentage de femmes membres élevé, où a été étudiée l'influence du commerce équitable sur les rapports sociaux de sexe et l'*empowerment* féminin. En explorant divers indicateurs d'*empowerment*, particulièrement des indicateurs socio-économiques et participatifs, nous pouvons constater que d'autres facteurs influencent davantage la capacité de ces femmes à effectuer des choix. Ce sont davantage l'éducation formelle ainsi que la participation au sein d'une coopérative de femmes artisanes (sans lien avec le commerce équitable) qui semblent avoir contribué de façon plus significative à l'*empowerment* féminin. Dans cette optique, nous poserons un regard critique sur le potentiel d'*empowerment* féminin du commerce équitable, qui demeure après tout un mode alternatif de commerce international dirigé par le Nord et se basant avant tout sur des denrées primaires.

## REMERCIEMENTS

Merci à toutes celles et tous ceux ayant contribué activement ou financièrement à la réalisation de cette thèse, notamment...

- ❖ Toutes les participantes ayant généreusement donné de leur temps.
- ❖ Mes codirectrices, Ann Denis et Deborah Sick pour les précieux conseils et les encouragements soutenus.
- ❖ La bourse Tim and Amy Dauphinee du CASC, les bourses d'admission et de remboursement de frais de voyage de l'Université d'Ottawa.
- ❖ Maman, pour 25 ans de loyaux services.
- ❖ Yanko, pour le soutien technique, les tapes dans le dos et les coups de pied au c.
- ❖ Finalement, un merci particulier à toutes ces femmes des générations précédentes qui se sont battues pour davantage d'équité, grâce à qui je peux travailler, voter et fréquenter l'université. Merci également à celles qui se battent encore, partout à travers la planète, pour la protection de ces acquis et l'atteinte de l'équité.

## TABLE DES MATIÈRES

<b>INTRODUCTION.....</b>	<b>1</b>
COMMERCE ÉQUITABLE ET <i>EMPOWERMENT</i> FÉMININ.....	1
ORGANISATION DE MA RECHERCHE .....	2
<b>CHAPITRE 1 - CADRE THÉORIQUE .....</b>	<b>6</b>
1.1.    RAPPORTS SOCIAUX DE SEXE ET DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL.....	6
1.2. <i>EMPOWERMENT</i> : UNE MOSAÏQUE DE DÉFINITIONS .....	8
1.3. <i>EMPOWERMENT</i> : UN PROCESSUS.....	9
1.4.    LA CENTRALITÉ ET COMPLEXITÉ D'UNE THÉORISATION DU POUVOIR .....	10
1.5.    L' <i>EMPOWERMENT</i> : LE TRIPODE.....	12
1.5.1. <i>Ressources</i> .....	12
1.5.2. <i>Tension entre structure et agentivité</i> .....	13
1.5.2.1.    Structure.....	13
1.5.2.2.    Agentivité .....	14
1.5.3. <i>Réalisations</i> .....	15
1.6.    PRISE DE CONSCIENCE : VERS UN <i>EMPOWERMENT</i> FÉMINISTE?.....	17
1.7.    LIMITES ET CRITIQUES .....	18
<b>CHAPITRE 2 - FEMMES, CAFÉ ET COMMERCE ÉQUITABLE AU COSTA RICA .....</b>	<b>21</b>
2.1.    COSTA RICA, COULEUR CAFÉ .....	21
2.2.    FEMMES ET CAFÉ .....	24
2.3.    RAPPORTS SOCIAUX DE SEXE DANS LE DISCOURS DU COMMERCE ÉQUITABLE .....	26
2.4.    COMMERCE ÉQUITABLE DE CAFÉ ET RAPPORTS SOCIAUX DE SEXE .....	30
2.4.1. <i>COOCAFÉ : le commerce équitable au Costa Rica</i> .....	32
2.4.2. <i>COOCAFÉ : une institution patriarcale ?</i> .....	34
<b>CHAPITRE 3 - MÉTHODOLOGIE.....</b>	<b>36</b>
3.1.    RECHERCHE DOCUMENTAIRE PRÉALABLE AU SÉJOUR SUR LE TERRAIN .....	36
3.2.    OPÉRATIONNALISATION DES CONCEPTS .....	37
3.2.1. <i>Ressources</i> .....	38
3.2.2. <i>Agentivité</i> .....	39
3.2.3. <i>Réalisations</i> .....	39
3.3.    FORMULATION DE GUIDES D'ENTRETIEN .....	39
3.3.1. <i>Guides d'entretien avec la gérante de la Coopesanta Elena et une responsable de COOCAFÉ.</i> 40	
3.3.2. <i>Guides d'entretien avec les membres et épouses de membres de la Coopesanta Elena.</i> .....	41
3.4.    ÉTUDE DE TERRAIN.....	42
3.4.1. <i>Recherche documentaire sur le terrain</i> .....	42
3.4.2. <i>Entrevues</i> .....	43
3.4.2.1.    Méthode d'échantillonnage.....	43
3.2.2.5.    Déroulement des entrevues. ....	45
3.4.3. <i>Observation directe</i> .....	46
3.5.    ANALYSE.....	47
3.5.1. <i>Transcription et codage des entrevues</i> .....	47
3.5.2. <i>Analyse des données</i> .....	48
3.6.    FIABILITÉ DES RÉSULTATS ET REPRODUCTIBILITÉ.....	48
3.7.    EXPÉRIENCE DE TERRAIN : DÉFIS ET PERSPECTIVES.....	49
<b>CHAPITRE 4 - DESCRIPTION DE LA RÉGION ET COOPÉRATIVE À L'ÉTUDE.....</b>	<b>51</b>
4.1.    RÉGION DE MONTEVERDE .....	51

4.2.	DÉBUTS DE LA COOPÉRATIVE .....	54
4.3.	COOPÉRATIVE DE SERVICES MULTIPLES .....	55
4.3.1.	<i>Café</i> .....	55
4.3.2.	<i>Artisanat au sein de la Coopesanta Elena : la naissance de CASEM</i> .....	57
4.3.3.	<i>Autres services</i> .....	57
4.4.	IMPLOSION DE LA COOPÉRATIVE : GOUVERNANCE ET GESTION .....	58
4.5.	SERVICES OFFERTS ET PROJETS FUTURS .....	59
<b>CHAPITRE 5 - PROFIL SOCIODÉMOGRAPHIQUE DES PARTICIPANTES .....</b>		<b>62</b>
5.1.	STATUT DES FEMMES AU SEIN DE LA COOPÉRATIVE .....	62
5.2.	LIEU DE RÉSIDENCE.....	65
5.3.	ÂGE DES PARTICIPANTES.....	65
5.4.	NOMBRE D'ENFANTS .....	66
5.5.	SCOLARITÉ .....	66
5.6.	EMPLOI .....	67
5.6.1.	<i>Contrôle du budget</i> .....	69
5.6.1.1.	Budget familial : responsabilités partagées ? .....	70
5.6.1.2.	Contrôle des ressources par les femmes .....	71
<b>CHAPITRE 6 - PARTICIPATION À LA PRODUCTION CAFÉIÈRE DES PARTICIPANTES .....</b>		<b>74</b>
6.1.	DÉLAISSEMENT DE L'ACTIVITÉ CAFÉIÈRE .....	74
6.2.	LIEN DES PARTICIPANTES AVEC LE CAFÉ .....	75
6.3.	TERRE DÉDIÉE À LA CULTURE DE CAFÉ.....	85
6.3.1.	<i>Production familiale et vente du café</i> .....	85
6.4.	OBTENTION ET PROPRIÉTÉ DE LA TERRE .....	87
6.5.	GESTION DE LA TERRE .....	89
6.6.	RESSOURCES ET COOPÉRATIVE ÉQUITABLE.....	90
<b>CHAPITRE 7 - PARTICIPATION DES FEMMES AU SEIN DE LA COOPESANTA ELENA.....</b>		<b>93</b>
7.1.	LES FEMMES AU SEIN DE LA COOPESANTA ELENA .....	93
7.2.	IMPORTANCE DE CASEM.....	98
7.3.	ASSISTANCE AUX ASSEMBLÉES .....	101
7.4.	PARTICIPATION AU SEIN DE COMITÉS.....	104
7.5.	FREINS STRUCTURELS À LA PARTICIPATION FÉMININE .....	108
7.6.	VERS UN <i>EMPOWERMENT</i> FÉMINISTE : PRISE DE CONSCIENCE DE LA STRUCTURE PATRIARCALE DU COMMERCE ÉQUITABLE	110
7.7.	COMMERCE ÉQUITABLE, PARTICIPATION FÉMININE ET <i>EMPOWERMENT</i> .....	114
7.8.	COMMERCE ÉQUITABLE ET ÉDUCATION FUTURE DES FEMMES.....	115
<b>CONCLUSION .....</b>		<b>116</b>
	RETOUR SUR LA MÉTHODOLOGIE .....	116
	RETOUR SUR LES RÉSULTATS .....	117
	<i>Ressources</i> .....	117
	<i>Agentivité</i> .....	118
	<i>Réalisations</i> .....	119
	MIXITÉ ET NON-MIXITÉ: UNE PISTE DE RÉFLEXION À APPROFONDIR .....	120
<b>BIBLIOGRAPHIE.....</b>		<b>123</b>
<b>ANNEXE 1 - APPROBATION DU COMITÉ D'ÉTHIQUE .....</b>		<b>132</b>
<b>ANNEXE 2 - SCRIPT POUR LE RECRUTEMENT DES FEMMES MEMBRES DE LA COOPÉRATIVE ET OBTENTION DE LEUR CONSENTEMENT ÉCLAIRÉ .....</b>		<b>133</b>

<b>ANNEXE 3 - SCRIPT POUR LE RECRUTEMENT DES RESPONSABLES DE LA COOPÉRATIVE (COOCAFÉ ET COOPESANTA ELENA) ET OBTENTION DE LEUR CONSENTEMENT ÉCLAIRÉ.....</b>	<b>135</b>
<b>ANNEXE 4 - SCRIPT POUR L'OBTENTION DU CONSENTEMENT ÉCLAIRÉ DES PARTENAIRES MASCULINS POUR LES DONNÉES DE PRODUCTION AGRICOLE .....</b>	<b>136</b>
<b>ANNEXE 5 - GUIDE D'ENTREVUE POUR LES FEMMES MEMBRES DE LA COOPÉRATIVE .....</b>	<b>137</b>
<b>ANNEXE 6 - GUIDE D'ENTRETIEN : RESPONSABLES DE LA COOPÉRATIVE.....</b>	<b>144</b>
<b>ANNEXE 7 - GUIDE D'ENTREVUE POUR LES RESPONSABLES DE COOCAFÉ .....</b>	<b>149</b>
<b>ANNEXE 8 - FEUILLE D'INFORMATION POUR LES PARTICIPANTES.....</b>	<b>153</b>
<b>ANNEXE 9 - FEUILLE D'INFORMATION POUR LES PARTICIPANTS RESPONSABLES DE LA COOPÉRATIVE ....</b>	<b>155</b>
<b>ANNEXE 10 - FEUILLE D'INFORMATION POUR LES PARTICIPANTS PARTENAIRES MASCULINS DES FEMMES MEMBRES DE LA COOPÉRATIVE.....</b>	<b>157</b>

## LISTE DES TABLEAUX ET SCHÉMAS

SCHÉMA 3.1. - COMPOSITION DE L'ÉCHANTILLON EN RELATION À LA COOPÉRATIVE .....	45
CARTE 4.1. - RÉGION DE MONTEVERDE .....	52
SCHÉMA 4.1. - CHRONOLOGIE DES FAITS MARQUANT DE LA COOPESANTA ELENA.....	55
SCHÉMA 4.2. - TRAJETS POSSIBLES DU CAFÉ DE LA COOPESANTA ELENA.....	56
TABLEAU 5.1. - CARACTÉRISTIQUES SOCIO-DÉMOGRAPHIQUES DES PARTICIPANTES MEMBRES DE LA COOPÉRATIVE.....	63
TABLEAU 5.2. - CARACTÉRISTIQUES SOCIO-DÉMOGRAPHIQUES DES PARTICIPANTES ÉPOUSES DE MEMBRES DE LA COOPÉRATIVE....	64
TABLEAU 6.1. - PARTICIPANTES MEMBRES ET CAFÉ.....	76
TABLEAU 6.2. - PARTICIPANTES ÉPOUSES DE MEMBRES ET CAFÉ .....	78
TABLEAU 7.1. - ACTIVITÉS DES PARTICIPANTES MEMBRES AU SEIN DE LA COOPÉRATIVE .....	96
TABLEAU 7.2. - PARTICIPATION DES ÉPOUSES DE MEMBRES AU SEIN DE LA COOPÉRATIVE .....	97
TABLEAU 7.3. - PARTICIPATION PRÉSENTE ET PASSÉE AU SEIN DE COMITÉS .....	106

## ACRONYMES

- CASEM : Coopérative d'artisanat de Santa Elena et Monteverde.
- COOCAFÉ: Consortium national costaricain des coopératives de café liées au commerce équitable.
- DAWN : *Development Alternatives with Women for a New Era*, regroupement d'intellectuelles militantes du Sud fondé en 1984, vers la fin de la décennie internationale des femmes de l'ONU.
- FED: Approche Femmes et développement.
- FEDECOOP: Fondation des coopératives de café du Costa Rica.
- FLO: *Fairtrade Labelling Organization*, l'organisation parapluie transnationale des organismes de certification du commerce équitable
- GED: Approche Genre et développement
- ICAFÉ : Institut du café du Costa Rica.
- IFAT: *International Federation for an Alternative Trade*, une ONG faisant la promotion du commerce équitable.
- IFD: Approche de l'Intégration des femmes au développement.
- INFOCOOP : Organisme gouvernemental qui contrôle et encourage le coopératisme au Costa Rica.

## LEXIQUE

- Beneficio:** Le *beneficio* est l'usine de transformation de café où ce produit, récolté en fruit rouge, est pelé, lavé, trié, séché et torréfié pour le marché local.
- Café Arabica:** Le café arabica est le café reconnu comme étant de meilleure qualité. Il est cultivé en haute altitude (entre 600 et 2000 mètres) dans des sols riches généralement d'origine volcanique. Le fruit n'arrive à maturité qu'après une période de 60 à 120 jours.
- Café biologique :** Café n'utilisant aucun engrais chimiques, pesticide ou herbicide.
- Café Robusta:** Le café robusta est considéré comme étant de moins bonne qualité. Il est surtout cultivé en Afrique et plus récemment en Asie. Il est issu d'une plante beaucoup plus résistante mais produisant un café moins subtil en arôme. Le fruit arrive à maturité entre 30 et 60 jours.
- Café sostenible :** Café respectant certaines normes environnementales, dont l'interdiction d'utilisation de pesticides et herbicides, et la régulation dans l'utilisation d'engrais chimiques.
- Certification :** Certificat attribuée par un organisme affilié au commerce équitable à une coopérative, attestant la conformité à ses normes.
- Colones:** Devise du Costa Rica. Il fallait, lors de mon séjour (été 2008) approximativement 500 colones pour équivaloir à 1 dollar canadien.
- Fanegas:** Unité de mesure. Un *fanega* représente 256 kilos de café en cerises.
- Finca :** Propriété terrienne.
- Grano de oro :** Café séché mais non torréfié.
- Natilla:** La *natilla* s'apparente à la crème sûre. Elle est produite à partir des matières grasses du lait remontant à la surface lors de la décantation. Elle est fort populaire (lire : omniprésente) au Costa Rica, où elle est souvent mise en accompagnement pour rehausser les plats de riz et haricots ou encore pour agrémenter les tortillas.
- Quintal:** Unité de mesure. 1 quintal équivaut à 46kg de café en séché (mais non torréfié).

## INTRODUCTION

### **Commerce équitable et *empowerment* féminin**

Le commerce équitable se veut un substitut aux stratégies de développement humanitaire conventionnelles assistantiales, par la promotion d'un commerce à visage humain. Ce mouvement transnational met l'accent sur les responsabilités sociales des consommateurs occidentaux lorsque ces derniers effectuent des choix dans l'achat de biens de consommation. Il se concentre principalement sur l'échange de denrées de base (le principal aliment demeure le café, mais inclut également le sucre, coton, cacao, fruits tropicaux, etc.), quoique se diversifie de plus en plus pour inclure des produits composites (chocolat, biscuits, cosmétiques) ainsi que des produits manufacturés (ballons de soccer, vêtements) (Transfair Canada 2009).

Dans l'engouement récent au sein de diverses ONG et agences gouvernementales pour faire de l'analyse des rapports sociaux de sexe une composante transversale, et même un point crucial à l'obtention de financement chez les principaux bailleurs de fonds, le commerce équitable intègre lui aussi des objectifs genrés au sein de ses postulats. Certains de ses objectifs genrés semblent calqués sur des thèmes caractéristiques de l'approche de l'Intégration des femmes au développement, une approche libérale insistant sur l'importance d'acquérir l'égalité juridique entre les sexes et l'accès et le contrôle égal des ressources chez les femmes et les hommes. Malgré cette récupération dans le discours, je m'interroge sur le potentiel d'*empowerment* féminin du commerce équitable concrètement, sur le terrain, particulièrement dans le domaine caféier, principal produit certifié par cet organisme. Alors que le potentiel transformatif et d'*empowerment* des producteurs de café a été abondamment traité (entre autres Bacon 2005; Parrish et al.2005), qu'en est-il des productrices, des membres féminines des coopératives liées au commerce équitable et des épouses de producteurs ?

La rareté d'analyses féministes de même que la pauvreté des données sexospécifiques sur les impacts du commerce équitable de café sont certes des lacunes importantes à combler au niveau de la littérature. Ce commerce équitable qui se targue d'être un mouvement de changement à la fois social et économique ayant un discours sur la promotion de l'équité des genres, transforme-t-il les rapports sociaux de sexe? Afin de

contribuer empiriquement à cette littérature émergente sur les impacts genrés du commerce équitable de café, j'ai donc tenté de découvrir à l'aide d'une étude sur le terrain au Costa Rica si le potentiel transformatif du commerce équitable, jumelé aux lignes directrices et recommandations de l'organisme de certification, se traduit par une renégociation des rapports sociaux de sexe menant à l'*empowerment* des productrices ou épouses de producteurs d'une coopérative affiliée au commerce équitable. Pour répondre à cette interrogation, j'ai effectué entre mai et juillet 2008 une étude exploratoire sur le terrain au sein d'une coopérative de café équitable costaricaine, la Coopesanta Elena, dont le tiers des membres est constitué de femmes (communication personnelle 2007). Cette étude de cas me permit d'entrer en contact directement avec ces femmes membres de maisonnées productrices de café.

Alors que les quelques études effleurant le commerce équitable et les rapports sociaux de sexe ont tenté d'en évaluer les impacts en terme de participation (au sein de la coopérative, dans le marché de l'emploi, etc.), j'ai employé pour ma part la notion d'*empowerment* pour déterminer le potentiel transformatif des rapports sociaux de sexe du commerce équitable. Pour ce faire, j'ai utilisé la définition de ce concept proposé par Naila Kabeer (1999), soit comme étant un processus agençant de façon tripartite ressources, agentivité et réalisations (dans une perspective de Genre et développement). J'argumente également que ce potentiel de transformation devrait se refléter différemment selon les diverses intersectonalités au sein de ces dernières.

### **Organisation de ma recherche**

Ma thèse comprendra deux sections distinctes. La première partie regroupe les quatre premiers chapitres. En plus de présenter le cadre théorique et décrire la méthodologie utilisée pour conduire la recherche, elle situe également la problématique en présentant la participation des femmes au sein de la production caféière, décrivant la coopérative à l'étude et exposant et analysant l'articulation entre cette dernière, le consortium de coopératives équitables dont elle fait partie et l'organisation du commerce équitable, entre autres en termes de rapports sociaux de sexe. La seconde section, comprenant les chapitres cinq à sept est plutôt consacrée à l'analyse des entrevues effectuées avec les membres ou épouses de membres de la coopérative étudiée. J'y

présente et analyse les données socioéconomiques des ces dernières, leur participation au sein de la sphère du café et finalement leur participation au sein de la coopérative.

Le premier chapitre est consacré à définir le cadre théorique de ma thèse. Je débute par situer le concept d'*empowerment* dans un contexte de développement international en passant brièvement en revue trois principales approches traitant des rapports sociaux de sexe au sein du développement international, soit l'Intégration des femmes au développement (IFD), Femmes et développement (FED) et finalement l'approche genre et développement (GED). J'y explore son évolution historique depuis son apparition au sein de la pédagogie de l'opprimé de Freire jusqu'à la myriade de significations qu'on lui attribue aujourd'hui. Je conceptualise l'*empowerment* conformément à la définition qu'en donne Naila Kabeer (1999), comme la capacité de faire des choix stratégiques, illustrée en un tripode alliant ressources, agentivité et résultats. Je termine par une discussion sur les limites de ce concept.

Dans le second chapitre, pour mieux situer le contexte à l'étude, je décris la production caféière du Costa Rica, en insistant particulièrement sur le rôle des femmes en son sein. J'expose les divers freins historiques et culturels ayant tenu les femmes à l'écart de la production caféière journalière, et je m'interroge sur le potentiel du commerce équitable à dépasser ces limites. Pour ce faire, j'explore brièvement la documentation du commerce équitable traitant des rapports sociaux de sexe, ainsi que la littérature ayant abordé sommairement ce sujet. Je m'attarde ensuite au cas précis du consortium de café équitable costaricain, COOCAFÉ, et discute des rapports sociaux de sexe en son sein.

Dans le troisième chapitre, je présente la méthodologie utilisée lors de mon étude. J'y explique la problématisation des concepts privilégiés ainsi que le choix des indicateurs. Je justifie les diverses méthodes de collecte de données utilisées, soit la recherche documentaire, les entretiens de recherche qualitatifs et l'observation directe. J'explique la méthode utilisée pour la sélection de mon échantillon et des techniques d'analyse utilisées, soit principalement l'analyse de contenu des entrevues à l'aide du logiciel d'analyse qualitative NVivo de SQL. Finalement, je traite des divers défis rencontrés en tant qu'apprentie-chercheuse.

Dans le quatrième chapitre sera présentée la région à l'étude, le secteur montagneux de Monteverde, au Costa Rica. Dans ce chapitre, je traite particulièrement de la

coopérative étudiée, la Coopesanta Elena, en insistant sur son évolution historique et en éclaircissant entre autre le rôle des divers départements en son sein. J'insiste particulièrement sur la formation du groupe d'artisanat féminin, CASEM, qui eut un impact important sur la participation féminine au sein de la coopérative. Afin de mieux comprendre le fonctionnement complexe du commerce équitable, je discute également de la relation entre les différents acteurs dans le processus de commercialisation du café, soit la coopérative, les importateurs et COOCAFÉ, le consortium de coopérative équitable qui se charge de la certification équitable ainsi que de l'exportation de ce produit.

La seconde partie de la thèse est constituée de l'analyse des entrevues effectuées avec les participantes à l'étude, soit les membres ou épouses de membres de la Coopesanta Elena. Le cinquième chapitre porte sur l'accès et le contrôle de diverses ressources chez les participantes en relation avec leur participation au sein d'une coopérative de café équitable. J'y traite de l'influence de diverses données socioéconomiques telles le statut des femmes au sein de la coopérative (membre et non-membre), leur lieu de résidence, leur âge, nombre d'enfants, scolarité, emploi rémunéré et le contrôle sur les revenus de leur maisonnée.

Dans le sixième chapitre, j'insiste plutôt sur les ressources liées à l'agriculture, soit la production caféière de la maisonnée et la partie remise par la participante en son nom propre à la coopérative. Je traite également de la propriété terrienne chez les femmes ainsi que leur implication dans la gestion de la terre et l'influence que le commerce équitable pourrait avoir à ce sujet.

Finalement, dans le septième chapitre, j'examine la perception qu'ont les participantes (membres et non membres) de leur implication au sein de la coopérative. J'effectue un parallèle entre la participation actuelle et celle ayant eut lieu lorsque le département d'artisanat féminin CASEM était toujours au sein de la Coopesanta Elena. J'analyse la participation des femmes aux assemblées et leur participation au sein de comités en termes d'agentivité. Je me penche ensuite sur les freins structurels à la participation féminine et à la prise de conscience de la structure patriarcale du commerce équitable.

Je conclue ce texte en m'interrogeant sur le potentiel ou la pertinence du commerce équitable comme outil d'*empowerment* des femmes. Je reviens également sur l'efficacité

de mon devis de recherche par rapport à ma problématique et sur l'intérêt des concepts privilégiés.

## CHAPITRE 1 - CADRE THÉORIQUE

### 1.1. Rapports sociaux de sexe et développement international

La reconnaissance qu'un développement durable est tributaire de davantage d'équité dans les rapports sociaux de sexe est un acquis récent dans le monde du développement international. En effet, ce n'est que depuis la sortie du révolutionnaire livre d'Esther Boserup *Woman's Role in Economic Development* (1970) que les agences de développement reconnurent que les sujets / agents de développement ne peuvent être analysés comme un tout homogène. Suite à cette percée posant pour la première fois les femmes comme unité d'analyse distincte, trois grands courants ont attiré l'attention des projets de développement sur la problématique du genre, tous basés sur des courants idéologiques distincts.

En premier lieu, directement issue des conclusions de Boserup, apparaît au début des années 1970 l'approche libérale de l'Intégration des femmes au développement (IFD), insistant sur l'incorporation des femmes dans un système patriarcal mais perfectible. Au sein de cette approche réformatrice, on articule l'importance d'acquiescer l'égalité juridique entre les sexes, l'accès et le contrôle égal des ressources chez les femmes et les hommes. On souligne le potentiel de productivité féminine jusque là laissé de côté. Cette approche fut critiquée par les adeptes des approches subséquentes puisqu'elle est basée sur les postulats discutables de la théorie de la modernisation et qu'elle accepte d'emblée la structure sociale existante. De plus, cette approche se concentre davantage sur les aspects de production que de reproduction, laissant ainsi de côté les rapports sociaux de sexe inégaux de la sphère privée (Rathgeber 1994).

En réponse aux ratés de l'IFD, apparut dans la seconde moitié des années 1970 l'approche Femmes et développement, basée sur le féminisme marxiste. S'appuyant sur la théorie de la dépendance, cette approche étudie la relation des femmes avec le processus de développement plutôt que de viser l'intégration des femmes dans le développement comme le souhaitait l'IFD. En effet, cette approche critique les structures internationales causant l'exploitation féminine et vise à rendre ces dernières davantage équitables (Rathgeber 1994). En fait, cette approche voit davantage la subordination des femmes comme une conséquence des inégalités internationales plutôt que du patriarcat. Ce courant, tout comme

le précédent, élude l'étude du patriarcat comme source principale d'exploitation et insiste davantage sur la sphère productive plutôt que sur la sphère reproductive (Rathgeber 1994).

En dernier lieu, l'approche Genre et développement, apparue au cours des années 1980, va encore plus loin dans son analyse. Issue du féminisme socialiste, cette approche observe à la fois les rapports de production et de reproduction, remettant en question les rôles sexospécifiques traditionnels maintenus par le patriarcat. Elle voit donc les femmes comme agentes de changement plutôt que des objets récupérés du dispositif de développement (Rathgeber 1994; St-Hilaire 1996). En plus des rapports sociaux genrés, cette perspective analyse les diverses intersectionnalités de classe, race, ethnie, âge, se posant donc comme une approche holistique. Cette approche se base sur une notion d'*empowerment* visant la transformation sociale et l'autodétermination, prenant en compte les besoins pratiques et intérêts stratégiques liés au genre (CQFD de l'AQOCI 2004). Elle remet également en cause la division du travail basée sur le genre, dépeinte comme source d'oppression des femmes.

C'est d'ailleurs le concept d'*empowerment* issu de cette approche de développement qui constitue le concept central de cette thèse. Ce choix m'expose à plusieurs critiques d'ordre à la fois théorique et méthodologique. En effet, l'*empowerment* est souvent décrit par ses détracteurs comme un « concept-valise » dans lequel se retrouverait tout et n'importe quoi, une notion galvaudée à laquelle une conceptualisation sophistiquée ferait défaut (Cornish 2006). Cette critique s'explique par la récupération tous azimuts de ce terme, lui faisant perdre son sens politique et revendicateur (entre autre Aithal 1999; Parpart *et al.* 2002).

Pourtant, si on se penche sur l'historique du concept, largement influencé par les idées révolutionnaires de Paulo Freire et de sa pédagogie de l'opprimé, on voit que les féministes dites du Tiers-monde conceptualisèrent l'*empowerment* des femmes dans l'effervescence des nouveaux discours du mouvement des femmes des années 70 et 80, pour ensuite la répandre au milieu des années 80 (Batliwala 1994; Troutner et Smith 2004; Beetham et Demetriades 2007). Le regroupement d'intellectuelles militantes du Sud DAWN, *Development Alternatives with Women for a New Era*, fondé en 1984 vers la fin de la décennie internationale des femmes de l'ONU, propose une définition qui allie « la capacité politique individuelle autant que collective des femmes de milieu populaire, au

niveau local et national, d'effectuer des actions dans une perspective d'émancipation sociale » (Yepez del Castillo 2004 dans Charlier 2006 :95). L'*empowerment* est alors en ce sens une idée liée à une lutte remettant en cause le patriarcat, mais également d'autres structures d'oppression telles que la classe et l'ethnicité (Batliwala 1994; Troutner et Smith 2004).

Vers le milieu des années 90, on peut constater une récupération du discours de la participation et de l'*empowerment* par les principales agences de développement international (Parpart 2002; Charlier 2006), visible entre autres lors de la Conférence sur les femmes de Beijing en 1995. L'*empowerment* est alors réinterprété comme une approche plus individuelle signifiant principalement l'autonomie économique et une capacité d'action individuelle, évacuant du coup tout contenu émancipateur ou de transformation sociale (Parpart et al. 2002; Charlier 2006). Bref, cette prolifération du terme à la fois au sein d'institutions de réforme, de statu quo et de celles encourageant le changement social (Parpart 2002) rend capitale une conceptualisation claire et concise de ce concept et de l'application qui en sera faite dans ma thèse.

## **1.2. *Empowerment* : une mosaïque de définitions**

Une mosaïque de définitions existe pour le concept d'*empowerment*, couvrant un large éventail idéologique. Il serait fastidieux ici de décrire dans le détail chacune des approches, mais nous pouvons relever certains concepts-clefs qui se retrouveront plus en détail dans les sections subséquentes.

Des féministes plus libérales comme Moghadam et Senftova (2005) vont définir ce concept d'*empowerment* comme un processus de participation mais surtout d'acquisition de droits civiques, économiques, sociaux et politiques. D'autres féministes (dont Moser 1989; Pradhan 2003; Santillan et al. 2004; Beetham et Demetriades 2007) insisteront davantage sur l'aspect d'intériorité et d'individualité de l'*empowerment*, où les femmes gagnent un meilleur contrôle sur leur vie, devenant en mesure de contrôler différentes ressources et d'augmenter leur confiance en soi. Ces ressources sont abordées entre autre par Jejeehoy (1996) (dans Cistoldi Lee (2004)), cette dernière faisant l'adéquation entre l'*empowerment* et l'autonomie. Dans cette optique, ces ressources comprennent l'acquisition de connaissances, la prise de décisions, l'autonomie physique, émotionnelle, économique et sociale. Finalement, d'autres font directement l'adéquation entre la prise de conscience

individuelle et le changement social, telles Dagenais et Piché (1994) qui décrivent l'*empowerment* comme « un processus par lequel, au moyen de leurs luttes contre l'oppression, les actrices et acteurs sociaux augmentent individuellement et collectivement leur pouvoir, c'est-à-dire leur autonomie et leur contrôle sur leur propre vie et dans la société. Il inclut donc, sans s'y limiter, la dimension psychosociale » (Dagenais et Piché, 1994 : 46).

Une des auteures incontournable lorsque l'on traite d'*empowerment*, Naila Kabeer (1999), est celle qui, à mon avis, englobe le mieux ces différents aspects et indicateurs. Elle traite de ce concept comme d'un tripode regroupant ressources, agentivité et réalisations, s'exprimant dans les choix de vie stratégiques des actrices et ce, dans un processus de changement. À cette participation dans le processus de prise de décision, Rowlands (1997) ajoute que les femmes doivent percevoir qu'elles ont la capacité et une légitimité sentie d'effectuer ces choix, aux niveaux personnel, relationnel et collectif. Selon Mosedale (2005) ces mêmes choix redéfinissent les rôles *genrés* pour repousser les limites de ce qui est possible pour les femmes. Bref, nous explorerons dans les prochains paragraphes les concepts-clefs énoncés ci-haut pour une conceptualisation plus étayée et appuyée.

### **1.3. *Empowerment* : un processus**

La plupart des auteures consultées traitent de l'*empowerment* comme d'un processus dynamique (entres autres Batliwala 1994; Beetham et Demetriades 2007; Bong-Ho 2004; Lairap-Fonderson 2002; Malhotra et Schuler 2005; Mosedale 2005; Rowlands 1997, 1998; Santillan et al., 2004; Summerson Carr 2003), lent (Malhotra et Schuler 2005) et cyclique. En effet, comme l'exprime bien Williams (2004), l'*empowerment* ne doit pas être traité comme un changement de statut créé à un moment particulier dans le temps, mais un processus relatif et réversible construit à l'intérieur de luttes politiques (Williams 2004). Comme l'*empowerment* possède une nature relative et réversible, on comprend alors qu'il ne pourrait être une fin en soi (Kabeer 1999) puisque l'*empowerment* ne peut être acquis, mais pourrait plutôt être représenté comme un continuum où peuvent se succéder des degrés d'*empowerment* et de *disempowerment*. Le concept prenant davantage la forme d'un continuum dans lequel les individus se meuvent selon plusieurs facteurs qui seront expliqués plus bas.

#### 1.4. La centralité et complexité d'une théorisation du pouvoir

Pour faire un dadaïsme, nous pouvons affirmer que le pouvoir est l'élément central de l'*empowerment*, ce qui explique l'importance accordée à la théorisation du concept de pouvoir au sein des textes consultés. La définition conventionnelle du pouvoir, soit comme un jeu à somme nulle ou « pouvoir s'exerçant sur quelqu'un »<sup>1</sup>, est critiquée par la plupart des auteures, car selon cette définition, les femmes ne gagneraient du pouvoir qu'au détriment des hommes, rendant les mouvements de femmes menaçants pour les privilèges de ces derniers (Rowlands 1997). De plus, cette position traditionnelle du « pouvoir s'exerçant sur quelqu'un » met l'accent sur une participation dans la structure politique et décisionnelle formelle et sur une participation économique où les individus maximiseraient leurs occasions avec plus ou moins de contraintes (Rowlands 1997). Or, selon cette définition, la participation dans les réseaux informels où les femmes sont prépondérantes est totalement évincée et ne remet nullement en cause les structures patriarcales rendant l'accès à la chose publique beaucoup plus ardue pour les femmes. C'est pourquoi les auteures féministes retenues font appel à une conception plus large du pouvoir, comprenant des éléments davantage génératifs (contrairement à un jeu à somme nulle) que de domination.

L'*empowerment* doit alors être compris comme incluant le « pouvoir intérieur » (*power within*), le « pouvoir qui s'exerce avec quelqu'un » (*power with*), se reflétant dans l'habileté à travailler collectivement, et du « pouvoir de » (*power to*), rendant l'individu ou le groupe apte à accomplir des choses (Rowlands 1997, 1998; Parpart et al. 2002; Pradhan 2003; CQFD de l'AQOCI 2004). Pour expliquer comment s'interconnectent ces divers types de pouvoir au sein de l'*empowerment*, nous pouvons alors reformuler notre définition pour décrire le pouvoir comme un processus où les personnes deviennent plus conscientes de leurs intérêts (pouvoir intérieur) et comment ceux-ci sont en lien avec les intérêts des autres (pouvoir avec), pour participer d'une position de plus grande force dans l'influence et la prise de décisions (pouvoir de) (Charlier 2006; Rowlands 1998). Dans cette définition plus large du pouvoir, on constate que ce dernier n'est plus nécessairement synonyme d'oppression, mais peut aussi mener à l'émancipation (Rowlands 1998; Cornish

---

<sup>1</sup> Traduction française de « power over », tirée de la trousse de formation sur l'approche genre et développement du Comité québécois Femmes et développement (CQFD) (2004).

2006). Bref, les féministes vont au-delà de la vision simpliste du « pouvoir s'exerçant sur quelqu'un » pour observer les dynamiques de l'oppression (et de l'oppression internalisée)<sup>2</sup> et le processus qui amène les gens à se sentir aptes et dignes à prendre des décisions (Rowlands 1997, 1998).<sup>3</sup>

Pour revenir à Kabeer (1999), elle-même comme quelques autres auteurs (dont Narayan 2005), lie donc le pouvoir à la capacité de faire des choix et, comme nous l'avons exprimé plus tôt, cette capacité de faire des choix est elle-même liée à l'acquisition de trois formes de pouvoir, soit le pouvoir intérieur, le pouvoir avec, ainsi que le pouvoir de (Charlier 2006). Toutefois, Kabeer (1999) ne qualifie pas également tous les choix de la même façon, préférant les classer en termes de « choix de vie stratégiques » et « choix de deuxième ordre », ces derniers qualifiant mais ne définissant pas la direction que prendra la vie d'un individu. Elle cite quelques exemples de ce que peuvent être les choix de vie stratégiques : « where to live, who to marry, whether to marry, whether to have children, how many children to have, who has rights over children, freedom of movement and choice of friends » (Kabeer 1999:3). On comprend donc que ce type de choix définit les principaux paramètres d'une vie tandis que les choix de second ordre, bien qu'influençant la vie d'un individu, ne sont pas aussi structurants. Par exemple, le type d'agriculture à favoriser est un choix de second ordre. Bref, tous les choix ne sont donc pas pertinents à la définition du pouvoir : et seuls ceux qui s'insèrent dans un processus de changement sont à considérer. L'adéquation entre pouvoir et choix peut donc demeurer problématique puisqu'elle ne serait valable que lorsque les choix en question amèneraient le mieux-être des actrices les effectuant (Kabeer 1999). On comprend bien la difficulté en tant que chercheuse à qualifier de la sorte des choix des participantes, puisque ce qui peut apparaître à première vue comme de la soumission peut s'avérer être en fait une stratégie de résistance (Kuumba 2001). Par ailleurs, se conformer aux normes locales peut être une source de respect de la communauté envers les femmes, qui hésitent alors à remettre en cause l'ordre établi, de peur de perdre leur position favorable face aux autres femmes (Parpart 2002). C'est pourquoi plusieurs auteures consultées font référence à la notion de « doxa » de

---

<sup>2</sup> Nous reviendrons plus bas sur cette notion controversée.

<sup>3</sup> Toutes les auteures ne sont toutefois pas d'accord avec cette hiérarchisation du pouvoir vu comme positif (pouvoir de) versus un pouvoir à connotation négative (pouvoir sur). Pour explorer ce débat, voir Yuval-Davis (1994).

Bourdieu (entre autres Kabeer 1999), afin de s'interroger si matériellement et idéologiquement, en tenant compte des traditions et des croyances prises pour acquies, des alternatives puissent être imaginées.<sup>4</sup> En ce sens, les alternatives devraient donc être envisageables pour les actrices (Kabeer 2003). Bref, sans tomber dans le relativisme culturel, il faut demeurer prudentes en tant que chercheuses féministes occidentales à ne pas imposer une panoplie de valeurs liées à l'*empowerment* comme si le concept était universel.

### **1.5. L'*empowerment*: le tripode.**

Comme égayé dans la section précédente, l'acquisition de trois formes de pouvoir, soit le *pouvoir intérieur*, le *pouvoir avec*, ainsi que le *pouvoir de* est intrinsèquement liée à la prise de décisions stratégiques constituant l'*empowerment*. Ces mêmes choix stratégiques sont décomposables en un tripode formé des ressources (pré-conditions), de l'agentivité (processus) et des réalisations (résultats), éléments indivisibles dans l'appréciation de l'*empowerment* (Kabeer 1999), que nous élaborerons davantage ici.

#### **1.5.1. Ressources**

Les auteures accordent une plus ou moins grande importance aux ressources dans leur conceptualisation de l'*empowerment*. La pauvreté est souvent décrite comme un facteur réduisant considérablement la capacité d'effectuer des choix, en reconnaissant toutefois que même les personnes les plus démunies en effectuent quotidiennement (Kabeer 1999; Slater 2001). Ce serait l'ampleur et la diversité des options qui se réduisent comme peau de chagrin lorsque s'amaigrit le portefeuille. Quoiqu'il ne faille en aucun cas sous-estimer l'importance de l'autonomie économique des femmes au sein de la prise de décisions stratégiques (Argawal 1997; Blumberg 2004; Kabeer 2003), en matière d'*empowerment*, les ressources ne sont pas uniquement conceptualisées de façon basement matérielles. En effet, les ressources sont aussi constituées de relations sociales et d'institutions regroupant lois et normes au sein d'une société (Kabeer 1999), ce qui en termes sociologiques se traduit par la structure.

---

<sup>4</sup> Toutes les auteures ne s'entendent pas sur ce point précis. Par exemple, Heerah (2006) argumente que l'idéologie de genre et les normes sociales ne sont pas aussi fixes que la notion de « doxa » : même si les pressions sont fortes, les normes sociales connectées à l'idéologie de genre ne seraient pas immuables.

Il est crucial de distinguer « l'accès aux » du « contrôle sur les » ressources, puisque ne favorisant pas l'*empowerment* à la même échelle (Malhotra et Schuler 2005; Pradhan 2003). Il faut toutefois admettre que la distinction entre accès et contrôle ne soit ni toujours claire, ni consistante (Kabeer 1999), d'où la nécessité lors du choix d'indicateurs d'y aller en fonction du contexte local. Bref, quoique les ressources ne soient pas garantes d'*empowerment*, elles peuvent servir de catalyseur vers des réalisations transformant l'ordre établi (Malhotra et Schuler 2005).

### **1.5.2. Tension entre structure et agentivité**

Lorsque les auteures théorisent l'*empowerment*, elles tentent de faire la part des choses entre les caricatures de l'action individuelle salvatrice et la structure totalitaire (Williams 2004). En fait, cette tension entre l'agentivité et la structure est au cœur du débat sur l'*empowerment* (Parpart et al. 2002), et les critiques à ce niveau abondent, comme nous le verrons plus bas. Nous traiterons cette tension non pas en terme de dualisme s'opposant, mais bien en terme davantage dialectique, c'est-à-dire en lien avec la notion de Giddens de l'interrelation présente entre structure et agentivité (Layder 1984). Nous observerons ici plus en détail comment ces deux concepts s'influencent l'un l'autre.

#### **1.5.2.1. Structure**

Les auteures reconnaissent que l'*empowerment* est situé et contraint dans un contexte institutionnel, matériel, discursif (Parpart et al. 2002), social, historique et politique (Summerson Carr 2003), d'où l'importance de bien tenir compte de ces diverses composantes lors de la théorisation de l'*empowerment*. En effet, plusieurs auteures soulignent la nécessité d'une transformation systémique au sein des institutions soutenant les structures patriarcales qui oppriment les femmes (Malhotra et Schuler 2005), en insistant sur le sexisme institutionnel et structurel menant à l'aliénation des femmes (Summerson Carr 2003). En ce sens, la structure serait décrite comme opprimante pour les femmes. Plusieurs éléments témoignent de ces biais structurels en défaveur des femmes, comme l'accès différentiel aux ressources et au pouvoir, des biais de genre en éducation, une subordination internalisée<sup>5</sup> des femmes et une structure de marché peu adaptée aux rôles traditionnels octroyés aux femmes (Pradhan 2003). Toujours selon Pradhan (2003), la

---

<sup>5</sup> À rediscuter plus bas.

notion d'*empowerment* viendrait justement du besoin des femmes de dépasser les sources systémiques de leur subordination, c'est pourquoi elles s'impliqueraient en tant qu'actrices dans des stratégies d'intervention pour atteindre le changement (Pradhan 2003), démontrant encore ici une interdépendance entre la structure et l'agentivité. L'agentivité des femmes serait donc intrinsèquement liée à ces structures disparates puisqu'elle y est contenue et est produite en son sein (Bodur et Franceschet 2002). En fait, selon la conception de la structure de Giddens, la structure est liée à l'agentivité, étant à la fois le médium et le résultat de l'activité sociale (Giddens dans Layder 1994 :134). En effet: « structural constraints do not operate independently of the motive and reasons that agents have for what they do » (Giddens 1984 dans Layder 1994:139). L'agentivité des individus va également influencer la structure, car cette dernière n'est pas immuable. Les femmes, en tant qu'agentes de changement utilisant leur agentivité, peuvent se servir entre autres des contradictions présentes au sein des différentes structures pour arriver à leurs fins. Ces contradictions sont alors des sources d'occasions politiques (Bodur et Franceschet 2002).

#### 1.5.2.2. Agentivité

L'agentivité est un autre concept au cœur de l'*empowerment* et omniprésent dans la littérature (entre autres : Beetham et Demetriades 2007; Narayan 2005; Rowlands 1997; Santillan et *al.*, 2004). On reconnaît que pour être *empowerées* « women themselves must be significant actors in the process of change - in other words, they must exercise agency. » (Santillan et *al.*, 2004 : 535). L'agentivité est définie principalement comme un sens de soi (Lister 2003), un *pouvoir intérieur* se manifestant dans la prise de décision. « It can take the form of bargaining and negotiation, deception and manipulation, subversion and resistance as well as more intangible, cognitive processes of reflection and analysis » (Kabeer 1999 : 3). Cette notion de *pouvoir intérieur* ratisse large, s'appliquant tant au niveau individuel que de groupe, formel ou informel, positif ou négatif (Kabeer 1999).

Certaines auteures insistent donc beaucoup sur le caractère potentiellement subversif de l'agentivité. Elles démontrent comment les femmes influencent les décisions, même dans des contextes de subordination structurelle (Pradhan 2003). Par exemple, l'adhésion ou le rejet des femmes au système genre, soit les attentes socialement construites de ce que devraient être les comportements féminins ou masculins, témoigne de leur agentivité et devient subversive lorsque les femmes brisent les attentes (Williams 2004).

Selon Kabeer (2003), l'agentivité est active quand une action est posée dans un but subversif précis ou passif, en présence de peu de choix disponibles. Elle vise l'efficacité liée aux rôles traditionnels ou encore la transformation lorsqu'elle questionne, réinterprète et vise un changement au sein du système genre (Kabeer 2003). Bref, l'agentivité peut être utilisée de façon consciente et intéressée soit pour stabiliser des réseaux existants de pouvoir, confirmant une position privilégiée pour un individu au détriment des autres ou pour forcer l'ouverture de nouveaux espaces de résistance et de changement, contribuant ainsi à la modification de la structure (Lister 2003; Kabeer 1999; Kesby 2005). L'agentivité peut permettre soit une stabilisation ou une renégociation des comportements sociaux (Kesby 2005).

Ainsi, comme nous avons pu le constater, l'agentivité et la structure sont des concepts intimement inter-reliés, s'influençant mutuellement. Comme nous le démontre Kesby (2005), l'agentivité est encadrée par le pouvoir, mais peut également, par une action humaine simultanée et consciente, transformer, résister et même créer de nouveaux pouvoirs. En effet, le changement social n'est pas seulement l'apanage d'une logique systémique ou d'un glissement accidentel de la structure mais dépend aussi de l'agentivité des individus. Ces acteurs ne sont pas des électrons libres, mais sont constitués et accomplis à la fois à travers la structure et par une agentivité qui est partielle, positionnée et informée par une conscience située individuelle à travers une constellation de pouvoir (Kesby 2005). Bref, on démontre encore une fois l'interdépendance entre l'agentivité et la structure, qui se heurtent mais aussi se confortent, les individus ayant la possibilité par leur agentivité de créer de nouveaux pouvoirs ou encore de porter et de reproduire ceux en place (Kesby 2005). Dans une logique féministe de transformation sociale, on peut donc dire que des individus utilisant leur agentivité de façon subversive sont certes nécessaires au changement social, mais insuffisants pour atteindre l'égalité, et qu'il est nécessaire que la structure suive et appuie ce changement pour la production de bénéfices tangibles et observables (Cistoldi Lee 2004).

### ***1.5.3. Réalisations***

Dans le schéma explicatif de Kabeer, la troisième partie du tripode, les réalisations, témoigne de l'accomplissement ou non du potentiel des deux catégories précédentes (Kabeer 2003). Ces réalisations s'effectuent à plusieurs niveaux puisque l'oppression des

femmes est institutionnalisée sous plusieurs paliers. Certaines auteures les classent sous les catégories analytiques de la maisonnée, du niveau communautaire et du niveau « plus large » (Malhotra et Schuler 2005). L'*empowerment* entraînerait aussi un changement sur le plan de diverses dimensions, présentées par Rowlands (1997) comme étant matérielle, structurelle et psychosociale. Ces changements auraient également divers degrés, décrits par Kabeer (1999) comme variant de léger à intermédiaire à profond. Certains domaines d'*empowerment* ont d'ailleurs été identifiés par les auteures comme étant des sites plus difficiles à subvertir, comme les changements au sein de la maisonnée, particulièrement au sein du couple (Rowlands 1998), qui seraient plus ardues à atteindre que ceux dans le secteur de l'emploi rémunéré (Chowdhry 1995). Toutefois, comme mentionné plus haut, l'*empowerment* n'est pas un processus linéaire, et l'*empowerment* dans un domaine n'englobe pas nécessairement les éléments jugés moins stratégiques. C'est pourquoi nous devrions circonscrire avec attention les nouveaux pouvoirs constitués par les femmes et empêcher l'exagération de l'importance des nouvelles capacités acquises ou la portée réelle de cet *empowerment* sur les relations inégales de genre (Cornish 2006)<sup>6</sup>.

Les auteures ne s'entendent pas nécessairement sur le type de réalisations ou de résultats que nous pouvons qualifier d'*empowerment*. Il faut mentionner que toutes les actions menées par des femmes ne mènent pas nécessairement à des transformations de taille. Toutefois, même lorsque l'action est jugée « ratée », c'est-à-dire n'ayant pas amélioré la position de l'actrice ni les relations de genre, les femmes ont appris davantage sur la structure, ce qui leur permettra à l'avenir de formuler de nouvelles stratégies plus avisées (Summerson Carr 2003). Pour Cornish (2006), même la participation la plus minimale des femmes vaut la peine d'être prise en compte sérieusement, sans toutefois nier que certains domaines de participation sont plus émancipatoires que d'autres. Kabeer (1999) pour sa part insiste sur la nécessité d'une distinction claire entre les réalisations. En effet, on différencie entre les rôles de genre prescrits au préalable et ceux indiquant une transformation des rapports inégaux de pouvoir, tendant ici vers ce que nous pourrions qualifier d'*empowerment* féministe.

---

<sup>6</sup> Cornish (2006) est en ce sens une auteure très matérialiste, qui voit dans l'*empowerment* une capacité de poser des gestes plutôt qu'un état mental de confiance ou de sens de la maîtrise.

### 1.6. **Prise de conscience : vers un *empowerment* féministe?**

Selon plusieurs auteures, un des obstacles les plus grands à l'*empowerment* des femmes est l'oppression internalisée. Celle-ci se manifesterait lorsque les iniquités sociales, tels la division sexuelle du travail traditionnelle et les rôles sociaux sexospécifiques, ne sont pas questionnées (Slater 2001). Ces éléments sont considérés comme allant de soi, confinant les femmes à être des citoyennes de seconde zone consentantes à leur subordination (Kabeer 1999; Rowlands 1997, 1998; Slater 2001). Nous ayons argumenté plus tôt que les alternatives doivent être imaginables en tenant compte des traditions et des croyances prises pour acquis localement (Kabeer 2003). Pour se rendre compte de sa propre oppression et pour prendre action, il faut qu'il y ait cette étincelle qu'est la prise de conscience. Cette acquisition d'une conscience critique, comme nous en parle Summerson Carr (2003), s'effectue lorsque les femmes se rendent compte des racines politiques de leurs expériences individuelles de manque de pouvoir et d'oppression, en d'autres mots, lorsque les femmes font un lien entre leurs expériences personnelles et les structures opprimantes (Summerson Carr 2003). La prise de conscience débute par un processus d'analyse critique consistant à comprendre quelle est sa propre position dans la structure et à l'évaluer en la comparant à celle des autres (Summerson Carr 2003). Cette relation entre l'*empowerment* individuel et de groupe est capitale à l'analyse féministe (Conn 1991). De plus, la prise de conscience comprend également un processus de stratégie active, consistant à imaginer d'autres positions possibles et à se créer une identité, limitée par les circonstances historiques mais aussi influencée par l'agentivité des individus (Summerson Carr 2003). Bref, cette prise de conscience de la subordination des femmes, qui peut être personnelle ou de groupe, a un potentiel catalytique d'*empowerment* et contribue à la construction de la capacité de défier le système-genre (DeWaal 2006; Reeve et Baden 2000).

Cette distinction trace une ligne entre l'*empowerment* suite à la participation au sein d'un groupe de femmes par rapport à l'*empowerment* proprement féministe. Pour Dufour et *al.* (sous presse) les mouvements de femmes rassemblent des agentes se mobilisant autour de sujets leur étant attribuables et assignés socialement. Les mouvements féministes, quant à eux, remettent obligatoirement en jeu les rapports sociaux de sexe. En ce sens, l'*empowerment* ne serait pas un outil féministe sans une prise de conscience

préalable menant à une remise en cause des rapports sociaux de sexe. En effet, les femmes peuvent être *empowerées*, dans le sens d'améliorer leur condition, sans nécessairement remettre en cause les rapports sociaux de sexe. Bref, on ne peut pas dire que l'*empowerment* entraîne nécessairement une prise de conscience féministe, qui viserait la transformation des rapports sociaux de sexe, d'où la pertinence de classer les réalisations conséquemment, même si la distinction sur le terrain n'est pas si dichotomique.<sup>7</sup> En effet, la distinction entre des mouvements de femmes et des mouvements féministes est perméable, et des allers-retours peuvent se faire entre ces deux catégories (Dufour et *al.*, sous presse). Comme l'expliquent Troutner et Smith (2004), l'avancement des intérêts des femmes résulte d'une redistribution du pouvoir dans la société, processus dans lequel les femmes acquièrent une conscience politique, sociale et culturelle et de façon concomitante, dans lequel les femmes engagent, raffinent et réorganisent le système de pouvoir préexistant (Troutner et Smith 2004; Batliwala 1994).

Bref, l'*empowerment* dans ce travail sera conceptualisé en tant que tripode alliant ressources, agentivité et résultats, le tout dans une optique de prise de décisions stratégiques suite à l'acquisition de trois types de pouvoir. Nous avons défini ces pouvoirs non comme un jeu à somme nulle, mais comme incluant le « pouvoir intérieur » (*power within*), le « pouvoir qui s'exerce avec quelqu'un » (*power with*), se reflétant dans l'habilité à travailler collectivement, et du « pouvoir de » (*power to*), rendant l'individu ou le groupe apte à accomplir des choses (Rowlands 1997, 1998; Parpart et *al.* 2002; Pradhan 2003; CQFD de l'AQOCI 2004). L'*empowerment* des femmes ne se fait pas nécessairement au détriment des hommes (même s'il implique une redistribution du pouvoir dans la société). Finalement, nous avons exploré en détail les trois composantes majeures du tripode, pour finalement conclure que l'*empowerment* des femmes ne résulte pas nécessairement en une prise de conscience féministe.

### 1.7. Limites et critiques

Comme discuté au début de ce chapitre, plusieurs auteures critiquent le glissement sémantique du terme *empowerment*, utilisé à l'origine pour désigner un changement sociétal et maintenant récupéré pour désigner principalement l'individu (Batliwala 1994). Elles remettent en cause l'individualisme et le consumérisme de l'*empowerment*, présentant

---

<sup>7</sup> Voir entre autres l'étude sur le terrain de Stephen (1997) sur une organisation de femmes autochtones.

la réussite personnelle comme but culturel et économique n'impliquant pas de changements structurels dans les relations de pouvoir (Rowlands 1998). Cette emphase sur l'individu, la liberté, le contrôle et le choix ne prend pas en compte les limites de l'agentivité humaine (Lennie et al. 2003). En effet, le pouvoir personnel est vu comme une arme pour venir à bout de l'oppression interne qui permettrait l'augmentation de l'autonomie ; mais le pouvoir subjectif ne serait pas toujours aussi générateur d'*empowerment* que le pensent certains théoriciens (Wong 2003). De fait, les interactions entre le changement personnel et structurel restent flous (Kabeer 1999; Wong 2003). Dans la même veine, la récupération du discours de l'*empowerment* sert à légitimer certaines politiques et pratiques amenant au retrait des institutions. Par exemple, faire l'adéquation entre femmes et *empowerment* dans les discours publics peut être un argument d'un gouvernement pour ignorer leurs besoins, en les rendant responsable des différentes insécurités qu'elles vivent (Lairap-Fonderson 2002).

La seconde critique que je souhaite aborder est de nature méthodologique. Nous avons abordé jusqu'ici les débats entourant la théorisation de ce concept et la controverse suit également au niveau méthodologique. La conceptualisation de l'*empowerment* en tant que *processus* pose plusieurs difficultés méthodologiques par rapport à sa mesure. D'un côté purement pratique, est-il possible de véritablement saisir le processus à long terme que serait l'*empowerment*, étant donné la durée limitée des projets de développement et des projets d'études universitaires (Santillan et al. 2004)? En effet, alors que nous décrivons l'*empowerment* comme une forme d'acquisition de pouvoir, n'avons-nous pas besoin d'une perspective longitudinale pour observer ce type de changement? Le choix d'indicateurs est également ardu, et il faut faire attention de ne pas tomber dans le piège de prendre des indicateurs qui n'ont pas d'ancrage dans le contexte de l'étude (Afshar 1998; Staudt 2002; Kesby 2005). Dans la même veine, sans revenir à un débat menant au relativisme culturel, il est impératif de s'interroger sur les implications de la qualification des choix des participants par un « outsider » (Kabeer 1999). Il semble alors essentiel de discuter davantage de l'intersubjectivité entre chercheur / organisme de développement et participants (Wong 2003).

Bref, en nous dirigeant vers le chapitre méthodologique (le troisième chapitre), il nous faut toutefois garder en tête les diverses critiques et limites exprimées plus haut

lorsque l'on traite d'*empowerment*, notamment au niveau de la surenchère individualiste, de l'interprétation normative des choix, du manque de prise en compte des intersectionnalités des femmes et des diverses difficultés méthodologiques lorsque nous utilisons ce concept et tentons de les dépasser. Finalement, l'*empowerment* n'est pas nécessairement obtenu dans une logique visant l'égalité dans les rapports sociaux de sexe, d'où la nécessité de l'observer qualitativement. Mais tout d'abord, afin de mieux saisir la problématique, nous ferons un survol de l'historique de la production caféière au Costa Rica et du rôle des femmes en son sein.

## CHAPITRE 2 - FEMMES, CAFÉ ET COMMERCE ÉQUITABLE AU COSTA RICA

Le Costa Rica fait figure d'exception au sein de l'Amérique centrale pour ce qui est de la production caféière. Alors que son économie était basée sur la production du café au 19<sup>e</sup> siècle, cette production reposait sur des bases beaucoup plus égalitaires que celles d'autres pays producteurs à cette époque (Seligson 1980 et Hall 1985 dans Sick 1997). En effet, la production caféière au Costa Rica repose depuis ses débuts sur l'apport majoritaire de petits producteurs. Alors que cette production caféière fut relativement bonne pour ces petits producteurs costaricains, ayant un niveau de vie supérieur aux autres producteurs de cette commodité de la région, plusieurs normes sociales influencèrent la participation différenciée des femmes et des hommes au sein de la production caféière, confinant chaque sexe à des rôles distincts (Sick 1997; 1998; 1999.). Ces normes sociales affectent à la fois le type de participation de chacun/e au sein de la maisonnée et dans le secteur économique en général.

Dans ce chapitre sera effectué un survol de l'historique de la production caféière au Costa Rica pour ensuite traiter du rôle des femmes en son sein. Il sera exposé que les femmes ont été longuement ignorées comme bénéficiaires par l'État et tenue à l'écart des tâches agricoles quotidiennes relatives au café par les droits de succession influencés par des normes sociales genrées.

### 2.1. Costa Rica, couleur café

Contrairement aux autres pays d'Amérique centrale, il n'y a pas eu au Costa Rica une appropriation de la majorité des terres agricoles par une élite minoritaire. En effet, par manque de ressources naturelles prêtes à être exploitées et à cause du faible nombre de population indigène et coloniale, il n'y a pas eu de séparation exacerbée entre riches et pauvres (Hall 1985 et Seligson 1980 dans Sick 1997). C'est pourquoi les débuts de la production caféière au tout début du 19<sup>e</sup> siècle s'effectuèrent dans un environnement de distribution des terres relativement équitable (Biesanz et *al.* 1982 dans Sick 1997). De plus, comme la main d'œuvre était plutôt rare dans ce pays, les élites comprirent rapidement qu'il était plus lucratif de contrôler les processus de transformation, d'exportations et de crédit plutôt que de posséder de grandes propriétés terriennes (Paige

1987 dans Sick 1997). Ce système de contrôle de la transformation subsista jusqu'à la fin de la guerre civile de 1948, lorsque le gouvernement populiste légiféra afin de limiter la marge de profits des propriétaires d'usines de transformation et encouragea la formation de coopératives de transformation (Samper 1990, 1995 et Hall 1982, dans Sick 1999). Le mouvement coopératif est toujours prévalent dans ce pays. En effet, en 1998, environ 40% de la transformation caféière est faite dans des usines de transformation appartenant à des coopératives (FEDECOOP 1998 dans Luetchford 2006).

Jusqu'à nos jours, une importante partie de la production de café au Costa Rica est assurée par de petits producteurs possédant moins de cinq hectares de terre. Ces derniers représentent 92% des producteurs, pour 44% de la totalité du café produit en 1996 (Ronchi 2002). L'économie du pays s'est toutefois considérablement diversifiée, avec une accélération marquée dans les années 1980. En effet, de la seule marchandise exportée entre les années 1840-1890 (Ronchi 2002), le café ne compte plus que pour 2,73% des exportations du pays en 2007 et 0,93% du PIB 2007 (chiffres de l'Institut de café du Costa Rica, ICAFÉ, 2008). Plusieurs facteurs expliquent cette chute. Déjà vers la fin des années 70, le retour des plantations brésiliennes qui avaient été endommagées par des perturbations météorologiques fit chuter les cours du café (Reinhardt 1988). S'ajoute à cela l'augmentation internationale du coût des intrants et celle du prix de la main d'œuvre (Reinhardt 1988). Puis, en 1989, l'Organisation internationale du café échoua de renouveler son accord régulant l'achat et la vente de café. Une crise de cinq ans s'ensuivit sur le marché mondial de cette marchandise, provoquée par une augmentation de la compétitivité et de l'instabilité sur le marché international du café, ce qui eut pour effet l'abandon de cette culture par plusieurs producteurs autour du monde (Luetchford 2006). En effet, il faut dire que cet effondrement des prix dans les années 90 fut décisive pour le Costa Rica qui, à cause du coût élevé de production, vit les zones de production de café passer de 115 000 hectares en 1990 à 93 000 hectares en 1996 (Chiffres de la FAO 2000 repris par Ronchi 2002). De plus, lié à l'effondrement mondial du coût des denrées de base, un important exode rural prit place durant les années 90 au Costa Rica, qui ne comptait plus que 18,89% de population agricole en 2004 (Ronchi 2002). Sous les pressions du FMI, le Costa Rica dut réduire ses importations (dont celle des engrais

chimiques) et dévaluer le colón<sup>8</sup> en 1990. À cela s'ajoutent les diverses coupures du gouvernement dans les programmes sociaux et la privatisation d'entreprises d'État; ce fut une époque ardue pour les petits producteurs.

Les coopératives, malgré leurs économies d'échelle et autres avantages leur assurant une certaine stabilité, peinèrent à être compétitives avec l'industrie privée et plusieurs d'entre elles n'y survirèrent pas (Luetchford 2006). Paradoxalement, ce mode d'organisation fut davantage résistant à la crise que les compagnies privées, qui eurent plus de difficulté à y survivre. Toujours est-il que le déclin de la production de café au pays fut important, et les revenus du café passèrent de 417 millions US en 1995 à 198 millions US en 2004 (Banque mondiale 2006 dans Sick 2008).

Si le café n'a plus l'importance économique de l'époque, il est toujours une denrée fortement encadrée et promue dans le pays. En plus d'avoir un institut national supervisant les productions annuelles et fixant les minimums de préfinancement et de salaire, le Costa Rica est le seul pays au monde ayant émis un décret qui interdit la production d'une autre variété de café que le café arabica<sup>9</sup> (ICAFÉ 2008). De plus, il est toujours la principale récolte de 78 000 fermiers et 2,5 millions de quintals<sup>10</sup> en sont récoltés par année (ICAFÉ 2007 dans Sick 2008). Comme les arbustes de café ont une durée de vie moyenne de 30 ans et demandent un investissement de base relativement important, malgré les aléas du marché, plusieurs producteurs hésitent à abandonner complètement cette production, et ceux continuant à cultiver le café diversifient leur production afin de minimiser les risques de dérapage du marché (Sick 1999). De plus, le café demande peu de travail en dehors de la période de récolte qui se déroule de septembre à décembre. Comme la récolte n'est pas mécanisée, cette période est très intense et demande la collaboration de tous les membres de la famille (Sick 1998), particulièrement celle des femmes. Bref, le café demeure une culture dont dépendent plusieurs fermiers au Costa Rica, et en Amérique latine en général,

---

<sup>8</sup> Unité monétaire du Costa Rica. Il faut environs 500 *colones* pour faire un dollar canadien à l'été 2008. (<http://www.xe.com/ucc/convert.cgi>)

<sup>9</sup> Il existe deux grandes catégories de café : l'*arabica*, de meilleure qualité, cultivé en haute altitude (entre 600 et 2000 mètres) dans des sols riches généralement d'origine volcanique. Le fruit n'arrive à maturité qu'après une période de 60 à 120 jours, contrairement au café *robusta*, de moins bonne qualité, qui prend entre 30 et 60 jours. Ce dernier, surtout cultivé en Afrique et plus récemment en Asie, est une plante beaucoup plus résistante mais produisant un café moins subtil en arôme.

<sup>10</sup> 1 quintal équivaut à 46kg de café.

d'où l'importance de cette étude traitant des impacts du commerce équitable sur les femmes liées à une coopérative de café équitable.

## **2.2. Femmes et café**

Malgré les avantages pour les petits producteurs qu'a occasionnés la production caféière au Costa Rica, les impacts de ce secteur d'activité se répercutent de façon différente chez les femmes et les hommes. En effet, dans ce pays d'Amérique centrale, comme dans le reste de l'Amérique latine en général, la production de café est soumise à une division sexuelle du travail assez stricte, avec des variations selon l'âge et l'étape du cycle de vie des producteurs (Ronchi 2002; Sick 1999). Pour les femmes en milieu rural, les travaux domestiques sont effectués avec le plus grand sérieux puisque l'hygiène et l'apparence sont des standards sociaux costaricains importants (Sick 1999). Ces travaux domestiques, estimés à 70 heures par semaine selon Sick (1998), comprennent entre autres la préparation des repas, l'entretien ménager de la maison, la lessive, ainsi que prodiguer des soins aux enfants. Les travaux domestiques ne procurent certes pas les mêmes avantages que l'emploi rémunéré du paysan : généralement, les femmes en tant que ménagères ne touchent pas de salaire (Sick 1999). C'est ce dévouement à l'entretien de la maison et de la famille qui est vu comme leur contribution à la production caféière de la maisonnée (Mutterbaugh 1999). Cette division de travail semble internalisée chez les deux sexes, puisque les femmes affirment préférer le travail domestique au travail « difficile et sale » des champs (Sick 1999). Il faut dire aussi que, généralement, les emplois rémunérés en zone rurale sont rares.

Comme le mentionnent Stubbs et Alvarez (1987), il est difficile de quantifier le travail des femmes dans le secteur rural à cause de la prévalence du travail saisonnier et non rémunéré. De plus, il est courant au Costa Rica que les tâches agricoles quotidiennes relatives au café soient du ressort des hommes adultes, sauf lors des quatre mois de récolte annuelle quand les femmes sont presque obligatoirement mises à contribution (Ronchi 2002 ; Sick 1999). En effet, les femmes plus pauvres, particulièrement les mères monoparentales, et les plus jeunes seraient davantage mises à contribution (Ronchi 2002).

Pour ce qui est de l'accès aux ressources terriennes, comme au travers de l'Amérique latine, les normes idéologiques genrées sont présentes dans les diverses réformes rurales visant la redistribution des terres. En effet, comme il fut toujours considéré que la place

des femmes se trouve au foyer, ces dernières furent longtemps exclues en tant que bénéficiaires de ces réformes partout en Amérique latine (Deere 1987). Les femmes ont donc eu historiquement moins d'occasions, pour devenir propriétaires terriennes. Dans le cas costaricain, les femmes furent exclues des deux réformes agraires les plus importantes, qui eurent lieu en 1961 et 1975 et dont bénéficièrent 18 078 hommes (Deere 1987). En effet, les femmes ne purent jouir de cette redistribution de la terre puisque leur apport à l'agriculture n'est que saisonnier (Deere 1987). On peut donc affirmer ici que la structure patriarcale de l'État costaricain a nui à l'accès aux ressources terriennes pour les femmes en termes de réforme agraire. En plus de cette distribution étatique inéquitable des terres entre hommes et femmes, cette difficulté d'accession aux ressources terriennes se manifeste également par un achat de terres plus important chez les hommes que chez les femmes (Sick 1998). De plus, le legs d'une propriété s'effectue plus fréquemment en faveur des hommes, malgré le fait que, légalement, les femmes ont les mêmes droits à l'héritage que les hommes (Sick 1998). De nos jours, ce sont toutefois davantage les normes sociales qui freinent la propriété terrienne des femmes puisque les femmes costaricaines ont maintenant l'accès légal à la propriété terrienne par l'achat comme par héritage (Sick 1998).

Dans les cas moins fréquents où les femmes s'occupent elles-mêmes de leurs terres, certaines tâches, comme l'épandage de produits chimiques, demeurent une affaire d'hommes. On constate que les femmes sont moins confiantes en leurs capacités et possèdent moins de connaissances techniques agricoles que les hommes (Sick 1999). Ceci s'explique par le fait que, culturellement, les femmes sont exclues du cycle traditionnel de transmission des connaissances, s'effectuant de pères en fils, et des réseaux informels où les producteurs discutent de méthodes et techniques agricoles entre eux (Sick 1999).

Bref, on peut constater ici que les femmes ont un accès difficile à la propriété terrienne, puisqu'elles ont été ignorées comme bénéficiaires des réformes par l'État et par les droits de succession influencés par des normes sociales genrées. Par ailleurs, même lorsque ces dernières surmontent ces obstacles structurels, elles ont difficilement accès aux ressources non-matérielles constituées des connaissances des techniques agricoles, qui sont l'apanage des hommes. Comme l'accès aux ressources est souvent posé comme levier capital dans la prise de décisions au sein de la maisonnée (Deere 1987; Sick 1998), on constate donc qu'à ce niveau, les femmes sont fortement désavantagées. En effet, il a été

démontré par Sick (1998) que les femmes possédant un lopin de terre et exerçant sur ce dernier un contrôle effectif ont davantage de poids dans la prise de décision au sein de leur maisonnée (analyse également articulée par Argawal (1997)). Il semble alors ici que l'ensemble de la structure sociale nuise à une participation active des femmes dans l'agriculture dite de routine, et par le fait même diminue leur pouvoir de négociation au sein de la maisonnée. On pourrait supposer que le commerce équitable, qui vise davantage d'équité dans les rapports de productions, pourrait être un outil permettant d'aplanir ces disparités et de favoriser davantage d'équité dans les rapports sociaux de sexe. Mais est-ce que le commerce équitable se soucie véritablement des rapports sociaux de sexe?

### **2.3. Rapports sociaux de sexe dans le discours du commerce équitable**

Le commerce équitable n'échappe pas à la tendance de récupération / intégration du discours international d'équité des genres. Dans les prochaines lignes, nous exposerons comment cette forme de négoce transnational alternatif reprend dans son discours des thèmes caractéristiques à l'approche de l'Intégration des femmes au développement. Mais tout d'abord, expliquons brièvement en quoi consiste le commerce équitable.

Le commerce équitable se veut un substitut aux stratégies de développement humanitaire conventionnelles assistancialistes, par la promotion d'un commerce à visage humain. Ce mouvement transnational met l'accent sur les responsabilités sociales des consommateurs occidentaux lorsque ces derniers effectuent des choix dans l'achat de biens de consommation. Plusieurs auteurs effectuant de la recherche à ce sujet utilisent la définition de l'organisme IFAT<sup>11</sup> pour qualifier le mouvement équitable :

Fair trade is a trading partnership, based on dialogue, transparency and respect, that seeks greater equity in international trade. It contributes to sustainable development by offering better trading conditions to, and securing the rights of, marginalized producers and workers, especially in the South. Fair trade organizations are engaged actively in supporting producers, awareness raising and in campaigning for changes in the rules and practice of conventional international trade. (IFAT 2007)

Dans la littérature, une des façons de conceptualiser le commerce équitable est de le décrire comme un mouvement possédant un caractère transformatif, amenant un correctif au libre marché « perversi » par les écarts Nord-Sud (Lemay 2005; Utting-Chamorro 2005). Le commerce équitable se voudrait donc une alternative aux projets de développement

---

<sup>11</sup> International Federation for Alternative Trade, [www.ifat.org](http://www.ifat.org)

assistancialistes, dans une logique de « trade-not-aid » (Utting-Chamorro 2005), le tout dans un esprit de réforme de l'économie de marché plutôt que d'une remise en cause structurelle de cette dernière. Ainsi, le commerce aurait à la fois la possibilité d'exploiter ou de donner plus de pouvoir aux producteurs du Sud (Bacon 2005). Par les diverses exigences contenues dans ses postulats, le commerce équitable contribuerait à l'*empowerment* des producteurs<sup>12</sup> tout en demeurant orienté et basé sur le marché (Parrish et al.2005).

Au-delà de cette définition générale, sept engagements sont implantés de façon « top-down » par l'organisation parapluie transnationale des organismes de certification, la Fairtrade Labelling Organization (FLO). Ces critères s'appliquent à tous les produits souhaitant obtenir la certification. Une partie de ces critères échoit à l'organisme de certification : l'instauration d'un commerce direct entre le producteur et l'organisme d'étiquetage, l'achat des produits à un juste prix<sup>13</sup>, l'engagement à long terme avec les producteurs, et l'accès au crédit<sup>14</sup> pour ces derniers. Pour leur part, les producteurs doivent être regroupés en une organisation démocratique et transparente<sup>15</sup>, doivent s'engager à la protection de l'environnement et favoriser le développement local communautaire<sup>16</sup>. Ces critères de base ne sont toutefois pas les seuls à devoir être suivis par les producteurs/trices qui sont tenus par la suite de répondre à des critères de progression visant une amélioration constante du respect de l'esprit de ces critères de base.

Même si on déplore l'absence d'une mention des rapports sociaux de sexe dans ces postulats de base, FLO tente tout de même de faire la promotion d'équité entre les sexes. En fouillant plus en détail dans la littérature de l'organisme, j'ai identifié les trois endroits principaux où l'on traite des disparités de genre.

---

<sup>12</sup> J'utilise le terme « producteur » ici puisque, comme nous le verrons plus bas, le commerce équitable semble présumer que la majorité des producteurs/trices avec qui il fait affaire sont des hommes. En fait, mis à part le secteur artisanal du commerce équitable, la plupart des producteurs de coopératives de production affiliés à ce commerce sont des hommes (Murray et al. 2006)

<sup>13</sup> Pour le café, ce prix juste a récemment augmenté à 1.26\$ US / lb pour du café Arabica ou 0.10\$ US de plus que le prix du marché lorsque ce dernier dépasse le prix plancher, et 0.20\$ US / lb de plus si le café est biologique (Murray et al. 2006).

<sup>14</sup> Un préfinancement d'au moins 60% du coût du contrat annuel (Lyon 2006).

<sup>15</sup> Le commerce équitable exige la formation de coopératives pour donner plus de pouvoir aux petits producteurs, réunis ainsi dans une forme d'organisation relativement horizontale.

<sup>16</sup> Pour le secteur caféier, une prime de 0.05\$ par livre de café doit obligatoirement aller au développement communautaire.

1. Dans les critères de non-discrimination de sa charte
2. Dans son manuel de formation pour les nouveaux membres de comités de coopératives certifiées.
3. Dans ses recommandations sur l'utilisation à faire de la prime supplémentaire octroyée par le commerce équitable.

Étudions plus en détail ce qui est rapporté dans ces diverses sections.

En premier lieu, on retrouve dans la charte du commerce équitable une liste exhaustive des critères de non-discrimination pour l'adhésion à une coopérative liée à ce mouvement, à un comité ou encore pour l'obtention d'un emploi dans son sein. On y apprend que nul/le ne devrait souffrir de discrimination selon sa race, caste, origine nationale, religion, âge, handicap, **genre**, statut marital, orientation sexuelle, affiliation syndicale ou encore politique (FLO 2009). On justifie cette liste par le raisonnement suivant:

Improving the relative position of women and of other disadvantaged groups is a critical element in development. Opportunities for groups that are underrepresented in skilled occupations or in leadership positions to develop their capacity for such work are actively pursued. Women receive equal pay to men for equivalent work, and fully participate in decisions concerning the use of benefits accruing from production and from Fair Trade relationships. (FLO 2009 :6)

Dans ce paragraphe, le genre devient une caractéristique transversale au sein même des critères préexistants de la formation d'une coopérative démocratique et transparente, au développement communautaire et à l'accès au crédit. En effet, on insiste, de façon générale, sur le fait que les femmes (comme tout autre groupe minorisé) doivent être intégrées aux activités reliées au commerce équitable, que ce soit au niveau de la conception de projets, leur gestion et au partage des bénéfices, par la création d'occasions pour ces dernières. On devrait donc s'attendre à des programmes, formations ou quotas de participation féminine, ce qui est absent de cette documentation.

En second lieu, la volonté d'adopter une approche sensible aux rapports sociaux de sexe se reflète également dans le guide de formation de la FLO pour les gens élus au conseil d'administration des diverses coopératives affiliées au mouvement. Dans ce passage décrivant la façon de mettre en place les projets, on nous apprend que le commerce équitable est sensible aux besoins sexospécifiques des membres :

It takes into account that women and men often have different needs and priorities, face different constraints, have different aspirations and contribute to development in different ways. These differences should be taken into consideration in the process of project identification, selection and planning. The aim of such an approach is achieving gender equality in the sense of equal opportunities for women and men. A basic step would be to collect project proposals and feedback to project ideas in a gender disaggregated form. (FLO 2007 a:7)

Cet extrait insiste sur les besoins sexospécifiques des femmes et des hommes. Si l'on reprend ici la catégorisation de Caroline Moser (1989), cette reconnaissance du commerce équitable semble davantage liée aux besoins pratiques des femmes plutôt qu'à leurs intérêts stratégiques puisque l'on vise à camper chaque sexe dans ses rôles traditionnels genrés tout en les intégrant dans les programmes du commerce équitable. Toutefois, la mention de l'importance d'une collecte de données sexospécifiques est certes une première étape concrète pour s'assurer une certaine application, à tout le moins nominale, d'un équilibre en termes de composition du comité administrant la coopérative, en supposant que les femmes sont en mesure de soumettre leurs idées aux divers comités.

Troisièmement, dans les recommandations sur l'utilisation de la prime versée par le commerce équitable, on mentionne l'importance d'une 'augmentation de la participation féminine. En effet, tirée d'un document expliquant les standards de base du mouvement, on trouve une liste de 13 suggestions pour dépenser cette prime. Dans celle-ci, on retrouve la création de « programs addressing gender inequality or promoting the participation of women (and similar programmes for marginalized groups) » (FLO 2006). Ce critère flou ne traite ni du type de programme, ni de l'ampleur, ni des résultats visés, ressemblant encore une fois davantage à un emploi plutôt théorique du genre, sans incitatifs clairs ni lignes directrices permettant une évaluation ou progression vers l'équité.

On peut donc tirer plusieurs conclusions préliminaires de ces observations. D'une part, le genre n'est pas au cœur du commerce équitable comme le sont d'autres postulats possédant des critères de base et de progression clairs. En effet, même si l'organisme reconnaît ces iniquités, le genre reste cantonné dans des critères de progression somme toute flous. Améliorer le sort des femmes en leur créant des occasions favorables et reconnaître leurs besoins sexospécifiques ne sont certes pas des critères très contraignants pour les membres d'un conseil d'administration jonglant difficilement avec revenus et dépenses. De plus, ces objectifs rappellent davantage une approche plus libérale de

l'Intégration des femmes au développement (IFD) qu'une approche Genre et développement (GED). En effet, comme le fait remarquer Sarah Lyon dans son texte pionnier traitant des lacunes du commerce équitable de café en termes d'équité de genre, les critères plutôt évasifs de cette organisation transnationale en termes de genre ne remettent certes pas en cause la distribution des ressources au sein de la maisonnée (Lyon 2008), démontrant une tendance à considérer ces producteurs et leur famille comme un tout homogène. On se concentre encore sur la sphère productive, en tentant (en vain) d'y inclure les femmes, sans égards pour la sphère reproductive. Ceci est problématique puisque la division des ressources de la maisonnée ne se fait pas nécessairement sur une base équitable (voir entre autres, Agarwal 1997) puisqu'il existe au sein de la maisonnée divers rapports de pouvoir n'étant pas nécessairement basé sur la coopération. En effet, si c'est réellement l'équité entre les femmes et les hommes qui est visée ici, les critères doivent être à la fois plus clairs et plus étendus. Quoiqu'il en soit, malgré les imperfections, certaines mentions des iniquités genrées sont notées dans la littérature du commerce équitable, et il serait alors intéressant d'évaluer les impacts du commerce équitable sur les rapports sociaux de sexe.

#### **2.4. Commerce équitable de café et rapports sociaux de sexe**

Dans la littérature savante, le thème du commerce équitable est à la mode, examiné sous l'optique de plusieurs disciplines. Alors qu'il existe plusieurs analyses sur des coopératives d'artisanat féminines faisant affaire avec des réseaux alternatifs d'échange internationaux (entre autres Ebert 1999; Nadal 2003; Vargas-Cetina 2005), rares sont les mentions des impacts du commerce équitable de production agricole sur les femmes, mise à part la très éclairante analyse de Lyon (2008). Comme l'application des normes du commerce équitable est décentralisée et est du ressort de chacune des coopératives, les résultats des rares études abordant le sujet sont hétérogènes.

En premier lieu, quelques auteures observent que le genre fait l'objet d'une préoccupation grandissante au sein du commerce équitable de café (Paul 2005; Utting-Chamorro 2005) même si la participation au sein de coopératives équitables demeure jusqu'à ce jour une affaire d'hommes (Bisailon et *al.* 2005; Utting-Chamorro 2005). On observe également que le faible taux de participation des femmes au sein des coopératives équitables de café n'est pas représentatif de leur implication réelle dans la production de

café latino-américaine (Sampaio 2004; Bisailon et *al.* 2005; Utting-Chamorro 2005). Variant selon les pays, le nombre de femmes reconnues comme productrices de café équitable demeure bas (Murray et *al.* 2006).

Sans avoir recensé d'impacts importants sur la participation des femmes au niveau décisionnel dans les coopératives (Lyon 2008), certains auteur/es argumentent que le commerce équitable semble avoir favorisé la création d'autres occasions pour les femmes (Murray et *al.* 2006). En effet, plusieurs coopératives lancent des projets pour améliorer la place des femmes à l'intérieur des coopératives mais, dans la quasi-totalité des cas, ces initiatives sont à l'extérieur de la sphère du café (Murray et *al.* 2006; Lyon 2008). Pourtant, comme démontré dans plusieurs études, les femmes peuvent jouer un rôle important au sein de la production de café, notamment lors de la période de la récolte; il existe même des femmes productrices de café (entre autres, Sick 1998; Sick 1999; Bacon et *al.* 2008; Lyon 2008). Les études de cas de Sampaio (2004) et de Gonzalez-Cabana (2002) reflètent cette création d'activités génératrices de revenus à l'extérieur de la sphère du café. En effet, ces études notent la mise sur pied par les femmes d'une coopérative boulangère et d'une association civile de femmes ayant des projets autour de la production alimentaire (accumulation d'une banque alimentaire communautaire, des corvées de mouture de maïs et le projet de mettre sur pied une coopérative boulangère). Ces cas reflètent donc la mise sur pied de projets pour les femmes comme prôné par la littérature du commerce équitable. Toutefois, la création d'occasions pour les femmes n'est pas mise en place automatiquement dans les coopératives de café équitable. Ceci fut amplement démontré par Lyon (2008) qui étudia spécifiquement les impacts genrés du commerce équitable. Dans son étude de cas au sein d'une coopérative caféière guatémaltèque, elle a constaté pour sa part que les mentions théoriques du genre au sein du commerce équitable ne se traduisent pas en résultats concrets. Lyon n'a donc pas observé de participation accrue des femmes en ce qui a trait à la participation démocratique de la coopérative, ni de promotion d'initiatives génératrices de revenus pour les femmes à l'extérieur de la sphère du café ni de soutien accru pour les productrices caféières. Par ces résultats divers, on comprend que la décentralisation de la mise en œuvre des recommandations affecte grandement les résultats en matière de créations d'occasions pour les femmes. Bref, même si l'on constate des améliorations au niveau du discours en faveur de l'équité des genres au

sein du commerce équitable, on peine à les voir se transformer en changements de facto (Heyck et Daly 2002), que ce soit au niveau des mentalités ou du contrôle des ressources (Cretney et Tafuna'i 2004).

#### **2.4.1. COOCAFÉ : le commerce équitable au Costa Rica**

COOCAFÉ est le consortium national de coopératives détenant la certification équitable. Il est issu du projet Agro-Economic Consultancy (CAE)<sup>17</sup> ayant pour but d'établir un projet de développement économique favorisant la décentralisation et encourageant les structures associatives de production rurale (Orozco 1992 dans Luetchford 2006). Fondé en 1988 et obtenant sa certification équitable en 1989, il exporte tout d'abord le café au travers de FEDECOOP<sup>18</sup> avant l'établissement de sa propre branche exportatrice en 1997 (Ronchi 2002), exportant à ce moment 1.2% du total des exportations de café du Costa Rica, soit 49% destinée au marché équitable (ICAFÉ 1999 dans Ronchi 2002). En 2002, cette proportion était passée à 70% de sa production. Le reste du café est exporté directement par le consortium sous l'appellation Café Forestal. La principale réalisation de COOCAFÉ est son accès au marché préférentiel du commerce équitable au Nord, en Europe principalement mais de plus en plus aux États-Unis (Luetchford 2006). Les coopératives tirent la majorité des profits de ces ventes, et COOCAFÉ se finance en retenant une cote pour chaque quintal de café vendu. Bref, la principale fonction de COOCAFÉ est d'être l'entité exportatrice de café certifié équitable.

COOCAFÉ est à ce jour formé de neuf coopératives associées, regroupant plus de 5000 fermiers (COOCAFÉ 2009). La réglementation générale pour être membre est d'être situé loin des zones traditionnelles de productions de café afin de favoriser les petits producteurs plus marginaux<sup>19</sup> et d'avoir peu de membres possédant davantage que dix hectares de café<sup>20</sup> (Cubero 1998 dans Luetchford 2006). Il faut également respecter les exigences suivantes : avoir une «bonne pratique sociale», respecter des normes de sécurité et la philosophie du développement durable. Bref, il faut respecter les exigences de la FLO (entrevue avec responsable des communications de COOCAFÉ). Des inspections annuelles

<sup>17</sup> Financé par la fondation Friedrich Ebert, une aile du parti Social-démocratie d'Allemagne de l'Ouest.

<sup>18</sup> FEDECOOP est la fondation des coopératives de café du Costa Rica.

<sup>19</sup> C'est le cas de toutes les coopératives sauf exception faite de la coopérative Llano Bonito.

<sup>20</sup> 10 hectares de café étant le minimum à la subsistance d'une famille établi selon l'organisme national de café, ICAFÉ.

sont conduites par des évaluateurs représentant cette entité pour s'assurer du respect des exigences, sous peine de perdre la certification.

Le conseil d'administration de COOCAFÉ est formé des gérant/es ou d'un/e représentant/e de chacune des coopératives du consortium. Deux représentants d'INFOCOOP<sup>21</sup>, l'entité régissant toutes les coopératives costaricaines et accordant du crédit, y siègent également. Comme toute autre coopérative, COOCAFÉ a également un comité de vigilance et un comité d'arbitrage formés de représentant/es élu/es qui se réunissent chaque mois (entrevue avec la responsable des communications de COOCAFÉ).

Avec la prime du commerce équitable, COOCAFÉ finance deux fondations, qui sont gérées de façon indépendantes. En effet, de la prime octroyée par le commerce équitable, 30% vont au fond de capitalisation (c'est-à-dire 15% dans un fond de développement servant de ligne de crédit et 15% dans un fonds de capital social) et l'autre 70% va directement aux coopératives qui les gèrent à leur guise. C'est la partie de capital social qui finance les fondations Hijos del campo et Café Forestal, bénéficiaires directs des bienfaits du commerce équitable (Ronchi 2002).

La première fondation, Hijos del Campo, aide au niveau éducatif les enfants de producteurs des communautés rurales, en contribuant d'une part aux infrastructures scolaires et parascolaires et d'autre part en octroyant des bourses aux étudiants ruraux. Depuis sa fondation en 1996 jusqu'à l'an 2006, 2598 écoliers, 2019 collégiens et 579 universitaires reçurent de l'aide de Hijos del Campo (entrevue avec la responsable des communications de COOCAFÉ). D'autres organisations internationales comme l'organisme Coffee Kids<sup>22</sup>, ainsi que le gouvernement costaricain fournissent des fonds à la fondation, (entrevue avec la gérante de la coopérative). Dans la coopérative étudiée, la Coopesanta Elena, une vingtaine de ces bourses sont octroyées chaque année (entrevue avec la gérante de la coopérative).

La seconde fondation, Café Forestal, témoigne de l'engagement environnemental du consortium. Elle a pour but d'aider les caféiculteurs à adopter un mode de production plus durable, par un partage d'information, une meilleure formation des techniciens, et une réduction de l'utilisation de produits chimiques (responsable des communications

---

<sup>21</sup> INFOCOOP est l'organisme gouvernemental qui contrôle et encourage le coopératisme au Costa Rica. Pour plus d'informations : [www.infocoop.go.cr](http://www.infocoop.go.cr)

<sup>22</sup> <http://www.coffeekids.org/aboutus/programs/>

COOCAFÉ). D'autres organismes internationaux comme l'organisme des Pays Bas HIVOS<sup>23</sup> y contribuent également financièrement. La fondation Café Forestal reçoit également une partie des profits de la vente du café du même nom, c'est-à-dire le café commercialisé directement par COOCAFÉ possédant le sigle équitable<sup>24</sup>.

#### 2.4.2. COOCAFÉ : une institution patriarcale ?

Comme mentionné en introduction, le commerce équitable reconnaît théoriquement l'importance de l'intégration des femmes au développement et vise à la mise en place de programmes et d'occasions de favoriser la participation et l'accession des groupes minorisés à des postes de responsabilités. Suite aux entrevues effectuées avec la responsable des communications du consortium de café COOCAFÉ ainsi que la gérante de la coopérative étudiée, force est de constater que de tels programmes n'existent pas au sein de ces organisations. Comme l'a mentionné Ronchi (2002) dans son étude du consortium COOCAFÉ, même si le genre est un sujet traité dans la documentation de cet organisme depuis 1999, aucun programme concret ne fut créé à cet effet au sein du consortium afin d'exiger un accroissement chiffré de la participation féminine. En effet, on a calqué les objectifs secondaires genre du commerce équitable et on les a intégrés dans le discours du consortium : « the incorporation of gender-oriented projects, in order to bring women closer to productive-participative processes in the region and to involve them in decision-making » (COOCAFÉ 1999 dans Ronchi 2002 :21), mais sans prendre d'actions concrètes par la suite pour atteindre ces objectifs. En fait, le consortium ne possède même pas de statistiques sexospécifiques sur ses membres ni sur les bénéficiaires de ses fondations (entrevue avec la responsable des communications, 2008). De plus, comme les coopératives sont gérées indépendamment, ayant donc le choix de la façon de mettre en œuvre ce genre de recommandations, peu de coopératives ont repris cet objectif de promotion d'équité des genres à leur compte, autrement que sur papier.

Toujours selon Ronchi (2002), ce serait entre autres la nature imprécise et inconstante (volontaire) des projets et interventions visant l'*empowerment* des femmes qui expliqueraient les résultats peu probants en ce sens.<sup>25</sup> La décentralisation des objectifs a en

<sup>23</sup> <http://www.hivos.nl/english>

<sup>24</sup> Je reviendrai au chapitre 4 sur les divers trajets que peut prendre le café de la coopérative étudiée.

<sup>25</sup> L'auteure mentionne également le manque d'intérêt et d'organisation des femmes membres de la coopérative.

théorie l'avantage de fonctionner selon les besoins du milieu sans essentialiser les besoins pratiques et intérêts stratégique des femmes, mais force est de constater ici que cette liberté fait en sorte que l'on relègue aux oubliettes la mise en place de programmes incitatifs pour les femmes. Cette inconstance dans la mise en place de tels incitatifs se reflète également au niveau des résultats en termes d'équité des genres entre différentes coopératives, comme remarqué par plusieurs autres auteurs (entre autre Bacon et *al.* 2009; Lyon 2008). Par exemple, Bacon et *al.* (2009) remarquèrent dans leur étude au Nicaragua des progrès inégaux par rapport à l'équité des femmes en termes de participation politique et de possession de ressources productives. On peut observer des coopératives disons « en tête de file » par rapport à des rapports sociaux de sexe plus équitables, comme l'exemple donnée de la coopérative guatémaltèque *La Association Maya de Pequeños Agricultores* qui réservent plus de 50% des sièges élus à des femmes (Lyon 2008). Il existe également d'autres coopératives où le seul rôle participatif des femmes est de servir le café durant les réunions (Lyon 2008). Cette disparité nous démontre que certaines coopératives ont une structure patriarcale plus rigide que d'autres.

Bref, afin de contribuer à la littérature préexistante (émergente) touchant les impacts du commerce équitable sur les rapports sociaux de sexe, j'ai effectué une étude de terrain au sein d'une coopérative de café mixte costaricaine, dont la méthodologie sera décrite dans le prochain chapitre.

## CHAPITRE 3 - MÉTHODOLOGIE

Cette thèse vise à comprendre la (possible) contribution du commerce équitable à la transformation des rapports sociaux de sexe chez les membres et épouses de membre d'une coopérative affiliée à ce mouvement. Afin de répondre à ma question de recherche, j'ai fait le choix d'utiliser diverses méthodes de collecte de données, me prêtant ainsi à la triangulation des données. Ce chapitre décrit en détails ces diverses méthodes, et les raisons pour lesquelles elles ont été privilégiées. J'y traiterai d'abord des deux étapes principales de la collecte de données. En premier lieu, sera décrite la recherche documentaire (revue de littérature) ayant mené à l'opérationnalisation des concepts de recherche ainsi qu'à l'élaboration de guides d'entretien. En second lieu, sera décrit le déroulement du séjour sur le terrain, où furent effectuées une recherche documentaire, des séries d'entrevues (avec des responsables des institutions étudiées et des participantes membres et épouses de membre) et des tentatives d'observation directe. Par la suite, je discuterai du mode d'analyse des données, en insistant particulièrement sur l'analyse de contenu des entrevues, constituant le matériau le plus important de ma thèse. J'y traiterai du processus de codage, du traitement des données et de la fiabilité des résultats. En dernier lieu, je présenterai les limites et défis qu'a représenté cette recherche, particulièrement au niveau de la collecte des données sur le terrain.

### 3.1. Recherche documentaire préalable au séjour sur le terrain

J'ai d'abord effectué une recherche documentaire sur le commerce équitable, sur le concept d'*empowerment* féministe et sur les coopératives. En premier lieu, au sujet du commerce équitable, les textes consultés sont relativement récents (mon plus vieil article date de 2002), témoignant de l'intérêt actuel pour les modes de commerce alternatif dans diverses disciplines académiques. J'ai principalement consulté des textes savants issus de revues scientifiques et de chapitres de livres parus au sujet du commerce équitable. Dans cette littérature foisonnante, le commerce équitable est analysé sous l'angle de plusieurs disciplines, que ce soit l'économie, la sociologie, le marketing, etc. Toutefois, les rapports sociaux de sexe n'y sont que rarement abordés. J'ai également consulté divers rapports d'organismes liés au commerce équitable comme la Fair Trade Labelling Organization (FLO), Transfair Canada et IFAT. J'ai parcouru divers rapports expliquant les objectifs et

standards du commerce équitable afin de comprendre l'importance de rapports sociaux de sexe dans le discours de cet organisme. Finalement, j'ai étudié différents documents de COOCAFÉ et de la Coopesanta Elena, comme leur charte, certains feuillets historiques, obtenus en partie sur internet, et en partie suite à un contact préliminaire avec la coopérative.

En second lieu, la quantité d'articles et de livres définissant, expliquant et critiquant le concept d'*empowerment* des femmes est impressionnante. Je me suis concentrée principalement sur la littérature savante traitant du sujet, mais j'ai également consulté des guides ou articles produits par des ONG (par exemple, BRIDGE ou encore le Comité québécois Femmes et Développement (CQFD) de l'Association québécoise des organismes de coopération international (AQOCI). Je me suis davantage concentrée sur l'*empowerment* dans le contexte du développement international, et les textes lus datent du début des années 1990 à nos jours. Cette partie de la littérature fut particulièrement utile à l'opérationnalisation des concepts et la création de guides d'entretien, dont nous traiterons plus bas.

En troisième lieu, la revue de la littérature traitant du coopératisme fut plus sommaire. Elle a servi à comprendre cette organisation du travail dans le milieu agricole, ce qui avait déjà été partiellement couvert dans la littérature du commerce équitable. En effet, l'établissement d'une coopérative y est un pré-requis. Je me suis particulièrement intéressée à ce qui a trait aux rapports sociaux de sexe au sein de coopératives (mixtes et exclusivement féminines). À cet effet, j'ai parcouru des textes plus récents autant que des classiques de la fin des années 80 (entre autres Carmen Diana Deere (1987) et Nola Reinhardt (1988)).

Bref, la revue de littérature de ces trois thèmes fut utile pour cerner la problématique et permettre l'élaboration de questions de recherche davantage informées. Cette revue de littérature m'a aidée à opérationnaliser mes concepts principaux de la recherche, notamment mes différents indicateurs d'*empowerment* et ensuite à formuler des guides d'entretien, ce qui sera développé davantage dans la section suivante.

### **3.2. Opérationnalisation des concepts**

Par le choix de l'*empowerment* comme concept central à ma thèse, je considère que les femmes sont des agentes pouvant renégocier les relations de pouvoir pour améliorer leur

position dans la société (Beetham et Demetriades 2007). En accord avec les méthodologies féministes (Ollivier et Tremblay 2000), je reconnais également que l'oppression des femmes est construite à de multiples niveaux, que les femmes sont diverses et qu'elles subissent les intersections des relations de pouvoir en terme de genre, classe, orientation sexuelle, culture, ethnie, race, âge, etc.

Comme mentionné dans le chapitre théorique, les indicateurs d'*empowerment* sont complexes à formuler puisque ce concept est un processus dont la mesure nécessiterait une étude longitudinale (Santillan et *al.*, 2004), impossible dans le cadre de ce travail universitaire. J'ai toutefois tenté de développer des indicateurs appropriés au contexte de l'étude (Afshar 1998; Staudt 2002; Kesby 2005), tout en reflétant le tripode d'*empowerment* de Naila Kabeer, en termes de ressources, agentivité et réalisations. De plus, comme l'*empowerment* est multidimensionnel, j'ai tenté de traiter de plusieurs dimensions, comme suggéré par Beetham et Demetriades (2007) : économique, socioculturelle, familiale-interpersonnelle, légale, politique et psychologique; et à différents niveaux : maisonnée, communauté et le contexte plus large.

### **3.2.1. Ressources**

En matière d'*empowerment*, les ressources ne sont pas uniquement conceptualisées de façon matérielles. En effet, les ressources sont aussi constituées de relations sociales et d'institutions regroupant lois et normes au sein d'une société (Kabeer 1999). Dans son analyse, Kabeer identifie les ressources comme des pré-conditions pouvant influencer les occasions des femmes en termes de ressources relatives à l'*empowerment*. Reprenant cette définition, j'ai choisi suite à ma revue de littérature certains indicateurs sociodémographiques des participantes soit l'âge, le nombre d'enfants, le lieu de résidence, le niveau de scolarité des femmes, et leur activité économique.

Comme l'étude porte sur le commerce équitable de café, les ressources relatives à la terre sont également très importantes. J'ai donc déterminé que le nombre d'hectares, la production agricole familiale, la production remise au nom de la participante, la manière d'obtention de la terre, qui détient les titres de propriété légale et le type de gestion y étant effectué seraient les principaux indicateurs pour cette catégorie. Quoique les ressources ne soient pas garantes d'*empowerment*, combinées à l'agentivité des participantes, elles peuvent servir de catalyseur vers des réalisations transformant l'ordre établi (Malhotra et

Schuler 2005). C'est pourquoi j'ai cherché à distinguer l'accès du contrôle des ressources, puisque le premier favorise l' *empowerment* moins que le deuxième (Blumberg 2004; Malhotra et Schuler 2005; Pradhan 2003).

### 3.2.2. *Agentivité*

Comme mentionné dans le chapitre théorique, l'agentivité est définie principalement comme un sens de soi (Lister 2003), un *pouvoir intérieur* se manifestant dans la prise de décision mais aussi, « it can take the form of bargaining and negotiation, deception and manipulation, subversion and resistance as well as more intangible, cognitive processes of reflection and analysis » (Kabeer 1999 : 3). Cette notion de *pouvoir intérieur* ratisse large, s'appliquant tant au niveau individuel que de groupe, formel ou informel, positif ou négatif (Kabeer 1999). Afin de saisir l'aspect d'agentivité (plus qualitatif) de l'*empowerment*, les indicateurs choisis comprennent le processus de négociation des femmes pour un contrôle de ces ressources (au niveau de la maisonnée et au niveau de la coopérative) et la nature de leur participation sociale, au sein des assemblées et des comités au sein de la coopérative.

### 3.2.3. *Réalisations*

Dans le schéma explicatif de Kabeer, la troisième partie du tripode (les réalisations) témoigne de l'accomplissement ou non du potentiel des deux catégories précédentes (Kabeer 2003). Ces réalisations s'effectuent à plusieurs niveaux puisque l'oppression des femmes est institutionnalisée à plusieurs niveaux. Certaines auteures les classent sous les catégories analytiques de la maisonnée, du niveau communautaire et du niveau « plus large » (Malhotra et Schuler 2005). L'*empowerment* entraînerait un changement sur diverses dimensions, présentées par Rowlands (1997) comme étant matérielle, structurelle et psychosociale. Ces changements auraient également divers degrés, décrits par Kabeer (1999) comme variant de léger à intermédiaire à profond. À cet effet, les indicateurs choisis de réalisation comprennent l'acquisition d'un sens de soi, d'une prise de conscience féministe et d'une représentation des femmes dans les lieux de pouvoir.

## 3.3. **Formulation de guides d'entretien**

J'ai choisi de mener des entretiens de recherche qualitatifs parce que cette méthode permet la récolte d'une profusion de données disparates (mais riches!) à analyser par la

suite (Ollivier et Tremblay 2000). En effet, la principale force de l'entretien de recherche qualitatif est qu'il nous permet de :

comprendre dans le détail l'expérience des personnes à partir de leur point de vue. Nous pouvons voir comment leur expérience individuelle interagit avec les forces sociales et organisationnelles qui envahissent leur vie et leur travail, ce qui nous permet de découvrir les interrelations parmi les gens qui vivent et travaillent dans un contexte donné » (Boutin (2006) :142).

Les entrevues permettent aux participantes de se réappropriier le langage, de donner la parole à des participantes, et incite à une relation empathique entre chercheuse et participante (Ollivier et Tremblay 2000). C'est aussi une méthode permettant d'allier objectivité et subjectivité, par l'autorévélation de la chercheuse aux participantes (Ollivier et Tremblay 2000).

L'objectif de ces entretiens était bien entendu de recueillir de l'information me permettant de répondre à ma question de recherche, soit d'entrevoir si les femmes sont *empowerées* par leur lien avec une coopérative affiliée au commerce équitable. Trois guides d'entretien différents furent créés puisque je me suis entretenue avec des personnes appartenant à types organisationnels, soit la représentante de COOCAFÉ, la gérante de la Coopesanta Elena, ainsi qu'avec les femmes membres ou épouses de membre de la Coopesanta Elena. Mes guides d'entretien ainsi que mon étude sur le terrain furent évalués conformément aux critères du comité de déontologie de l'Université d'Ottawa.<sup>26</sup>

### ***3.3.1. Guides d'entretien avec la gérante de la Coopesanta Elena et une responsable de COOCAFÉ***

Pour mieux comprendre le fonctionnement de la coopérative, ainsi que le rôle des femmes au sein de la coopérative et au sein de la production caféière, j'ai créé un guide d'entretien pour la gérante de la Coopesanta Elena<sup>27</sup>. J'ai également conçu un guide d'entretien pour la responsable des communications au sein de COOCAFÉ<sup>28</sup>, le consortium régional des coopératives de café liées au commerce équitable, dans le but de recueillir également des informations sur le fonctionnement et la structure du consortium, ses relations avec le commerce équitable et la place des femmes en son sein. Ces guides visent à observer dans quelle mesure ces organismes ont assimilé (ou estiment avoir assimilé) les

<sup>26</sup> Voir approbation déontologique en Annexe 1.

<sup>27</sup> Pour le guide d'entretien de la gérante de la Coopesanta Elena, voir Annexe 6.

<sup>28</sup> Pour voir le guide d'entretien de la responsable des communications de COOCAFÉ, voir Annexe 7.

objectifs du commerce équitable en terme d'atteinte d'équité entre les femmes et les hommes.

### 3.3.2. *Guides d'entretien avec les membres et épouses de membres de la Coopesanta Elena.*

Les divers indicateurs nommés dans la section précédente ont été au cœur de la formulation des guides d'entretien avec les participantes membres ou épouses de membre de la Coopesanta Elena<sup>29</sup>. Le guide compte les cinq sections suivantes :

1. Questions sociodémographiques (sur les membres de la maisonnée)
2. Questions sur la production agropastorale (particulièrement la terre et le café)
3. Questions sur la participation des femmes interviewées à la Coopesanta Elena
4. Questions sur la participation des femmes en général à la Coopesanta Elena
5. Question sur les connaissances des participantes à propos du commerce équitable

Les deux premières sections (questions sociodémographiques et sur la production agropastorale) servent surtout à obtenir des informations sur l'aspect « ressources » du tripode de l'*empowerment*. Les questions de la première section couvrent les indicateurs déterminés par la revue de la littérature, en termes d'âge, de nombre d'enfants, le niveau de scolarité des femmes, et leur activité économique (pour les femmes ainsi que pour les membres de leur maisonnée). Les questions de la seconde traitent du nombre d'hectares, de la production agricole familiale, de la production remise au nom de la participante, de la manière d'obtention de la terre, des titres légaux ainsi que du type de gestion.

Les trois dernières sections du guide d'entretien cherchent à en apprendre davantage sur les volets « agentivité » et « réalisations » des participantes. La troisième cerne la participation sociale, au sein des assemblées et des comités de la coopérative. La quatrième vise à connaître comment les femmes se situent les unes par rapport aux autres en termes de participation. On vise à comprendre si les femmes sentent que la coopérative leur permet l'acquisition d'un sens de soi, d'une prise de conscience féministe et d'une représentation des femmes dans les lieux de pouvoir. Finalement, la cinquième section vise à obtenir les perceptions de la participation des femmes au sein du commerce équitable, de la coopérative et de la production de café, afin de comprendre si ces instances sont conçues en elles-mêmes comme des lieux potentiels d'*empowerment*.

---

<sup>29</sup> Pour les guides d'entrevues avec les membres et épouses de membre de la coopérative, voir l'annexe 5.

Ces guides visent à produire des entretiens principaux d'une durée de 45 à 60 minutes, avec possibilité d'un retour pour un entretien complémentaire servant à obtenir des éclaircissements sur les points mentionnés lors de l'entretien principal.

### **3.4. Étude de terrain**

L'étude de terrain effectuée fut d'une durée de deux mois, et consistait à évaluer si le potentiel transformatif du commerce équitable, jumelé aux lignes directrices et recommandations de l'organisme de certification, se traduit par une renégociation des rapports sociaux de sexe menant à l'*empowerment* des productrices ou épouses de producteurs d'une coopérative affiliée à ce mouvement transnational. Entre mai et juillet 2008, j'ai pris comme sujet d'étude une coopérative de café équitable costaricaine, la Coopesanta Elena, dont le tiers des membres sont des femmes (communication personnelle 2007). Cette coopérative en particulier fut choisie à cause de l'éloge qu'en a fait Ronchi (2002)<sup>30</sup> alors qu'elle traitait de l'expérience positive de la Coopesanta Elena qui comptait une majorité de femmes dans les postes exécutifs de la coopérative, dans une situation non-traditionnelle d'autorité. Suite à une prise de contact préalable avec la gérante de cette coopérative, j'ai reçu la confirmation qu'elle était disposée à ce que la coopérative soit l'objet de mon étude et à me donner accès à ses archives et ses membres. Cette étude de cas me permit d'entrer en contact directement avec ces femmes épouses de producteurs de café ou encore elles-mêmes membres de la coopérative.

#### **3.4.1. Recherche documentaire sur le terrain**

Une fois sur le terrain, j'ai débuté par effectuer de la recherche documentaire dans les archives de la coopérative en question pour recueillir des informations sur le fonctionnement spécifique de la Coopesanta Elena. J'ai étudié sa charte, ses programmes et services offerts ainsi que leurs critères d'inclusion et d'exclusion afin d'évaluer quelles ressources officielles sont à la portée des femmes. Cette démarche visait à comprendre quels sont les incitatifs et les barrières officiels influençant la capacité ou volonté des femmes à s'engager au sein d'une coopérative équitable. J'ai également recueilli des données quantitatives, comme des statistiques sur le nombre de femmes membres depuis la formation de cette coopérative, afin d'observer si des fluctuations notables se sont produites

---

<sup>30</sup> Lors de son étude portant sur le consortium de coopératives affilié au commerce équitable, COOCAFÉ.

depuis leur affiliation à une coopérative de commerce équitable. J'ai épluché les procès-verbaux produits depuis la formation de la coopérative afin de connaître la proportion d'assistance des femmes aux assemblées ordinaires et noter dans quelle mesure les femmes occupent des postes élus.

### 3.4.2. *Entrevues*

#### 3.4.2.1. *Méthode d'échantillonnage*

Pour les entrevues semi-dirigées avec les femmes, j'ai utilisé la liste la plus récente des membres de la coopérative, laquelle m'a permis d'obtenir 18 participantes, 12 membres de la Coopesanta Elena et six épouses de producteurs<sup>31</sup>. Sur les 60 membres de la coopérative, 22 sont des femmes. En étudiant plus attentivement la liste, on pouvait se rendre compte que du nombre de femmes inscrites comme membres, cinq ne font pas partie d'une maisonnée productrice de café. Même si je m'intéressais d'abord aux impacts du commerce équitable sur les foyers producteurs de café, j'ai décidé de les prendre en considération puisque le fait de faire partie de la coopérative signifie qu'elles devraient partager certains des bienfaits présumés du commerce équitable, et que les motivations pour lesquelles elles décident de s'impliquer dans une coopérative se concentrant uniquement sur la production caféière sont intéressantes. Il me restait alors sur cette liste 17 femmes membres de la coopérative et faisant partie d'une maisonnée productrice de café. Comme cette liste comprenait les adresses et numéros de téléphone des membres, j'ai téléphoné à toutes ces participantes potentielles pour solliciter leur participation à mon étude, utilisant à cette fin mon script de recrutement.<sup>32</sup> Sur ces 17 femmes membres présélectionnées faisant partie d'un foyer producteur de café, 10 acceptèrent et des rendez-vous furent fixés au lieu et au temps de leur convenance. Des cinq femmes membres issues d'un foyer ne cultivant pas de café, deux acceptèrent<sup>33</sup>. Ainsi, j'étais loin d'atteindre le

---

<sup>31</sup> Comme il sera mentionné plus bas, les appellations « productrice » et « artisanne » sont les appellations officielles de la coopérative reprises afin de simplifier la classification des participantes pour fins d'analyse. Dans les faits, comme il sera expliqué plus bas, toutes les femmes de mon échantillon participent ou ont participé à la production caféière, sans avoir ici l'appellation de productrice.

<sup>32</sup> Pour le script de recrutement et de consentement des membres ou épouse de membre de la coopérative, voir Annexe 2.

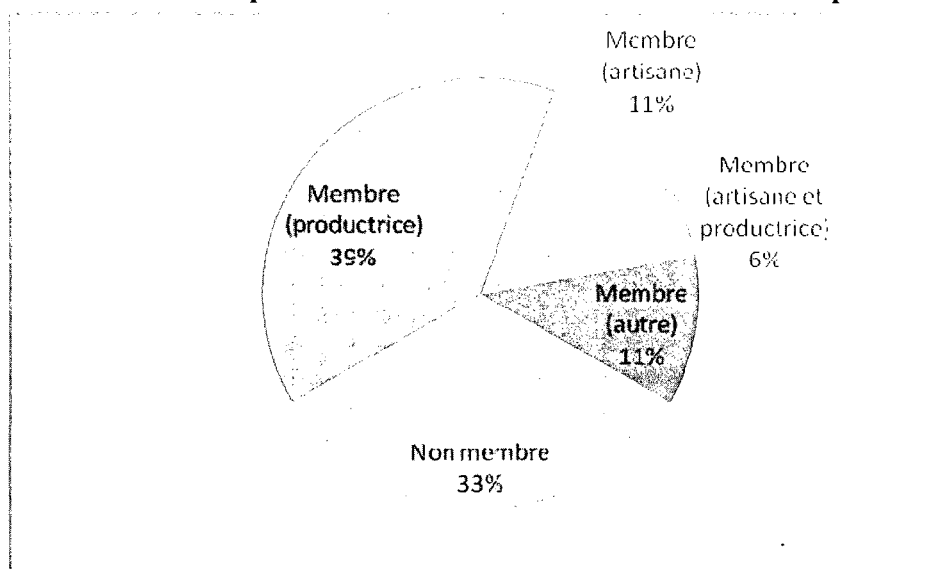
<sup>33</sup> En fait, une troisième femme accepta, mais comme cette dernière était une femme Quaker âgée, je me servie plutôt de cette entrevue pour situer l'importance de cette communauté dans la région, et pour avoir un regard un peu plus extérieur sur l'évolution de la coopérative et de la place des femmes en son sein. Actifs

nombre de participantes désiré pour mon étude. Finalement, j'ai décidé d'interviewer les épouses (non-membres) de producteurs membres. J'ai pris cette décision puisqu'elles pouvaient bénéficier elles aussi des impacts du commerce équitable de café. J'ai donc utilisé la même liste et ai éliminé les maris des femmes déjà sélectionnées et ceux n'ayant pas de conjointes, pour ensuite sélectionner au hasard, à l'aide d'une table de nombres aléatoires, huit producteurs afin d'interviewer leurs épouses. J'ai eu beaucoup moins de succès à ce niveau, et dû recommencer à plusieurs reprises le processus, toujours à l'aide de la table de nombres aléatoires, jusqu'à épuisement de la liste. Finalement, j'ai pu obtenir six épouses de producteurs consentant à une entrevue, pour un total donc de 18 entrevues. Les causes les plus fréquentes de refus furent le manque de temps dû à des obligations familiales, le manque d'intérêt (dû souvent à un froid envers la coopérative) ou encore le manque de connaissance relativement au fonctionnement de la coopérative. J'ai donc dû composer avec un échantillon de 18 femmes, dont 10 membres issues d'un foyer producteur de café (dont huit d'entre elles amènent du café à leur nom à la coopérative), deux membres ne faisant pas partie d'une maisonnée productrice de café, et six épouses de producteurs (elles-mêmes n'étant pas membres de la coopérative), comme illustré dans le schéma 3.1 ci-dessous. Il me faut mentionner que l'échantillon obtenu n'est pas nécessairement représentatif : comme les listes obtenues ne contenaient pas d'informations sociodémographiques sur les membres de la coopérative et leur conjoint/e, tels l'âge, l'activité économique, le nombre d'enfants, etc, je ne peux affirmer dans quelle mesure cet échantillon est ou non représentatif de l'ensemble.

---

lors de la création de la coopérative, quatre Quakers, dont cette femme, sont toujours membres de la coopérative, mais considérés comme inactifs. Je traiterai de leur histoire un peu plus loin .

**Schéma 3.1. Composition de l'échantillon en relation à la coopérative**



Source : entrevues avec les membres de la Coopesanta Elena, été 2008.

#### 3.2.2.5. *Déroulement des entrevues.*

Les entrevues se sont déroulées au lieu et à l'heure convenant aux participantes. Un rendez-vous a été fixé lors de la prise de contact par téléphone. Pour la plupart de ces dernières, les entretiens se sont déroulés au domicile des participantes, durant le jour. Pour la gérante et la responsable des communications de COOCAFÉ, les entrevues se sont déroulées sur le lieu de travail, ce qui fut également le cas pour quatre autres participantes en ayant fait la demande.

Les entrevues ont commencé par la lecture du script d'obtention du consentement<sup>34</sup> puis, avec la permission des participantes, débutait l'enregistrement de l'entrevue. Seules deux participantes ont refusé que l'entretien soit enregistré, dans ces cas, seules des notes manuscrites furent prises. Des notes manuscrites furent prises à chacune des entrevues, comprenant certaines des informations données par les participantes, mais également à propos de la dynamique ou l'empathie lors de l'entrevue et les facteurs ayant amené le sujet à se livrer davantage (Rose 2001).

Les entrevues ont duré entre 30 minutes et 90 minutes, et les participantes ont pu interrompre le déroulement à leur guise. À la fin de l'entrevue fut remise la feuille

<sup>34</sup> Pour les scripts de recrutement et de consentement des membres et épouses de membre, voir Annexe 2. Pour celui des responsables de COOCAFÉ et de la Coopesanta Elena, voir Annexe 3..

d'information contenant les informations pour me joindre, pour joindre le comité d'éthique ou encore mes codirectrices<sup>35</sup>.

Il fut des cas où, lors de la transcription, je me suis aperçue que des informations étaient manquantes. Je repris contact avec ces participantes pour fixer un rendez-vous supplémentaire ou encore nous effectuions simplement l'entrevue par téléphone, à la convenance des participantes. Par ailleurs, comme les femmes ne sont pas souvent impliquées dans les tâches agricoles caféières quotidiennes au Costa Rica, il fut nécessaire dans quelques cas de consulter leur conjoint afin d'obtenir de l'information à propos de la production agro-pastorale de la maisonnée.<sup>36</sup>

Bref, ces entrevues me permirent de recueillir de l'information sur les thèmes généraux de la participation de ces femmes au sein de la coopérative, de leur participation dans les milieux agricoles et de leur perception des impacts du commerce équitable sur leurs vies et leur communauté. De plus, des données relatives à la production de la maisonnée furent recueillies afin de fournir un cadre socio-économique pour l'analyse de la participation des femmes dans la coopérative et le commerce équitable, fournissant également des indicateurs d'*empowerment*.

### **3.4.3. Observation directe**

Concurremment, j'avais l'intention d'effectuer de l'observation directe, en assistant aux assemblées générales de la coopérative ainsi qu'aux réunions des divers comités. Je souhaitais ainsi observer la participation des femmes en termes d'assistance aux réunions, ainsi qu'apprécier la quantité et qualité de leurs interventions. Je désirais constater si la prise de parole des femmes, le cas échéant, influence les propositions adoptées au bout du compte par la coopérative. Cette méthode me semblait pertinente pour observer les écarts entre ce qui est prévu en théorie dans la documentation de la coopérative, ce qu'en disent les responsables des coopératives, ce qu'affirment les participantes lors des entretiens et ce qui se passe selon mes observations. Toutefois, durant toute la durée de mon séjour, une seule réunion eut lieu, et ce fut une réunion des employé/es rémunérés de la coopérative à laquelle j'avais obtenu préalablement la permission d'assister par la gérante de la coopérative. Pourtant, deux autres réunions de comités étaient au programme. La première,

<sup>35</sup> Pour les feuilles d'informations laissées aux participantes, voir Annexe 8.

<sup>36</sup> Pour voir le script de recrutement des époux, voir Annexe 4.. Pour la feuille d'information laissée au conjoint, voir annexe 10.

du conseil d'administration, fut annulée à la dernière minute faute de participation des élu/es, découragé/es par la pluie diluvienne. Cette réunion ne fut jamais remise à une date ultérieure pendant mon séjour. La seconde était une rencontre régionale de tous les comités d'éducation du consortium dans une ville voisine (où je fus invitée), mais cette réunion fut remise de semaine en semaine jusqu'à ce qu'elle fut complètement annulée.

De plus, j'avais l'intention d'effectuer des observations participantes dans les champs et dans le village, afin d'y observer les relations entre les hommes et les femmes dans l'espace public. Cette tâche s'avéra également fort ardue faute de temps, tant de ma part que de la part des participantes puisque les champs étaient éloignés de leurs résidences. Je me suis donc contentée de deux visites rapides et sommaires dans les champs, pour ne pas prendre trop de temps aux participantes occupées à d'autres tâches. J'ai également effectué des observations générales dans la communauté et des relations entre les hommes et les femmes dans l'espace public de la communauté ou dans des lieux où j'ai été préalablement invitée, lors entre autres de deux activités caritatives. Bref, l'analyse reposera surtout sur les entrevues effectuées avec les participantes puisque ce sont ces entrevues qui sont les plus riches de contenu.

### **3.5. Analyse**

#### **3.5.1. *Transcription et codage des entrevues***

Le plus tôt possible après les entretiens, la bande audio fut transcrite de façon *verbatim* sur un logiciel de traitement de texte. En aparté furent ajoutées les annotations faites au cours de l'entrevue sur le non-verbal des participantes, l'ambiance, etc., comme suggéré par Rose (2001). Les transcriptions furent ensuite importées dans le logiciel d'analyse de données qualitatives NVivo de SQL (version 8).

J'ai ensuite codé les diverses entrevues de façon libre (*free nodes*) à l'aide des indicateurs préétablis, mais également selon les thèmes émergents au sein des entrevues. Cette étape fut effectuée jusqu'à saturation, c'est-à-dire jusqu'à ce qu'aucun nouveau thème n'émerge des données.

Par la suite, les codes furent regroupés en trois grandes catégories (*tree nodes*) reflétant le tripode de Kabeer, en termes de ressources, agentivité et réalisations, à leur tour subdivisées en sous-catégories. Certaines informations plus descriptives, par exemple sur

le contexte régional de l'étude furent conservée à part et ont été utilisées ailleurs dans le texte. Les informations sans liens avec la problématique furent ignorées.

### **3.5.2. Analyse des données**

L'analyse du contenu des entretiens a pour but d'identifier des tendances au sein des thèmes et des relations entre les divers thèmes couverts. À cette fin, j'ai considéré non seulement les répétitions dans les données exprimées par plusieurs participantes, qui représentent un certain gage de fiabilité du partage de cette position, mais aussi des exemples atypiques, permettant la remise en cause le consensus (Rose 2001), le tout dans le but de tirer des conclusions et effectuer des généralisations.

Afin de faciliter la présentation des données issues des entrevues avec les participantes, j'ai colligé sous forme de tableau certaines informations de base fournies par les participantes. Pour faciliter la compréhension, je les ai regroupé en six tableaux distincts. Les premiers (Tableau 5.1 et 5.2) rassemblent des informations sociodémographiques. Les seconds (Tableau 6.1 et 6.2) traitent de la relation qu'entretiennent les femmes avec la terre et le café, entre autres au niveau de la possession et gestion de ressources terriennes. Finalement, une troisième série de tableaux (Tableau 7.1 et 7.2) traite de la participation présente et passée des femmes dans les divers organes de la coopérative. Ces tableaux sont le point de départ de l'analyse présentée dans les chapitres 5 à 7.

### **3.6. Fiabilité des résultats et reproductibilité**

Comme cette recherche a avant tout un caractère exploratoire et ne comprend qu'un petit nombre de participantes, les résultats ne sont alors pas généralisables. De plus, l'absence d'un groupe de contrôle sans aucune affiliation avec le commerce équitable fait en sorte que nous ne pouvons pas affirmer avec certitude l'influence de l'affiliation d'une coopérative au commerce équitable comme source d'*empowerment*, ce qui sera à observer lors d'études subséquentes. Finalement, il me manque certaines données pour affirmer avec certitude certains éléments, comme le contrôle des ressources au sein des maisonnées.

Je crois tout de même à la fiabilité des résultats obtenus, puisque l'étude a été réalisée de façon rigoureuse à l'aide de plusieurs modes de collecte de données: recherche documentaire ici et sur le terrain, entretiens (avec une responsable de COOCAFÉ, la

gérante de la coopérative ainsi que plusieurs participantes) et, a un moindre niveau, observations directes.

### 3.7. Expérience de terrain : défis et perspectives

Ma position en tant qu'apprentie-chercheuse en fut une de l'extérieur, ce que Acker (2000), dans sa revue des apports de Hill Collins (1991) et Banks (1998), qualifierait d'*external outsider*, car je ne suis pas originaire de la communauté où j'ai effectué l'étude de cas, n'y réside pas, n'y avais pas séjourné avant mon étude, et finalement n'y ai pas d'attaches identitaires. Malgré ma position « du dehors », cette frontière a pu être avantageuse en ce sens où je ne défends ni les intérêts des producteurs/trices, ni des consommateurs/trices ni de l'organisme de certification ce qui, sans me conférer un statut objectif, fait tout de même en sorte que je ne suis pas menaçante pour les participantes (Rose 2001). En effet, j'ai davantage été une « incompétente acceptable » (Neuman 2003) pour les participantes, c'est-à-dire une personne possédant une compréhension partielle du sujet (soit le commerce équitable, les coopératives mixtes et la production de café) et ayant l'intérêt et la curiosité d'en apprendre davantage (Rose 2001), tout en ne représentant pas une menace, ayant plutôt besoin de se faire enseigner (Neuman 2003).

Ce statut d'*outsider* m'a toutefois occasionné des défis. Puisque je n'ai aucune expérience agricole ni n'ai jamais habité la campagne, il se peut que certains concepts ou références faites au cours des entrevues par les participantes m'aient échappé. Dans la même veine, comme l'espagnol n'est qu'une troisième langue (apprise par le biais de cours suivis à l'extension canadienne de l'Université nationale autonome du Mexique (UNAM)), il me faut avouer avoir eu au début quelques difficultés avec l'accent et les expressions locales. À cet effet, l'utilité de l'enregistreuse numérique fut indéniable, puisque j'ai pu réécouter les passages me posant davantage de fil à retordre pour ensuite interroger les gens chez qui je logeais sur la signification de ces expressions.<sup>37</sup>

De plus, le fait que je n'étais pas familière avec la région m'a amené à me perdre régulièrement. En effet, comme les noms de routes et numéros civiques sont inexistant

---

<sup>37</sup> En effet, comme je séjournais chez une membre de la coopérative (qui avait elle-même deux enfants), j'avais trois personnes ressources à qui poser des questions au sujet d'expressions dont le sens m'échappais, et rire de moi lorsque je prononçais des expressions « mexicaines » ou « espagnoles ». Par exemple, ils m'ont permis d'apprendre que dans cette région, le tutoiement n'est pas de mise, même entre conjoints ou parents et enfants.

dans la région, j'avoue avoir eu du mal à m'orienter à plusieurs reprises. De plus, il y eut certains qui-propos quant à l'information tirée d'Internet concernant certains lieux de mon étude. En effet, le siège social du consortium COOCAFÉ et bureau de la Coopesanta Elena avaient tous deux déménagé, et cette information n'avait pas été mise à jour sur leur site. Dans le cas de COOCAFÉ, incapable de rejoindre le groupe par courriel au Canada, ni par téléphone même une fois rendue au Costa Rica, je me rendis à l'adresse indiquée sur leur site internet pour prendre rendez-vous, et attendis toute une journée devant les édifices clôturés à l'effigie du consortium. Ce ne fut que quelques jours plus tard, une fois rendue dans les montagnes de Monteverde que j'appris que le siège social était déménagé à un nouvel emplacement et qu'un nouveau site internet (contenant les informations géographiques mises à jour) était en construction. Bref, le fait que je sois une personne de l'extérieur m'a causé plusieurs défis.

Finalement, établir des rapports humains mais toutefois professionnels avec les participantes ne fut pas toujours aisé. Une des limites des entretiens de recherche qualitatifs est la création d'un rapport de pouvoir entre l'apprentie chercheuse que je suis et les participantes ou encore au contraire une proximité pouvant créer de fausses attentes pour les participantes entraînant des déceptions chez ces dernières (Hébert 2001). Par exemple, il est arrivé au cours des entrevues que les participantes se livrent ou s'exposent beaucoup plus que demandé et relatent des périodes ardues de leur vie : décès d'un proche, faillite personnelle, vente d'une terre familiale, etc. À cet effet, je me suis conformé au meilleur de mes connaissances et de ma bonne foi à l'éthique de la recherche à savoir que connaissance doit être utilisée et analysée dans le but d'altérer les relations d'oppression et d'exploitation et non d'en créer de nouvelles (Hébert 2001).

## CHAPITRE 4 - DESCRIPTION DE LA RÉGION ET COOPÉRATIVE À L'ÉTUDE

### 4.1. Région de Monteverde

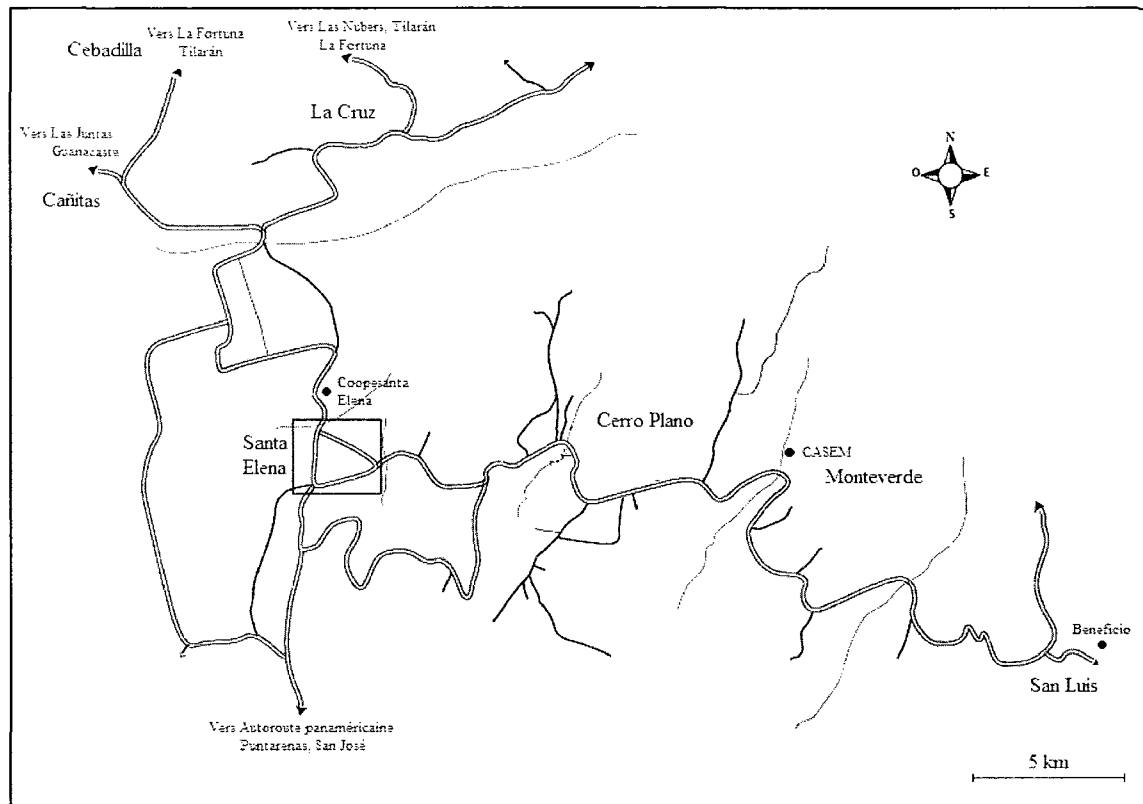
Au détour de routes tortueuses, nichée dans les hautes montagnes de Guanacaste, se trouve la magnifique région de Monteverde (voir carte 4.1) qui fut l'objet de cette étude de terrain. Trois secteurs économiques y sont importants : le tourisme, l'industrie laitière (production et transformation) et la culture du café. Cette région fertile en haute altitude bénéficie de toutes les caractéristiques nécessaires pour produire un café de qualité supérieure et ainsi occuper une place de choix dans la niche des cafés gourmets. Le café y est produit depuis les années 50, particulièrement dans un des arrondissements ruraux. Avant les années 70, les gens vendaient leur production à un *beneficio*<sup>38</sup> privé appartenant à une riche famille de la Valle Central, qui était également propriétaires de larges plantations et d'un autre *beneficio* dans la région de Turin. On ne retrouve pas dans la région de Monteverde des champs de cafés à perte de vue comme cela se voit dans d'autres zones rurales du pays. En fait, la production caféière y est plutôt marginale de nos jours. Mais même dans les cas où la production agricole est toujours l'activité économique principale des maisonnées, le café vient rarement en tête de liste. En effet, cette culture est devancée la plupart du temps par la production laitière, encore très répandue et florissante dans la région grâce à l'usine de Monteverde.

La région de Monteverde fut considérablement transfigurée à partir du premier boom touristique des années 70, suite à la montée en popularité de l'écotourisme costaricain (Vivanco 2006). Forte de deux réserves naturelles dans la zone, les petits hôtels se transformèrent dans certains cas en véritables complexes hôteliers et les attractions touristiques se multiplièrent (Vivanco 2006), pour offrir diverses activités de tyroliennes, d'équitation, de cours de langues, pour n'en nommer que quelques unes. Pour témoigner de l'importance du tourisme international, dans les divers commerces centraux, les prix sont affichés autant en dollars qu'en *colones*.

---

<sup>38</sup> Le *beneficio* est l'usine de transformation de café où le café, récolté en fruit rouge, est pelé, lavé, trié, séché et, pour le marché local, torréfié.

Carte 4.1. Région de Monteverde



Source : Étude sur le terrain, région de Monteverde, été 2008. Adaptation de la carte issue du dépliant touristique des Cabañas Los Pinos.

La région de Monteverde s'est donc développée de façon hétéroclite et plusieurs petits faubourgs davantage agricoles gravitent autour des deux petits pôles touristiques. Le premier pôle touristique se nomme Monteverde, village où s'accumulent les hôtels et restaurants hauts de gamme, les écoles de langues réputées (et écoles privées de la région) et autres attractions touristiques comme les musées. Monteverde est la municipalité la plus cossue de la zone, où peu de Costaricains peuvent se permettre de résider, compte tenu du coût faramineux de l'immobilier, pris d'assaut par les entreprises touristiques. C'est également la municipalité où l'on retrouve le quartier Quaker (plus communément nommé le quartier *gringo*) qui est très homogène, avec de coquettes maisons semblables, où l'on fonctionne de façon relativement indépendante et toujours en anglais. Cette petite municipalité telle que connue à ce jour fut fondée dans les années 1950, alors qu'une douzaine de familles quakers américaines fuyant la guerre de Corée vinrent s'y installer. Dès leur arrivée en 1951, ces derniers achetèrent le plus de terre possible afin de pratiquer

des activités agropastorales. Ils mirent ensuite sur pied une usine de transformation laitière florissante, qui fut longtemps le moteur économique de la région puisque tous les producteurs laitiers locaux y vendaient leur production. Cette entreprise est maintenant une corporation réputée offrant de nombreux types de fromages pasteurisés, de la *natilla*<sup>39</sup>, du fromage à la crème et de la crème glacée, distribués dans tout le Costa Rica. De par leur religion, les Quakers encouragent les organisations communautaires émergeant de la base, et ils se sont entre autres impliqués au sein de la Coopesanta Elena, particulièrement lors de sa création. Les Quakers sont également reconnus pour la fondation d'une école privée d'enseignement anglophone que fréquentent tant les enfants quakers que les Costaricains plus aisés ou ceux ayant obtenus des bourses<sup>40</sup>.

La seconde municipalité touristique, Santa Elena, est un lieu également hautement touristique d'où se dégage une atmosphère davantage bohème et étudiante. Y est présent le seul supermarché de la région et le centre-ville gravite autour de petites boutiques de souvenirs, auberges de jeunesse, pensions, restaurants et agences touristiques. Malgré l'inflation immobilière, Santa Elena compte tout de même quelques quartiers plus populaires où habitent toujours une majorité de Costaricains. C'est dans cette municipalité qu'est établi l'équivalent de l'école secondaire publique, un collège spécialisé en agriculture et foresterie (Vivanco 2006), que fréquentent la majorité des adolescents/tes de la région.

Puis, tout autour de ces deux villages touristiques se trouvent les faubourgs davantage agricoles où la valeur immobilière est plus accessible. C'est ici que résident d'ailleurs la plupart des membres de la coopérative. Même dans ces « banlieues » rurales, l'influence du tourisme est prédominante. Plusieurs personnes se déplacent dans les centres touristiques pour y travailler ou encore vendent le produit agropastoral de leur terre (légumes, lait, fromages, *natilla*, œufs, etc.) aux restaurants ou hôtels du coin. Certains, motivés par la popularité montante de l'agrotourisme, tentent même d'attirer les touristes jusqu'à leurs terres pour des visites guidées.

---

<sup>39</sup> La *natilla* s'apparente à la crème sûre. Elle est produite à partir des matières grasses du lait remontant à la surface lors de la décantation. Elle est fort populaire (lire : omniprésente) au Costa Rica, où elle est souvent mise en accompagnement pour rehausser les plats de riz et haricots ou encore pour agrémenter les tortillas.

<sup>40</sup> Pour plus de renseignements : [www.mfschool.org](http://www.mfschool.org).

Bien que le riche sol montagneux se prête très bien à la production caféière, le café n'est souvent qu'une culture d'appoint, une seconde ou troisième source de revenus complémentaire, ce qui explique le rendement bas de la terre dans cette coopérative. À cet effet, selon les chiffres obtenus de la gérante de la coopérative, le rendement moyen des producteurs/trices est entre 10 et 15 fanegas<sup>41</sup> par hectare de terre, alors que la moyenne nationale avoisinerait les 30 fanegas par hectares (entrevue avec la gérante de la coopérative). Probablement dû au caractère davantage récréatif de la production de café, il ne vaut pas nécessairement la peine pour les gens d'investir plus de temps (et d'argent) pour cette forme de production somme toute secondaire ou tertiaire. Bref, malgré des différences marquées entre les centres touristiques et les municipalités plus en retrait, nous pourrions affirmer sans nous tromper que la production caféière est, en règle générale, marginale au sein des maisonnées. Malgré son importance économique secondaire, un nombre important de maisonnées poursuivent la culture caféière. Cette importance est visible par la présence de trois *beneficios* dans la région, une entreprise privée et deux coopératives, menant une rude compétition pour obtenir le café des producteurs. Cette étude est basée sur l'une des coopératives, la Coopesanta Elena, une des rares coopératives costaricaines ayant des liens avec le commerce équitable et ce, depuis 1993.

#### **4.2. Début de la coopérative**

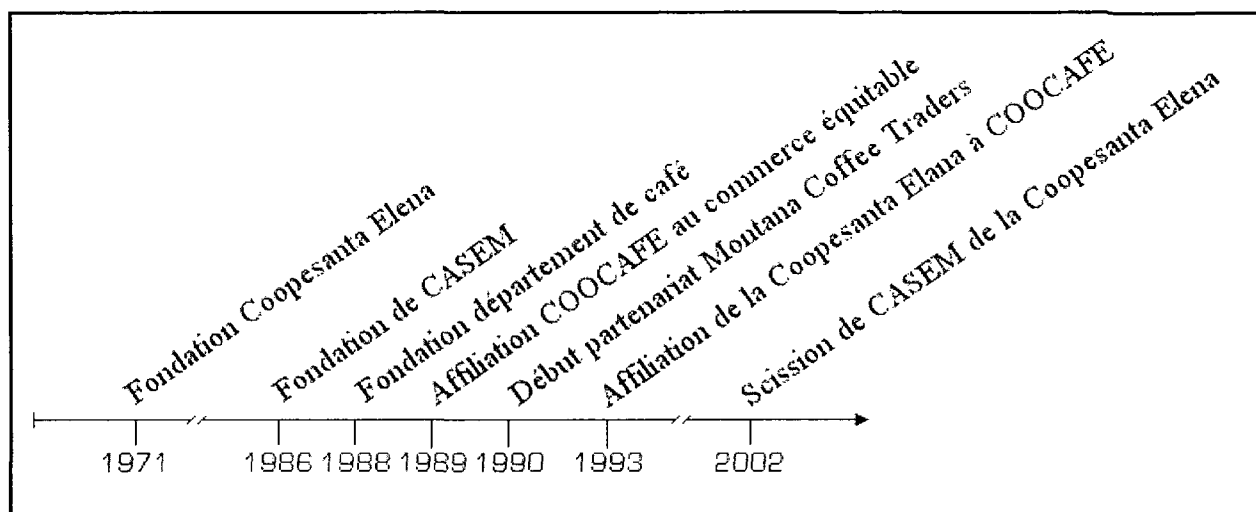
La Coopesanta Elena fut fondée en 1971 par 52 Costaricains, pour la plupart producteurs laitiers, ainsi que 16 membres de la communauté Quaker installée à Monteverde (voir schéma 4.1). Durant ses 10 premières années d'existence, la coopérative avait pour mandat de fournir à ses membres différents intrants agricoles ainsi que divers produits d'épicerie. Au début des années 1980, suite à une volonté de diversification économique dans la région financée par la Fondation interaméricaine<sup>42</sup>, la coopérative entreprit de développer de nouveaux secteurs économiques, tels l'horticulture, le café ainsi que l'artisanat, pour ainsi devenir une coopérative de services multiples.

---

<sup>41</sup> Unité de mesure. Un *fanega* représente 256 kilos de café en cerises.

<sup>42</sup> *Fundación interamericana*, une agence d'aide états-unienne financée par le gouvernement des États-Unis.

Schéma 4.1. Chronologie des faits marquant de la Coopesanta Elena.



Source : documentation interne et entrevues avec les responsables de COOCAFÉ et la Coopesanta Elena

### 4.3. Coopérative de services multiples

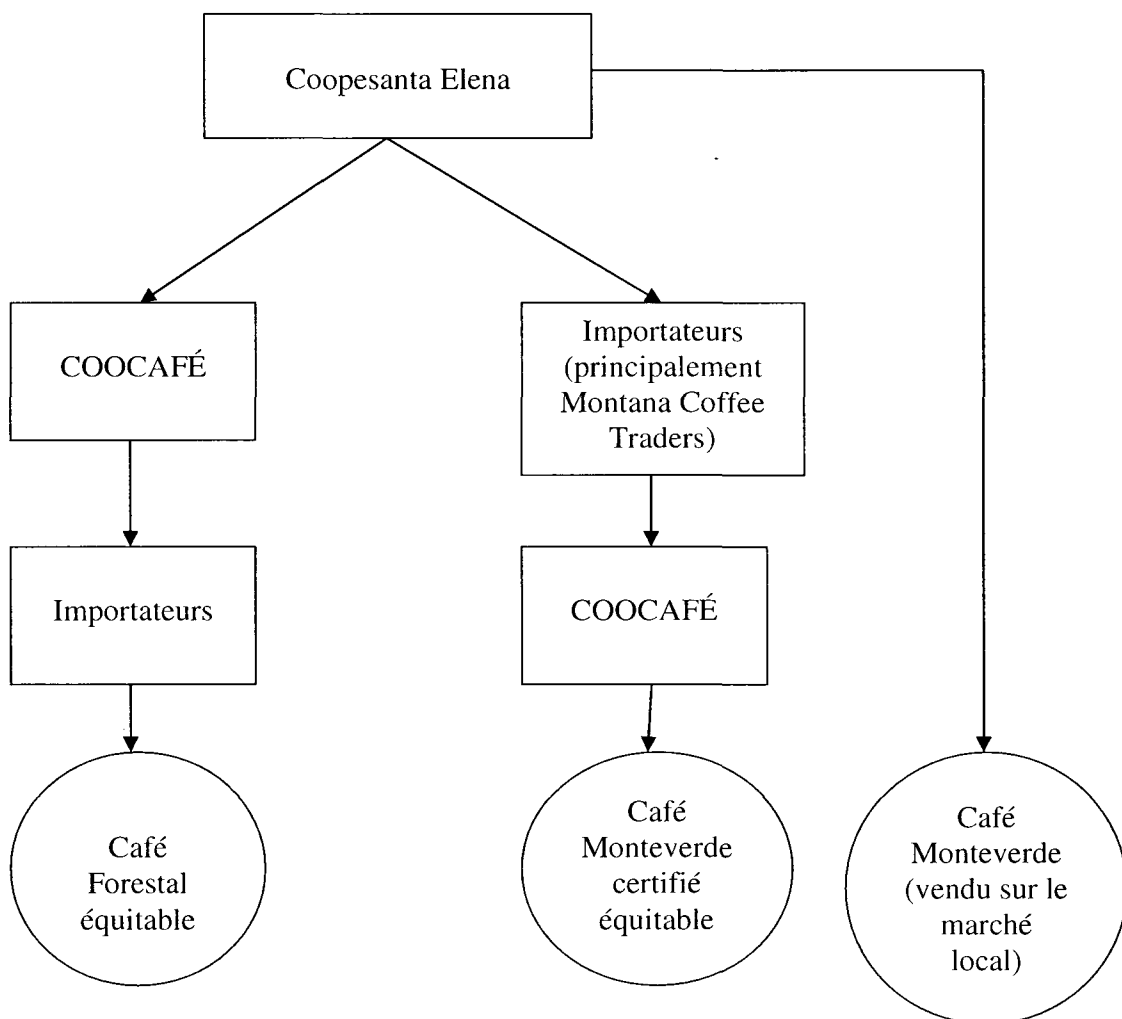
#### 4.3.1. Café

En 1988 est mis en place le département de café. Un an plus tard est mise en place une usine de transformation du café (*beneficio*), assurant tout le processus de transformation, du lavage jusqu'à la torréfaction du café pour le marché local. Le principal client international de la coopérative est l'entreprise importatrice américaine Montana Coffee Trader, et ce depuis 1990. En moyenne, la coopérative lui vend le tiers de sa production annuelle, soit 19 500 kilos en 2007 (entretien avec la gérante de la coopérative). En alliance avec cet importateur fut mis en place le projet Café Monteverde, visant à ce que la coopérative se taille une place dans le marché local de café, puisque les exportations en elles-mêmes ne suffisent pas à écouler toute sa production. La mission de ce projet, en plus de ses visées économiques, est d'harmoniser la production de café à la protection de l'environnement chère à la région, tout en fournissant un produit de qualité supérieure. Mais il faut attendre 1993 avant que la coopérative ne se lance dans l'aventure du commerce équitable. En effet, ce fut cette année-là que la Coopesanta Elena décida de grossir les rangs du consortium coopératif COOCAFÉ R.L., la principale entité nationale exportatrice détenant la certification équitable au Costa Rica.

La relation entre la Coopesanta Elena, COOCAFÉ, la certification équitable, les importateurs étrangers et le marché local, est assez complexe. Je tenterai donc de la

clarifier par le schéma 4.2 ci-dessous. En premier lieu, la Coopesanta Elena réserve une partie de sa production au marché local, lucratif compte tenu de l'activité touristique régionale. Toutefois, le marché international équitable demeure le plus lucratif, d'où la volonté de cette coopérative d'étendre ses ventes à l'étranger. La Coopesanta Elena trouve elle-même ses clients et négocie elle-même ses prix avec les importateurs privés étrangers (principalement Montana Coffee Traders). Pour sa part, le consortium COOCAFÉ se charge de l'exportation et de la certification. Finalement, COOCAFÉ a également ses

**Schéma 4.2. Trajets possibles du café de la Coopesanta Elena**



Source : Entrevues avec la gérante de la Coopesanta Elena

propres clients internationaux, à qui elle vend le Café Forestal (finançant la fondation du même nom), café provenant de toutes les coopératives membres du consortium, selon la demande.

Bref, comme la Coopesanta Elena bénéficiait déjà d'une relation d'affaire avantageuse avec Montana Coffee Traders et a développé son marché local et l'image de marque de son Café Monteverde, elle a toujours été en relativement bonne position en termes de la vente de son café. Elle a tout de même décidé de se joindre à COOCAFÉ pour bénéficier de la valeur ajoutée qu'est le sceau équitable, en plus de sécuriser des prix avantageux (entretien gérante de la coopérative). De plus, l'idée de se joindre à un groupe plus large était profitable pour cette petite coopérative, qui voyait ainsi partager le fardeau économique et temporel qu'est l'acquisition d'une certification internationale et une exportation coûteuse et complexe (entretien avec gérante de la coopérative), ce qui fut également relevé par Muradian et Pelupessy (2005). Depuis lors, toutes les exportations de la coopérative se font par le biais du consortium et portent la certification équitable.

#### **4.3.2. *Artisanat au sein de la Coopesanta Elena : la naissance de CASEM***

Fondé en 1986, le département d'artisanat, nommé CASEM,<sup>43</sup> regroupe une majorité de femmes de producteurs, motivées à acquérir de nouvelles formes de revenus. Ces dernières se mirent à produire de l'artisanat afin de satisfaire aux demandes des touristes, puisqu'à l'époque, il n'existait pas de boutiques de souvenirs proprement dites. Plusieurs femmes de producteurs devinrent alors membre de la Coopesanta Elena à leur propre compte par le biais de leur adhésion à CASEM. Rapidement, ce département devint, selon l'appréciation de la présente administration, le groupe le plus actif et organisé de la coopérative. En effet, les femmes assistaient de façon assidue aux assemblées, générales et extraordinaires, et occupent des postes élus dans les divers comités au sein de la coopérative. Ce fut même l'instigatrice de ce département, une femme extraordinaire et hors-normes selon plusieurs participantes, qui devint la première femme gérante de la coopérative en 1996<sup>44</sup>.

#### **4.3.3. *Autres services***

Au début des années 90, forte de sa logique de diversification, la coopérative ouvrit également un service d'épargne et de crédit, et possédait plusieurs actifs, tels un supermarché, une quincaillerie. Ce furent les années dorées de la coopérative, qui comptait alors plus de 800 membres. En effet, la réputation de la coopérative en tant que pilier de la

<sup>43</sup> Cooperativa de Artesana de Santa Elena y Monteverde

<sup>44</sup> L'importance de ce département sera discutée à quelques reprises plus tard dans cette thèse.

communauté faisait même en sorte que les entités internationales de développement lui confiaient la gestion, supervision et administration de quelques uns de leurs projets. Ce fut le cas par exemple du projet *Finca La Bella*, projet d'un philanthrope américain, visant à fournir un lopin de terre (2 hectares) aux familles résidentes du village, en échange de certaines obligations environnementales, pour que ces dernières puissent y établir leur foyer et y cultiver la terre.<sup>45</sup> Plusieurs y cultivèrent du café, mais aussi des denrées de base pour la consommation de la maisonnée. Ce programme est important pour la région et fit en sorte qu'une vingtaine de familles purent en bénéficier. La coopérative fut mandatée pour l'achat de la terre, la distribution des parcelles ainsi que l'administration de ces dernières. La gestion de cette terre a maintenant été transférée à l'Institut de Monteverde, une ONG costaricaine dédiée à l'éducation, la recherche appliquée et l'engagement communautaire<sup>46</sup>.

#### **4.4. Implosion de la coopérative : gouvernance et gestion**

Suite à plusieurs difficultés financières, entre autres dues à un trop grand laxisme quant à l'administration du département de crédit et à la mauvaise administration des divers commerces de services (manque de compétitivité dans le marché local, etc...), la coopérative fut obligée en 2004 de se départir de la plupart de ses actifs. Suite à ces problèmes économiques, nourrissant une volonté d'émancipation grandissante, le département d'artisanat décida de former sa propre coopérative indépendante, en conservant l'appellation CASEM. En effet, pressentant la crise, le département d'artisanat se scinda de la coopérative dès 2002.<sup>47</sup> Suite à cette scission et à la fermeture de ses divers services, la coopérative reporta son emphase principalement sur la production caféière. La grande majorité des femmes quittèrent la Coopesanta Elena lors de la scission de CASEM, mais toutes ne firent pas nécessairement le choix de suivre le département d'artisanat maintenant indépendant. En effet, certaines décidèrent de demeurer au sein de la

<sup>45</sup> Les familles participantes au projet ne deviennent toutefois jamais propriétaires de leur lopin. En effet, elles n'ont pas le droit ni de vendre ni de louer leur parcelle. De plus, l'occupation est liée à de nombreuses obligations dont celle de cultiver la terre, et de le faire en respect de plusieurs considérations environnementales, sans quoi cette dernière sera confiée à quelqu'un d'autre, en échange d'une compensation financière pour l'occupant précédent, pour le travail que ce dernier a accompli sur la terre. Le contrat d'occupation est de 25 ans et est renouvelable et transférable à la génération suivante.

<sup>46</sup> Pour plus d'informations, consulter le <http://www.mvinstitute.org/>

<sup>47</sup> Bien qu'il existe au sein du commerce équitable des coopératives d'artisanat certifiées exportant leur travail du Sud vers le Nord, lequel est vendu dans des magasins spécialisés, CASEM n'a jamais cherché à obtenir cette certification, qui est distincte de celle du café. En effet, CASEM s'est toujours concentrée sur la vente directe aux touristes à partir de son grand local de Monteverde. Pour plus de renseignements sur l'artisanat équitable et ses nombreux défis, voir entre autres Ebert (1999); Nadal (2003); Vargas-Cetina (2005).

Coopesanta Elena, pour diverses raisons, comme pour y occuper un emploi, pour continuer d'y apporter du café, etc.

Bref, la crise de la coopérative fut majeure. Endettée de plusieurs millions de *colones* envers ses créanciers, la stratégie adoptée fut de vendre la plupart de ses actifs, mais cela ne suffit pas à rembourser la totalité des dettes encourues. Le manque à gagner est donc devenu le fardeau des membres, qui durent signer une promesse de paiement, qu'ils remboursent petit à petit par un apport en capital social gonflé (entrevue avec la gérante de la Coopesanta Elena). Cette mesure a été enchâssée dans une nouvelle charte votée lors d'une assemblée générale en 2002. Ce lourd engagement fit en sorte que la majorité des membres de la coopérative abandonnèrent le navire, n'ayant plus d'avantages ou de raisons d'être membre, n'étant pas producteurs/trices de café et n'ayant plus de services à recevoir de la coopérative, et ne souhaitant pas devoir s'engager à rembourser une dette d'une telle taille. Dans les dernières années, le membership de la Coopesanta Elena passa d'une coopérative de plus de 800 membres à une coopérative d'une soixantaine de petits producteurs, représentant, en comptant les membres de leurs familles, un peu plus de 200 personnes. Ces problèmes financiers démontrent bien que le fait d'être associé au commerce équitable n'est pas une panacée assurant nécessairement le rayonnement économique d'une coopérative et ne sauve pas ses dirigeants de mauvaises décisions d'investissement.

#### **4.5. Services offerts et projets futurs**

Peu est requis aujourd'hui pour devenir membre de la Coopesanta Elena. En effet, il faut être une personne physique majeure ou encore être une personne juridique sans but lucratif qui développe des activités économiques dans la zone d'influence de la coopérative et qui entre dans une des cinq catégories prédéfinies, soit étant consommateur/trice d'articles de première nécessité (denrées de base) pour soi-même ou sa maisonnée<sup>48</sup>; producteur/trice ou consommateur/trice d'activité agropastorales; employé/e de la coopérative; producteur/trice de biens que la coopérative commercialise (comme par exemple l'artisanat); ou finalement être une personne juridique sans but lucratif dont le but

---

<sup>48</sup> Catégorie maintenant désuète, suite à la liquidation des divers services de la coopérative comme le supermarché et la quincaillerie.

concorde ou complète les efforts de la coopérative à fournir des services à ses membres (Estatuto de la Coopesanta Elena R.L. 2002).

Comme mentionné plus haut, la coopérative se concentre sur la production et l'exportation de café. Forte de son partenariat avec Montana Coffee Traders, la coopérative jouit d'un prix relativement élevé pour son café, qui se situe bien au-delà du plancher pensé par le commerce équitable. La Coopesanta Elena a exporté 19 500 kilos de café en *grano de oro*<sup>49</sup> à Montana en 2007. L'exportation à ce partenaire stratégique demeure ce qui est le plus rentable pour la coopérative. Toutefois, les ventes du Café Monteverde sur le marché national sont quand même en essor. En 2007, 39 000 kilos empaquetés furent produits pour le marché local et la gérance de la coopérative a pour objectif d'augmenter à 50 000 kilos ses ventes dans les prochaines années (entrevue avec gérante de la coopérative). Toutefois, les temps sont durs pour la coopérative qui doit toujours composer avec un exode de ses membres dû à la grande compétition des prix (comme l'a également remarqué Sick (1998) dans son étude dans la région de Pérez Zeledón) provenant du beneficio privé avoisinant (Turin) et l'autre coopérative affiliée au commerce équitable à proximité (Coopeldos), ainsi que sa précarité économique qui font hésiter de nouveaux membres à s'y joindre. En effet, même si les membres reconnaissent que les prix que la coopérative offrent sont soit stables ou ont légèrement augmenté ces dernières années, le prix obtenu est toujours faible comparativement au coût de la vie dans cette région. Par ailleurs, il subsiste un certain ressentiment par rapport à la coopérative puisque, dû à une mauvaise planification dans les années précédentes, il y eut un manque de fonds pour le préfinancement des producteurs qui durent s'endetter pour payer la main d'œuvre récoltant le café (entrevue avec la gérante de la coopérative). Ceci est en directe contradiction avec l'obligation de préfinancement de 60% de la récolte au producteur énoncée dans les postulats de base du commerce équitable. De plus, la Coopesanta Elena doit composer avec un éloignement géographique important entre ses membres et le beneficio, ce qui fait que les coûts de transport sont élevés pour les membres, particulièrement en tenant compte que la station service la plus près est à au moins une vingtaine de kilomètres. On s'abre également énormément dans les coûts en salaire dans la coopérative. Lors de mon séjour,

---

<sup>49</sup> Café séché, mais non torréfié.

un des postes fut complètement aboli suite au départ d'un employé, et un second employé était en probation.

La Coopesanta Elena, même ayant perdu son lustre d'antan, a tout de même quelques nouveaux projets en chantier. En effet, en plus de tenter de maximiser ses ventes de café localement et internationalement, elle compte également profiter de cette manne qu'est l'agrotourisme. Depuis la fin des années 80 la coopérative a fondé la Cafeteria Santa Elena à Monteverde dans le but de commercialiser un produit fini à partir du café, stratégie fort innovatrice à l'époque. Ce lieu vend du café à la tasse et empaqueté, de l'artisanat produit par les quelques artisanes étant demeurées au sein de la Coopesanta Elena comme telle, ainsi que divers souvenirs de la région de provenance locale et internationale pour les touristes.

La coopérative a également été la première de la région à offrir un « Tour de café », visite dans laquelle un guide accompagne les touristes pour visiter des producteurs membres de la coopérative, puis le beneficio où chacune des étapes de la transformation leur sont expliquées. Ils terminent la visite à la Cafeteria pour déguster un café. Les producteurs membres dont la ferme est visitée reçoivent une part du prix de la visite pour chacun des touristes présents. Toutefois, la compétition pour l'agrotourisme est forte dans la région, où les bonnes idées sont souvent répliquées jusqu'à étouffement du marché. Ainsi, plusieurs compagnies privées offrent maintenant des tours de café ainsi que plusieurs petits producteurs, membres ou anciens membres de la coopérative, lui faisant ainsi compétition directe.

Finalement, la coopérative a comme projet de créer une ferme expérimentale biologique de café, afin de développer une expertise dans ce type de technique, dans le but d'améliorer les rendements des terres des divers producteurs. Ce même projet, la Finca El Jardin, s'inscrira également dans le développement agrotouristique. Ce projet est financé par le capital social de la coopérative.

Bref, en phase avec l'industrie locale orientée vers le tourisme, la coopérative évolue et s'oriente vers cette autre forme de développement, ces nouveaux revenus potentiels. Certes, tout/es ne sont pas en accord avec cette orientation mercantile, mais étouffée par la dette, l'administration tente sans relâche de trouver de nouvelles sources de revenus.

## CHAPITRE 5 - PROFIL SOCIODÉMOGRAPHIQUE DES PARTICIPANTES

### 5.1. Statut des femmes au sein de la coopérative

Les tableaux 5.1 et 5.2 aident à préciser la relation qu'entretiennent les femmes avec la coopérative. Comme mentionné dans le chapitre sur la méthodologie, sur les 18 femmes interviewées, 12 sont membres de la coopérative et six sont épouses de producteurs membres. Afin de mieux comprendre la nature de la relation qu'entretiennent les participantes membres avec la coopérative, j'ai repris les appellations officielles de la coopérative. J'utiliserai donc « productrices »<sup>50</sup>, pour désigner les participantes remettant une certaine quantité de café en leur nom à la coopérative (huit membres) et « artisanes » pour celles qui vendent de l'artisanat par le biais de la coopérative (trois membres). Parmi ces dernières, l'une d'entre elles, Hilda Hernandez, fournit à la fois café et artisanat à la coopérative, ce qui lui vaut le double statut de productrice et d'artisane. Finalement j'ai employé l'appellation « autre » pour désigner les deux femmes membres n'entrant ni dans l'une ni dans l'autre de ces deux catégories, mais qui sont tout de même actives en son sein. Ce cas est particulièrement intéressant : ces dernières sont des membres relativement récentes de la coopérative (deux ans et moins pour chacune d'entre elles) et s'acquittent pourtant de diverses responsabilités en son sein, que ce soit financière en remboursant une partie de la dette de la coopérative ou par la participation active présente ou passée au sein de divers comités, sans en retirer en contrepartie de bénéfices directs. En effet, la coopérative ne leur sert pas de point de vente pour écouler une certaine production, comme c'est le cas des productrices caféières et des artisanes.

---

<sup>50</sup> Comme il sera discuté plus bas, avoir du café en son nom propre ne signifie pas que la femme contribue elle-même à sa production, ni qu'elle bénéficiera de l'usage de l'argent issu de cette vente.

**Tableau 5.1.**  
**Caractéristiques sociodémographiques des participantes membres de la coopérative**

	<b>Pseudonyme</b>	<b>Lien officiel coop.<sup>51</sup></b>	<b>Lieu résidence</b>	<b>Âge</b>	<b>Nombre enfants</b>	<b>Éducation</b>	<b>Activité économique</b>
<b>1</b>	Ada Arias	Productrice	Santa Elena	42	2	Bachelière	Employée salariée de la coopérative
<b>2</b>	Beatriz Blanco	Productrice	San Luis	46	1	Universitaire en cours	Employée salariée de la coopérative
<b>3</b>	Daiana Delgado	Productrice	Cebadilla	31	5	Primaire incomplet	Ménagère (enfants)
<b>4</b>	Eliana Esteban	Productrice	Cañitas	41	3	Primaire complet	Travailleuse agricole
<b>5</b>	Flavia Fernández	Productrice	Cerro Plano	43	3	Universitaire incomplet	Entreprise familiale
<b>6</b>	Gabriela Garcia	Productrice	Cebadilla	32	2	Primaire complet	Ménagère (enfants) + travailleuse informelle temps partiel (coiffeuse).
<b>7</b>	Hilda Hernández	Productrice / Artisane	Cañitas	42	3	Primaire complet	Travailleuse informelle (artisane)
<b>8</b>	Camila Campos	Productrice	Cebadilla	30	1	Primaire complet	Travailleuse informelle (dame de compagnie)
<b>9</b>	Ines Iglesias	Artisane	Santa Elena	35	3	Universitaire en cours	Entreprise familiale
<b>10</b>	Juliana Jiménez	Artisane	La Cruz	44	2	Primaire complet	Employée salariée
<b>11</b>	Leonela Lopez	Autre <sup>52</sup>	Heredia	18	0	Universitaire en cours	Employée salariée
<b>12</b>	Mabel Moreno	Autre	San Luis	41	2	Universitaire en cours	Employée salariée
	<b>Moyenne</b>			37	2,2		
	<b>Médiane</b>			41	2		

Source : Entrevues avec les participantes de la Coopesanta Elena, été 2008.

<sup>51</sup> Les appellations « productrice » et « artisane » sont les appellations officielles de la coopérative reprises afin de simplifier la classification des participantes pour fin d'analyse. Dans les faits, toutes les femmes de mon échantillon participant ou ont participé à la production caféière, même celles n'ayant pas ici l'appellation de productrice.

<sup>52</sup> Implication au sein de la coopérative sans bénéfice direct.

**Tableau 5.2.**  
**Caractéristiques sociodémographiques des participantes épouses de membres de la coopérative**

	<b>Pseudonyme</b>	<b>Lien officiel coop.</b>	<b>Lieu résidence</b>	<b>Âge</b>	<b>Nombre enfants</b>	<b>Éducation</b>	<b>Activité économique</b>
<b>13</b>	Norma Navarro	Épouse	Cañitas	53	2	Primaire complet	Entreprise familiale
<b>14</b>	Olivia Ortega	Épouse	San Luis	53	2	Primaire incomplet	Ménagère
<b>15</b>	Pilar Pérez	Épouse	San Luis	68	12 (11 en vie)	Primaire incomplet	Ménagère
<b>16</b>	Rafaela Ruiz	Épouse	San Luis	39	4	Secondaire complet	Ménagère (enfants)
<b>17</b>	Silvia Sanchez	Épouse	San Luis	38	3		Travailleuse informelle temps partiel (gardienne et entreprise familiale)
<b>18</b>	Teresa Torres	Épouse	San Luis	44	3	Primaire complet	Entreprise familiale
<b>Moyenne</b>				50	4,1		
<b>Médiane</b>				48,5	3		

Source : Entrevues avec les participantes de la Coopesanta Elena, été 2008.

## 5.2. Lieu de résidence

Il est intéressant de se pencher sur la répartition géographique des participantes, car la distance et leur lieu de résidence pourraient affecter la participation féminine. Nous pouvons observer à l'aide des tableaux 5.1 et 5.2 que les participantes à l'étude résident dans six localités différentes, soit Cañitas, Cebadilla, Cerro Plano, La Cruz, San Luis et Santa Elena (voir carte 4.1). Le plus grand nombre d'entre elles (sept participantes) résident à San Luis, le village où est située l'usine de transformation (beneficio), situé à une vingtaine de minutes de véhicule des bureaux de la coopérative qui eux sont à Santa Elena. San Luis est sans contredit le village où le café a l'ancrage historique le plus évident de la région. Encore aujourd'hui, il y occupe toujours une place importante. Nous remarquerons que de ces participantes, seules deux femmes sont membres : une à titre de productrice et la seconde à titre « d'autre » ce qui veut dire que la majorité des épouses non-membres y résident. Tout à l'opposé géographique, trois participantes membres résident à Cebadilla, le hameau le moins bien nanti de mon échantillon et le plus éloigné du beneficio. Les maisons y sont beaucoup plus petites et moins attrayantes que celles des localités avoisinantes. Dans le hameau voisin de Cañitas, plus coquet, habitent deux membres et une épouse de producteur. À Santa Elena, village principal de la région, résident deux autres participantes membres. Les trois dernières participantes habitent toutes différentes localités. L'une d'entre elle, artisanne, réside à La Cruz, petit hameau parallèle à Cañitas mais plus élevé dans la montagne, une autre productrice réside dans le village de Cerro Plano, coin cossu à mi-chemin entre Santa Elena et Monteverde. Finalement, la cadette du groupe, jeune étudiante de 18 ans ayant le statut « d'autre », est expatriée à Heredia, l'un des centres urbains les plus importants au pays, mais visite régulièrement son père, un producteur au sein de la coopérative, qui habite Santa Elena. Bref, on note que les participantes sont éparpillées dans plusieurs communautés de divers statuts économiques et il était important de nous pencher sur ce point afin de constater s'il y a présence de disparités régionales entre les participantes.

## 5.3. Âge des participantes

L'éventail des âges des participantes composant mon échantillon est assez large, couvrant une fourchette allant de 18 à 68 ans. La moyenne d'âge est de 41 ans, plus

précisément de 37 ans chez les membres et de 50 chez les épouses, ce qui, considérant la petite taille de mon échantillon n'est peut-être pas significatif. La plupart des participantes ont entre 30 et 50 ans (16 participantes), et on ne retrouve qu'une seule participante de moins de 30 ans. L'absence de relève au sein de la coopérative pourrait être interprétée comme une manifestation du désintérêt des générations plus jeunes envers la culture de café, dû à plusieurs facteurs dont le prix exorbitant des terres dans cette région ainsi que la présence d'alternatives plus payantes et moins exigeantes physiquement.

#### **5.4. Nombre d'enfants**

Le nombre d'enfants par participante est relativement bas et n'est que légèrement supérieur à la moyenne nationale qui est de 2,3 enfants (PNUD 2008, donnée recueillies entre 2000 et 2005). Mis à part la doyenne de l'échantillon ayant eu 12 enfants et la cadette n'en ayant pas encore, on se rend compte que la moyenne est de 2,4 enfants par participante, les membres ayant en moyenne 2,2 enfants (une médiane de 2) et les non membres 4,1 (mais une médiane de 3). Toutefois, compte tenu la petite taille de mon échantillon, on ne peut affirmer avec certitude l'existence d'un lien entre l'adhésion à la coopérative et le taux de fertilité des participantes.

#### **5.5. Scolarité**

Lorsque l'on traite d'*empowerment* des femmes, souvent l'accès à l'éducation est une donnée prédominante au niveau des ressources. On peut constater dans le cas à l'étude une grande disparité en termes d'études accomplies, polarisées entre un primaire incomplet et des études universitaires complétées. À l'exception d'une participante, toutes les autres ayant complété leur collège ont poursuivi leurs études au niveau universitaire. Au sein de mon échantillon, six participantes, toutes membres de la coopérative d'ailleurs, ont entamé ce niveau d'études, mais une seule a obtenu son baccalauréat (en gestion). Une seconde a complètement abandonné ses études supérieures lorsqu'elle a eu ses enfants, une troisième étudie à temps plein à l'extérieur de la région et les trois autres complètent leur diplôme en étudiant à temps partiel dans le cadre d'un programme universitaire à distance. Ces femmes ont en commun d'être employées salariées ou encore des entrepreneures travaillant à leur propre compte. Elles habitent diverses municipalités, mais aucune ne réside dans les hameaux plus petits et plus pauvres de Cañitas ou Cebadilla. Leur âge varie entre 18 et 46

ans. La moitié d'entre elles est productrice et l'autre est composée d'une artisane et des deux femmes « autres ».

Des douze participantes n'ayant pas atteint les études postsecondaires, seules trois participantes n'ont pas complété leur éducation au niveau primaire. Pour la doyenne, l'école de la municipalité n'offrait que des cours du premier cycle du primaire à l'époque et il fallait donc s'exiler pour compléter le cursus. Les sept autres participantes possèdent un diplôme d'études primaires et une seule participante possède un diplôme d'études secondaires. On retrouve dans cette catégorie de non-universitaires (primaire incomplet, primaire complet et études secondaires), la moitié des membres de la coopérative interviewés (six participantes) et toutes les épouses de producteurs (six participantes). Ainsi des femmes de différents niveaux d'éducation s'impliquent au sein de cette coopérative.

## **5.6. Emploi**

Le commerce équitable souhaite favoriser un accès égalitaire sur le marché de l'emploi pour les hommes et des femmes. Malgré le fait que plusieurs employées de la coopérative soient des femmes (sur les 13 employés rémunérés non-électifs, cinq sont des femmes), aucun programme concret d'accès à l'emploi n'a été mis en place à cet effet depuis la création de CASEM en 1986, à un moment où la coopérative n'était pas encore affiliée au commerce équitable. Toutefois, les occasions économiques pour les femmes ont été en pleine expansion depuis l'avènement de l'écotourisme. Nous évaluerons dans la prochaine section l'importance de l'emploi rémunéré dans un processus d'*empowerment* féminin. En effet, nous nous attarderons dans un premier temps à voir si ce sont les femmes ayant un emploi plus stable qui s'affirment davantage au sein de la coopérative, en suivant l'hypothèse que ces dernières étaient préalablement actives dans la sphère publique. D'autre part, nous tenterons de voir si les femmes occupant un emploi rémunéré plus stable ont un pouvoir décisionnel plus grand au sein de leur maisonnée, soit un contrôle effectif sur leurs ressources. En filigrane, nous nous demanderons si être membre de la coopérative favorise l'obtention d'un emploi rémunéré pour les femmes. Cela justifierait alors la volonté du commerce équitable de renforcer cet aspect, abordant ainsi indirectement les relations intra-maisonnée.

Pour ce qui est de l'accès à des revenus stables, seulement cinq des participantes occupent un emploi salarié indépendant de celui du mari, c'est-à-dire à l'extérieur de la maison, procurant des revenus à la semaine ou à la quinzaine allant directement à la participante.<sup>53</sup> On remarque que les participantes occupant ce type d'emploi sont toutes membres de la coopérative et que quatre des cinq ont entamé des études supérieures.

Ensuite viennent les femmes travaillant pour l'entreprise familiale. Cette catégorie compte donc cinq participantes. Ce groupe est relativement hétéroclite. Il comprend les deux femmes entrepreneures qui ont majoritairement monté leur entreprise avec leurs propres moyens financiers et avec une aide secondaire du conjoint (dans ce cas-ci, les deux participantes entrant dans cette sous-catégorie sont universitaires). Les trois autres participantes sont plutôt des employées dans l'entreprise créée et gérée par leur mari ou leurs familles. J'inclus ici notre seule travailleuse agricole, Eliana Esteban, qui travaille à temps plein sur la ferme.

Les revenus issus de ce type d'activité économique peuvent être plus ou moins réguliers, dépendamment des profits engrangés par l'entreprise et de son mode de gestion. Certaines reçoivent un salaire fixe (c'est le cas de Flavia Fernandez (entrepreneure) et de Norma Navarro (employée)) mais cela est moins clair pour les autres qui affirment que tous les revenus de l'entreprise vont dans le même sac familial.

Puis, nous avons les travailleuses informelles, qui travaillent de chez elles et souvent à temps partiel, après qu'elles aient effectué les tâches ménagères, qui demeurent leur priorité. Pour quatre participantes, ce type de travail est leur première source de revenu. Elles ont toutes encore des enfants habitant à la maison. Le type d'activité génératrice de revenus pratiqué varie d'une participante à l'autre. Cela comprend la confection d'artisanat, la coupe de cheveux, ainsi que le gardiennage, dans un cas d'enfants et de l'autre de voisine âgée. Leur entrée d'argent est inconstante, dépendant du temps qu'elles ont à fournir à cet emploi qui est secondaire à leur rôle de mère et de ménagère.

Par ailleurs il est à noter que plusieurs femmes ayant un autre type d'emploi plus stable effectuent souvent ce genre de petits boulots informels qui servent à arrondir les fins de mois. Ces activités comprennent la vente de produits de la ferme à des voisins (souvent de la natilla, du fromage, des œufs ou certains fruits et légumes). Le cas de Julia Jiménez

---

<sup>53</sup> Comment cet argent est par la suite géré fera l'objet de discussions plus loin dans ce chapitre.

représente bien la débrouillardise et l'accumulation de plusieurs micro-sources de revenus. Cette dernière travaille à temps plein, sept jours par semaine, de 14hr à 22hr comme réceptionniste pour une des réserves biologiques de la région. Comme les appels lui parviennent directement à la maison, elle peut se livrer à d'autres petites activités, comme la confection d'artisanat pour la coopérative et le reprisage de vêtements pour les voisins. Ayant hérité d'une parcelle de terre en altitude plus élevée dans la montagne mais étant dans l'impossibilité de s'en occuper elle-même, elle loue cette propriété à son frère à un prix modique, qui en échange entretient sa propriété et s'occupe du bétail. Elle reçoit donc une petite rente de ce dernier et bénéficie des quelques profits (s'il y en a) de la vente du lait produit par ses vaches à la laiterie. De plus, elle reçoit sporadiquement chez elle des étudiants effectuant du tourisme « humanitaire » par le biais d'une organisation chrétienne américaine.<sup>54</sup> Bref, en plus de son emploi à plein temps et le fait qu'elle élève seule ses deux enfants, Julia s'adonne à plusieurs activités économiques supplémentaires.

Finalement, la dernière catégorie économique des participantes comprend celles étant quasi-exclusivement ménagères, quoique la plupart a tout de même certaines petites activités informelles leur permettant d'acquérir quelques minces revenus. Ces activités sont toutefois encore plus ponctuelles que celles des travailleuses informelles. Ces quatre femmes entrent dans deux sous-catégories, c'est-à-dire les femmes à l'âge de la retraite et les deux autres femmes ayant de très jeunes enfants à la maison et qui s'en occupent à plein temps. Bref, plusieurs femmes se débrouillent pour tirer un maximum de revenus de leurs divers talents et savoir faire.

### **5.6.1. Contrôle du budget**

Comme expliqué plus haut, une des critiques du commerce équitable est qu'il évite de traiter des rapports de pouvoir dans la sphère privée, qui est pourtant une donnée capitale dans l'*empowerment* féminin. Même si comme ailleurs dans le monde les maisonnées fonctionnent avec un budget familial commun, dans les faits, le contrôle salarial est souvent du ressort des hommes. Comme l'ont démontré Bacon et *al.* (2008) dans leur étude au

---

<sup>54</sup> Plusieurs personnes de la région (surtout celles situées relativement près des centres touristiques) bénéficient de cette façon de la manne touristique, en hébergeant des groupes d'étudiants provenant généralement des États-Unis, effectuant de brefs voyages au Costa Rica alors que d'autres encore hébergent des bénévoles internationaux venant s'impliquer au niveau des écoles, principalement pour y enseigner l'anglais.

Nicaragua, alors que les femmes contribuent à la production familiale de café, seulement 45% des hommes ont affirmé partager les revenus du café avec leurs épouses. Dans la plupart des cas, les hommes sont les membres officiels de la coopérative et ce sont eux qui reçoivent le paiement pour le café. Dans le cas de mon étude, nous avons des maisonnées où seules les participantes sont membres de la Coopesanta Elena (7), des maisonnées où les deux adultes sont membres de la coopérative (5), en incluant la jeune célibataire Leonela Lopez dont le père est membre) et des maisonnées où seul l'homme est membre de la coopérative (6). Bien que le café ne soit pas la source principale de revenus pour la plupart des foyers des participantes, nous pouvons nous interroger à savoir si être membre d'une coopérative de café équitable favorise une distribution des ressources financières de façon plus équitable entre hommes et femmes. En effet, le contrôle de ressources économiques est un aspect important dans la section ressource du tripode. Comme nous l'ont démontré entre autres Argawal (1997) et Blumberg (2004), l'indépendance économique fournit aux femmes une meilleure participation à la prise de décision au sein de la maisonnée. En effet, la maisonnée est constituée à la fois de rapports de coopération et de conflit, et l'indépendance économique y augmenterait le pouvoir de négociation des femmes (Argawal 1997). Même si au sein de cette coopérative la participation des femmes est plus importante qu'ailleurs (malgré le fait que le commerce équitable n'y ait pas de programmes d'intégration concrets), le seul fait d'être membre d'une coopérative de café équitable ne se traduit pas nécessairement par une renégociation du pouvoir au sein de la sphère privée.

#### 5.6.1.1. *Budget familial : responsabilités partagées ?*

En premier lieu, toutes les participantes interviewées affirment avoir un budget familial commun afin de combler les besoins de la maisonnée. En effet, quelle que soit la situation financière du foyer, les dépenses communes, telles la maison, les produits ménagers, la nourriture, l'éducation des enfants sont immanquablement puisées dans un budget commun. Ce qui diffère est la contribution de chacune à ce budget familial, à savoir si le revenu de chaque membre de la maisonnée y est versé en entier ou si chacun des membres possède des revenus leur étant propres (comme de l'argent de poche pour leurs dépenses personnelles). De plus, il est aussi intéressant de comprendre comment la négociation est effectuée pour déterminer les priorités dans les dépenses de la maisonnée et qui décide combien d'argent de poche aura chacun des membres. En effet, ce que nous

voulons savoir ici est si les femmes exercent un contrôle effectif des ressources, et si la possession des ressources économiques favorise une prise de décision plus égalitaire au sein de la maisonnée, donc un *empowerment* féminin dans la sphère privée. Le contrôle des ressources contribuerait à agrandir la portée et la diversité des options des femmes dans leur prise de choix stratégique (Kabeer 2003). Même si en matière d'*empowerment*, les ressources ne sont pas uniquement conceptualisées de façon matérielle, c'est toutefois cet aspect capital qui sera étudié ici. Bref, quoique l'accès aux ressources ne soit pas garant d'*empowerment*, il peut servir de catalyseur pour des réalisations transformant l'ordre établi (Malhotra et Schuler 2005).

#### 5.6.1.2. *Contrôle des ressources par les femmes*

Malgré qu'elles affirment avoir un budget familial commun, certaines femmes sortent du lot du fait qu'elles gèrent de façon autonome une partie de leurs revenus, sans devoir rendre des comptes à leur mari ou à quiconque. En effet, sans avoir un contrôle exclusif sur la totalité de leurs salaires, puisque absorbé en majorité par le budget familial, une partie de leur revenu peut être utilisée comme bon leur semble. Par exemple, malgré le fait qu'elle affirme que sa boutique n'aurait pu voir le jour sans l'aide de son mari, Ines Iglesias affirme que c'est grâce à ses économies personnelles, acquises suite à la vente d'artisanat et l'enseignement d'espagnol, qu'elle a pu mettre sur pied son entreprise.

Les femmes ayant démontré au cours des entrevues avoir un contrôle indépendant sur au moins une partie des revenus de la maisonnée sont toutes celles occupant un emploi salarié indépendant et qui affirment avoir un certain contrôle sur leurs revenus. En effet, elles contribuent aux dépenses de la maisonnée mais retirent aussi une certaine partie qui leur est propre dont elles peuvent disposer à leur guise. C'est également le cas de toutes celles travaillant à temps plein au sein de l'entreprise familiale et qui reçoivent un salaire ainsi qu'une artisane. On remarque d'ailleurs que celles n'ayant pas de salaire personnel constant doivent discuter et quémander lorsqu'elles souhaitent faire des dépenses personnelles.

Ces sommes personnelles servent à acheter des biens de consommation et ne sont pas dépensées exclusivement pour le bénéfice de ces femmes : ces montants servent souvent à payer certaines dépenses liées aux enfants, comme leur uniforme scolaire, les repas à la cafétéria, et même une partie des frais de scolarité. Camila Campos, ayant la

double appellation de productrice et d'artisane, nous le démontre ici en expliquant que l'argent qu'elle tire de la vente d'artisanat et des œufs sert à combler les frais reliés à l'éducation de ses filles :

*Por mi gastos personales. [...]si se necesita algo por el colegio o para la universidad yo pongo... o para la limpieza de la casa... para lo que sea.[...] Si, y también para ayudarme, así mismo tengo una taza pequeñita donde estoy echando el dinero de los huevos para [mi hija] para que compra su almuerzo, porque [mi otra hija] tiene beca, y ella se ayuda con este para comprar el almuerzo.<sup>55</sup>*

En effet, alors qu'en théorie, les dépenses pour la scolarité des enfants sont issues du budget commun, les femmes contribuent régulièrement de façon supplémentaire avec leurs économies personnelles. Cette tendance des femmes à dépenser davantage pour les besoins des enfants fut également remarquée par Blumberg (1989).

Bref, si occuper un emploi rémunéré ne signifie pas un contrôle exclusif de son salaire, il semble que comparativement aux femmes n'ayant pas de revenus fixes et qui doivent quémander du mari lorsqu'elles ont besoin d'argent, les femmes ayant un emploi rémunéré ont davantage de contrôle sur leurs revenus. L'objectif d'intégration des femmes dans les activités génératrices de revenus du commerce équitable est donc un objectif pertinent pour un meilleur contrôle des ressources pécuniaires des femmes. Toutefois les femmes de la coopérative semblent être davantage autonomes lorsqu'elles occupent un emploi dans l'économie formelle, un aspect n'étant toutefois pas abordé au sein du commerce équitable. On peut alors s'interroger sur le rôle du commerce équitable à cet effet ; alors que le commerce équitable se concentre sur l'échange de denrées primaires à un prix juste, on voit mal comment ce dernier pourrait se substituer à l'État ou à l'entreprise privée en tant que moteur de développement économique durable intégrant les femmes, étant donné que généralement, la participation des femmes aux activités caféières est minimale. Le commerce équitable pourrait cependant dans son cercle d'influence faire la promotion du contrôle effectif des femmes sur leurs terres et la gestion de leur propre café (et des profits en découlant). Il se heurterait toutefois à des barrières culturelles, comme nous le verrons dans le prochain chapitre. Si c'est l'emploi formel qui assure une

---

<sup>55</sup> « Pour mes dépenses personnelles. [...] pour que si on a besoin de quelque chose pour le collège ou pour l'université, je mets... ou pour le ménage de la maison... ou pour quoi que ce soit. [...] Oui, et aussi pour m'aider comme ça, j'ai une petite tasse où je jette l'argent des œufs pour [ma fille], parce qu'elle achète son dîner, parce que [mon autre fille] a une bourse, et ceci l'aide à acheter le dîner » (ma traduction).

autonomie financière plus effective, les projets économiques destinés aux femmes, qui sont décrits dans la littérature du commerce équitable sont plutôt concentrés dans des domaines générant peu ou pas de revenus (Lyon 2008). Toutefois, un aspect où le commerce équitable a une réelle influence est dans l'instauration des critères de non-discrimination dans l'embauche pour des postes administratifs non-électifs. En effet, comme mentionné dans sa charte: *opportunities for groups that are underrepresented in skilled occupations or in leadership positions to develop their capacity for such work are actively pursued (FLO 2009 :6)*. On remarque que deux participantes, Ada Arias et Beatriz Blanco, tirent leur principale source de revenu personnel de la coopérative. La coopérative, par son emploi de ces deux femmes a contribué à leur fournir une source de revenu stable, leur donnant ainsi un certain contrôle sur ces ressources. Cette intégration des femmes dans les emplois rémunérés de la Coopesanta Elena reflète une certaine équité dans le choix des employés rémunérés, conformément aux prérogatives du commerce équitable. Toutefois, ce n'est pas la prérogative du commerce équitable d'inclure des femmes dans des emplois rémunérés en son sein; d'autres coopératives non-affiliées font de même. De plus, notons que l'éducation est également un pré-requis à l'obtention d'emplois rémunérés qualifiés au sein de la coopérative, d'où l'importance de l'accès à l'éducation pour les femmes.

On constate ici que les participantes de l'échantillon disposent de niveaux de ressources disparates en termes d'éducation, d'emplois et de revenus. Jusqu'ici, être membre de la coopérative affiliée au commerce équitable ne semble pas témoigner nécessairement de l'*empowerment* économique des femmes, même si comparativement à leurs compatriotes épouses de producteurs, les membres sont en moyenne davantage éduquées et occupent davantage d'emplois rémunérés à l'extérieur de la maison ou de l'entreprise familiale. Est-ce le fait d'être plus éduquées et plus autonomes financièrement qui pousserait les femmes à s'impliquer au sein de cette coopérative, potentiellement parce qu'elles ont déjà un sens de leur valeur plus affirmé que les autres ? C'est une question que nous explorerons davantage au chapitre 7. Si le commerce équitable veut sérieusement contribuer à l'*empowerment* féminin, il devrait mettre l'accent sur la formation scolaire féminine ainsi que sur l'obtention de revenus stables dans l'économie formelle.

## CHAPITRE 6 - PARTICIPATION À LA PRODUCTION CAFÉIÈRE DES PARTICIPANTES

### 6.1. Délaissement de l'activité caféière

Comme mentionné dans la présentation du terrain, la production caféière est de plus en plus marginale au niveau du revenu des ménages de la région. Il est ardu de savoir avec précision l'importance des recettes du café au sein des maisonnées, car comme me le faisaient remarquer les participantes à mon étude, les revenus du café sont irréguliers et concentrés dans une certaine période de l'année, comparativement aux autres revenus plus stables et plus importants (le lait à tous les 8 jours, la paie fixe de l'emploi, etc.). Pour la plupart des foyers, le café représentait approximativement entre 5% et 10% des revenus totaux de la maisonnée.

Ce délaissement de l'activité caféière pour se tourner vers des emplois (mieux) rémunérés est visible non seulement chez les hommes, mais également chez les femmes. Comme le résume bien Pilar Perez, l'aînée des participantes lorsque interrogée sur la participation des femmes sur la production de café: « *Si, en el pasado, todas las mujeres cogimos café. Solo que ahora, ya hay otras oportunidades, entonces ya las mujeres que trabajan con la artesanía o en los hostales, cocinera, tener un mejor salario...* »<sup>56</sup>. En effet, l'entrée massive des femmes dans le marché du travail formel à l'extérieur de la sphère caféière s'explique par la montée du coût de la vie occasionné par le développement intensif du tourisme, développement qui fut à son tour créateur d'une multitude d'occasions pour ces dernières.

Mais de là à dire que l'on assiste à un dédain ou un délaissement complet de l'activité caféière, il y a une marge. Comme noté dans la section « Femmes et café », règle générale, les tâches relatives au café en Amérique latine sont sexuées et peu de femmes participent à d'autres tâches que la récolte. Nous étudierons plus en détail à l'aide des tableaux 6.1. et 6.2., la relation des femmes avec la production caféière au sein de la Coopesanta Elena, entre autres au niveau de la possession et gestion de ressources terriennes, pour comprendre si faire partie d'une coopérative affiliée au commerce équitable encourage les

---

<sup>56</sup> « Oui, par le passé, toutes les femmes, nous cueillions le café. Seulement maintenant, il y a d'autres opportunités, alors il y a les femmes qui travaillent avec l'artisanat ou dans les hôtels, [comme] cuisinière, [pour] avoir un meilleur salaire » (ma traduction).

femmes à entrer ou à persévérer dans ce domaine non traditionnel comme cela devrait se faire selon les engagements genrés de cet organisme transnational.

## **6.2. Lien des participantes avec le café**

Si nous observons maintenant la relation qu'ont les femmes membres avec le café, nous pouvons observer que sur les 12 membres interviewés, huit ont l'appellation de productrice (numérotées de 1 à 8 dans le tableau 6.1), donc vivent forcément au sein d'une maisonnée productrice de café et vendent une partie de cette récolte familiale en leur nom propre à la coopérative. De plus, deux autres femmes membres n'apportent pas de café à la coopérative, n'ayant donc pas le statut de productrices, mais font partie d'une maisonnée productrice de café dont le chef de la maisonnée est membre de la coopérative (numérotées 9 et 10 dans le tableau 6.1). Il s'agit d'Ines Iglesias, artisane, dont le mari remet la totalité de son importante récolte de café à la Coopesanta Elena, ainsi que Leonela Lopez, étudiante, dont le père vend sa petite production caféière à cette coopérative. En dernier lieu, les deux membres restantes n'apportent ni café à leur nom ni ne font partie d'un foyer producteur de café (numérotées 11 et 12 dans le tableau 6.1), mais ces dernières sont tout de même liées à la production de café par leur histoire familiale. Finalement, chacune des six femmes non-membres vit au sein d'un foyer producteur de café puisque leurs maris sont membres producteurs de la Coopesanta Elena. Cette courte description du lien entre les participantes et le café nous permet donc de comprendre que sans détenir l'appellation de productrice ou être directement issues d'un foyer producteur de café, chacune des participantes a un certain lien avec la production de ce produit, témoignant de l'importance culturelle (en plus de l'importance économique) de cette marchandise. Cette importance justifie également le choix de cette coopérative pour ma recherche, puisque même si les producteurs ne dépendent plus autant des revenus de ce produit, il est toujours partie intégrante de leur quotidien, de leur culture.

Tableau 6.1.  
Participant·es membres et café

	Pseudo-nyme	Lien officiel coop. <sup>57</sup>	Café familial (h)	Prod. familiale en fanegas (2008)	Qté coop. au nom de participante	Qté par unité familiale	% Remis par les participant·es	Obtention de la terre	Titre de la terre	Gestion de la terre <sup>58</sup>	Mari membre Coopesanta Elena
1	Ada Arias	Productrice	3	10	10	10	100	Achat	Participant et mari	Familiale indépendante	Non
2	Beatriz Blanco	Productrice	1	2,5	0,9	2,5	36	Héritage mari	Mari	Familiale indépendante	Oui
3	Daiana Delgado	Productrice	2,5	65	2,05	2,05	3	Prêt du beau-père	Beau-père	Familiale indépendante	Non
4	Eliana Esteban	Productrice	4,5	138	63	138	46	Prêt beau père	Beau-père	Familiale coopérative	Oui
5	Flavia Fernández	Productrice	3,5	133	133	133	100	Achat (moitié mari, moitié participant·e)	Moitié mari, moitié participant·e	Familiale indépendante	Oui
6	Gabriela Garcia	Productrice	2	45	0	0	0	Prêt beau-père	Beau-père	Familiale coopérative	Non
7	Hilda Hernández	Productrice / Artisane	4	150	5,06	5,06	3	Prêt du beau-père	Beau-père	Familiale coopérative	Non
8	Camila Campos	Productrice	0,7	0	0	0	0	Prêt du beau père	Beau-père	Familiale indépendant	Non
9	Ines Iglesias	Artisane	10	230	n/a	230	n/a	Achat	Société anonyme mari et associés	Société	Oui
10	Leonela Lopez	Autre	1,25	40	n/a	40	n/a	Prêt d'un ami	Ami	Société	Oui (père)

<sup>57</sup> Les appellations « productrice » et « artisan » sont les appellations officielles de la coopérative reprises afin de simplifier la classification des participant·es pour fin d'analyse. Dans les faits, toutes les femmes de mon échantillon participant ou ont participé à la production caféière, même celles n'ayant pas ici l'appellation de productrice.

<sup>58</sup> Selon la distinction faite par Sick 1998.

	Pseudo-nyme	Lien officiel coop. <sup>59</sup>	Café familial (h)	Prod. familiale en fanegas (2008)	Qté au nom de participante	Qté par unité familiale	% Remis par les participantes	Obtention de la terre	Titre de la terre	Gestion de la terre <sup>60</sup>	Mari membre Coopesanta Elena
<b>11</b>	Juliana Jiménez	Artisane	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a	Achat/ <sup>61</sup> héritage femme	En processus d'obtention	Familiale indépendante	Non
<b>12</b>	Mabel Moreno	Autre	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a	Prêt du père <sup>62</sup>	Père	Familiale indépendante	Non
	<b>Moyenne</b>		3,2	81,3	26,8	56	36				
	<b>Médiane</b>		2,75	55	3,6	7,5	19,5				

Source : Entrevues avec les participantes de la Coopesanta Elena, été 2008.

<sup>59</sup> Les appellations « productrice » et « artisanne » sont les appellations officielles de la coopérative reprises afin de simplifier la classification des participantes pour fin d'analyse. Dans les faits, toutes les femmes de mon échantillon participent ou ont participé à la production caféière, même celles n'ayant pas ici l'appellation de productrice.

<sup>60</sup> Selon la distinction faite par Sick 1998.

<sup>61</sup> Terre non productrice de café, mais le reste de la propriété louée par son frère.

<sup>62</sup> Dans ce cas aussi, petit lot mais sans café.

**Tableau 6.2.**  
**Participantantes épouses de membres et café**

	Pseudo-nyme	Lien officiel coop.	Café familial (h)	Prod. familiale en fanegas (2008)	Qté coop. au nom de participante	Qté coop. par unité familiale	% Remis par les participantantes	Obtention de la terre	Titre de la terre	Gestion de la terre <sup>63</sup>	Mari membre Coopesanta Elena
<b>13</b>	Norma Navarro	Épouse	8	480	n/a	54	n/a	Une partie achat, l'autre héritage mari	Majorité mari, quart à son nom	Familiale indépendante	Oui
<b>14</b>	Olivia Ortega	Épouse	1	5	n/a	5	n/a	Finca la Bella (prêt) et une partie achetée	Finca, et partie achetée mari	Familiale indépendante <sup>64</sup>	Oui
<b>15</b>	Pilar Pérez	Épouse	1	5	n/a	5	n/a	Achat	Mari	Familiale coopérative	Oui
<b>16</b>	Rafaela Ruiz	Épouse	0,5	0	n/a	0	n/a	Finca la Bella (prêt)	Finca	Familiale indépendante	Oui
<b>17</b>	Silvia Sanchez	Épouse	0,5	4	n/a	4	n/a	Finca la Bella (prêt)	Finca	Familiale indépendante	Oui
<b>18</b>	Teresa Torres	Épouse	1	30	n/a	7,5	n/a	Finca La Bella (prêt)	Finca	Familiale indépendante	Oui
	<b>Moyenne</b>		2	87,3	n/a	12,6	n/a				
	<b>Médiane</b>		1	5	n/a	5	n/a				

Source : Entrevues avec les participantantes de la Coopesanta Elena, été 2008.

<sup>63</sup> Selon la distinction faite par Sick 1998.

<sup>64</sup> Comme expliqué un peu plus haut, les bénéficiaires de la Finca La Bella ont l'obligation de cultiver la terre, de suivre des consignes environnementales responsables et ne peuvent ni vendre ni hypothéquer leur lot. Je leur ai toutefois accordé l'appellation de « gestion familiale indépendante », car ce qu'ils y cultivent ne concerne qu'eux et n'ont aucune permission à demander à un patriarche, contrairement à une gestion familiale coopérative.

Issues de familles agricoles, toutes les participantes sans exception affirment avoir travaillé à la récolte de café dans leur jeunesse, même celles ne faisant plus partie d'un foyer producteur. Si nous prenons le cas de Mabel Moreno, enseignante d'espagnol dans un institut réputé de la région qui ne fait plus partie d'une maisonnée productrice de café :

*(D)urante toda mi niñez, y también parte de la adolescencia, yo siempre participé en la cosecha y la producción de café, con el café de mi familia. Si, especialmente cuando era necesario recoger el café maduro.*<sup>65</sup>

Cela reflète l'histoire de la région qui, avant l'arrivée du tourisme dans les années 70 était à prédominance agricole. Cette participation durant la période de récolte a suivi la plupart d'entre elles aujourd'hui dans leur vie adulte, mais de façons diverses. En effet, à l'exception de deux participantes<sup>66</sup>, toutes affirment participer d'une façon ou d'une autre lors des récoltes de café. Suite à l'analyse des entrevues, trois facteurs principaux semblent influencer cette participation à la production caféière : le besoin économique nécessitant une participation féminine, la division sexuelle du travail faisant en sorte que le café soit un domaine à prédominance masculine, ainsi que l'intérêt porté des femmes à cette culture. C'est de ces différents facteurs dont il sera question dans les prochaines lignes.

En premier lieu, aucune femme de mon échantillon ne déroge à une division du travail genrée plutôt traditionnelle en ce qui a trait à la production caféière. En effet, la quasi-totalité de l'échantillon participe principalement lors de la récolte, conformément à la littérature existante sur la production caféière de ce pays d'Amérique centrale (entre autres Deere 1987; Sick 1998; Ronchi 2002). Comme en témoigne Flavia Fernandez, entrepreneure et productrice:

*(S)i en la finca nos di un momento donde me necesitan... para los peones o para coger café, o para medir el café, si yo lo puedo hacer, yo lo hago. Pero si nuestra finca necesita fumigar el café o abonar el café, no sé cómo se hacen, entonces le hace mi esposo.»*<sup>67</sup>

<sup>65</sup> « Durant toute mon enfance, ainsi qu'une partie de mon adolescence, j'ai toujours participé à la récolte et à la production de café, avec le café de ma famille. Oui, spécialement quand il était nécessaire de récolter le café mûr » (ma traduction).

<sup>66</sup> L'une d'elle, Ines Iglesias, n'a tout simplement plus d'intérêt pour cette culture et s'en remet à son mari pour tout ce qui est relatif au café. J'élabore un peu plus sur son manque d'intérêt plus bas. L'autre participante s'occupe à temps plein de sa fille handicapée, ce qui ne lui laisse pas le temps d'aller aux champs.

<sup>67</sup> « Si dans la ferme, survint un moment où ils ont besoin de moi, pour les ouvriers agricoles ou pour cueillir le café ou pour mesurer le café, si je peux le faire, je le fais. Cependant, si le café de notre propriété a besoin d'être fumigé ou recevoir de l'engrais, je ne sais pas comment ils font, alors c'est mon mari qui le fait » (ma traduction).

Deux constats se dégagent de cette affirmation. D'une part les femmes auraient tendance à participer aux activités quotidiennes particulièrement lorsque des circonstances l'imposent, donc quand la main d'œuvre rémunérée ou l'argent manque. D'autre part, la participation féminine se cantonne souvent à des tâches ayant trait à la récolte (cueillir, mesurer, s'occuper des cueilleurs embauchés). La participation féminine relèverait alors davantage du dépannage lorsqu'il manque de main d'œuvre (ou du loisir familial comme nous le verrons plus bas), et demeurerait donc généralement marginale. Dans mon échantillon, rares sont les familles dépendant économiquement du café, alors la participation des femmes n'y est pas jugée essentielle. En fait, les participantes font une distinction claire entre une participation durant les récoltes qui est volontaire et plaisante versus une obligation économique, témoignant ainsi d'une distinction entre les participantes plus aisées et celles moins nanties.<sup>68</sup>

En plus de la participation directe aux champs lors des récoltes, certaines participantes s'impliquent également au niveau organisationnel préparant la paie, négociant les salaires, tenant les livres.<sup>69</sup> C'est le cas des femmes productrices Ada Arias et Flavia Fernandez, ainsi que d'Eliana Esteban, la productrice de facto, en plus de Norma Navaro une épouse de producteur prospère. Il est ardu de tirer des conclusions claires sur les facteurs influençant l'implication davantage organisationnelle de la production de café, même s'il semble que les femmes ayant davantage de connaissances du milieu caféier ou du monde des affaires ont plus tendance à avoir leur mot à dire quant à la fixation des salaires des ouvriers agricoles.<sup>70</sup>

---

<sup>68</sup> Il est impossible de parler de la participation caféière des femmes dans cette région sans traiter brièvement de l'importance de la main d'œuvre migrante nicaraguayenne, dont une bonne partie est féminine. Pour pallier au manque de main d'œuvre régionale pour la récolte du café, une immigration temporaire de travailleurs en provenance des régions plus pauvres du Nicaragua s'installe dans la région lors des récoltes. Ces travailleurs migrent souvent avec femmes et enfants qui vont tous travailler dans les champs de café. En effet, lorsque l'on parle de main d'œuvre féminine au sein de la culture de café dans cette région, on parle surtout des migrantes nicaraguayennes. On assiste ici à une différence de statut entre les migrantes nicaraguayennes, les femmes costaricaines plus pauvres travaillant avec le café pour gagner un salaire et les femmes qui le font par loisir ou pour donner un coup de main ponctuel. Quoique le commerce équitable ait une gamme de règlements quant aux conditions de travail des employé/es salarié/es dans les plantations de café (au niveau de la rémunération, du logement, etc), dans le cas présent, c'est davantage le manque de main d'œuvre qui dicte des conditions de travail plus compétitives et avantageuses pour la main d'œuvre migrante.

<sup>69</sup> Quoique la plupart des familles, même des moins nanties embauchent de la main d'œuvre (souvent migrante) pour les aider durant la récolte, la famille de Silvia Sanchez déroge à cette règle puisque possédant une parcelle trop petite pour que cela en vaille la peine.

<sup>70</sup> Le minimum salarial est établi par le gouvernement costaricain et le commerce équitable émet également des conditions minimales. Toutefois, dans la région, les conditions de travail y sont grandement supérieures à

- ¿Quién pague los empleados?
- Entre los dos, nos sentamos y decidimos el precio para tanta cajuelas... Los dos hacemos eso<sup>71</sup> (entretien avec Norma Navarro, travailleuse dans l'entreprise familiale)

*Cuando es la producción de café, yo me encargo de ir a medir el café con las personas que nos ayudan a recolectar la cosecha durante la cosecha. Mi esposo y yo decidimos del precio por cada cajuela, pero a mi me dedica a hacer la planilla. La planilla es de alistar el pago de los cogedores de café.<sup>72</sup> (entrevue avec Eliana Esteban, travailleuse agricole)*

*Yo no tengo mucho conocimiento en lo que es el mantenimiento del café, o en cultivar café. A mi me gusta otras cosas, como números, y otras cosas. Pero mi esposo, si, como es ingeniero agrónomo, el si conoce mucho sobre todo lo que es producción. Entonces el se encarga de la parte ejecutiva que es ejecutar los proyectos y hacer la producción, y yo me encargo de otras cosas como administrar los recursos, colocar los recursos, pagar los peones... Entonces, somos muy divididos.<sup>73</sup> (entretien avec Flavia Fernandez, entrepreneure).*

L'implication de ces femmes à ce niveau décisionnel suggère un pouvoir de négociation au sein de la maisonnée et une certaine mainmise sur les ressources, différant de celle du contrôle du revenu où ce sont plutôt les femmes occupant un emploi rémunéré indépendant qui ont un meilleur contrôle de leur salaire.

Autre exemple illustrant cette division genrée du travail: on constate que tout ce qui a trait à une connaissance plus approfondie de l'agriculture, comme l'épandage de produits chimiques ou d'engrais biologiques, relève du domaine des hommes (comme constaté dans Sick 1999). Comme en a témoigné Flavia plus haut, ces femmes n'ont pas acquis ce genre de connaissance et considèrent que la performance de ces actions revient aux hommes. Malgré un niveau de participation variable chez les participantes interrogées, cette division

cause du manque de main d'œuvre. Cette compétition force les producteurs à négocier les salaires de façon serrée, pour s'assurer d'avoir suffisamment de main d'œuvre tout en étant en mesure de conserver une marge de profits acceptable.

<sup>71</sup> «- Qui paient les employés?

- Entre nous deux, nous nous assoyons et décidons du prix pour tant de *cajuelas*... Nous faisons ça à deux » (ma traduction).

<sup>72</sup> « Quand c'est la production de café, je me charge d'aller peser le café avec les personnes nous aidant à récolter la récolte, durant la récolte. Mon époux et moi décidons du prix pour chaque *cajuela*, mais je me charge de faire la *planilla*. La *planilla* est de préparer la paye des cueilleurs de café » (ma traduction).

<sup>73</sup> « Je n'ai pas beaucoup de connaissances pour ce qui est de l'entretien du café, ou de la culture du café. J'aime d'autres choses, comme les chiffres et d'autres choses. Mais mon époux, oui, comme il est ingénieur agronome, il en connaît beaucoup sur la production. Alors il se charge de la partie d'exécution, qui est d'exécuter les projets et faire la production, et moi je me charge d'autres choses, comme d'administrer les ressources, amasser les ressources, payer les travailleurs agricoles... Alors, nous sommes très divisés » (ma traduction).

sexuelle du travail est assimilée chez toutes ces dernières en ce qui a trait aux capacités techniques, particulièrement l'épandage d'engrais qui est exclusivement du ressort des hommes. Même dans l'unique cas relevé dans mon étude où une femme travaille véritablement comme ouvrière agricole à temps plein, celle-ci ne s'occupe pas de l'épandage d'engrais. Selon les dires de la productrice Éliana Esteban, cette dynamique mère de famille préfère la vie au grand air à celle confinée à la maison. C'est à elle que se réfèrent les autres participantes et la gérante lorsqu'elles parlent de femme travaillant la terre « de lleno », pleinement, faisant d'elle une figure d'exception. Eliana affirme que pour elle, travailler ainsi fait partie du contrat de mariage, représente un appui à son conjoint et la fait se sentir bien, utile. Toutefois, malgré le fait que cette dernière participe à la planification et à l'entretien manuel de la plantation de café en plus de la récolte, c'est son mari qui manie l'équipement mécanisé et les produits chimiques, soit les tâches demandant des compétences techniques.

Comme le rapporte Lyon (2008), le commerce équitable souhaite intégrer davantage de productrices au sein des coopératives détenant sa certification et encourager les femmes déjà membres à poursuivre l'activité caféière. Toutefois, cet objectif se heurte à une division genrée de la production de café qui exclut les femmes de l'apprentissage de connaissance techniques (comme l'a démontré Sick 1998). Cette exclusion systémique doit absolument être prise en compte dans la mise en œuvre de programmes du commerce équitable pour augmenter la participation féminine au sein de la production de café (versus la création d'autres types d'activités génératrices de revenus pour les femmes).

Finalement, le troisième facteur influençant la participation des femmes à la production caféière est l'intérêt que ces dernières portent à cette culture. Comme constaté lors de mon étude, malgré que le café ne soit plus nécessairement la source principale de revenu, il revêt toujours une importance culturelle dans cette région. Plusieurs ménagères m'ont affirmé bien aimer la période des récoltes qui modifie leur quotidien, comme c'est le cas d'Olivia Ortega, l'épouse d'un producteur qui, malgré le fait d'avoir une santé fragile à 53 ans, apprécie bien ce changement de routine : « *(p)ara un rato bonito, pensar en otras cosas que la casa, en pensar que no hay mucho trabajo en la casa, entonces pasar un*

*tiempo diferente* ». <sup>74</sup> Certes, ce temps de l'année peut se révéler épuisant pour les femmes participant plus activement à la récolte, car en plus de s'acquitter de leurs tâches domestiques (car peu d'hommes s'impliquent à ce niveau, même à ce jour selon les participantes), elles doivent en plus aller donner un coup de main aux champs. De plus, certaines doivent également fournir les repas, rafraîchissements et café pour les travailleurs. Malgré tout, les femmes interrogées manifestent pour la plupart un attachement profond pour le café.

En effet, dans cette région du Costa Rica, le café revêt une valeur culturelle et pour plusieurs, même si elles ont ou visent des carrières professionnelles, elles tiennent à ce que la tradition soit maintenue et se perpétue au travers leurs enfants. Cette attitude est fréquente tant chez les professionnelles que les ménagères plus âgées ayant dépendu du café. La culture du café sert au maintien de l'identité, poursuite de la tradition davantage qu'une source de revenu, comme le démontre sa culture à petite échelle chez des gens plus éduqués et plus fortunés. L'attachement émotionnel au café est fort, comme en témoigne ma plus jeune participante, Leonela Lopez, débutant ses études universitaires en administration, lorsque je lui demande pourquoi elle prend le temps de participer aux récoltes:

*Porque es lo que hace mi familia. Igual mis abuelos, mi papa se dedica al café, y ya, yo no quiero que se muera. Yo, digamos, mientras que el café esta aquí, yo, por lo menos, trata de tomar parte de este también. Pero no como... como si vivimos en el pasado, sino que yo llevarlo ahí como parte de mí... parte de la tradición, parte de nuestra cultura, y por supuesto de la situación de nuestra economía.* <sup>75</sup>

En effet, pour plusieurs familles, les femmes et les enfants se rendent durant les fins de semaine à la *finca* pour y cueillir les cerises de café, comme un loisir éducatif familial: une façon de perpétuer la tradition mais davantage dans une logique éducative que mercantile.

Malgré cet attachement indiscutable pour toutes les participantes, toutes ne souhaitent pas y contribuer directement en participant aux récoltes ou à la gestion du café.

---

<sup>74</sup> « Pour passer du bon temps, penser à d'autres choses qu'à la maison, penser qu'il n'y a pas beaucoup de travail à la maison, pour passer un moment différent (ma traduction).

<sup>75</sup> « Parce que c'est ce que fait ma famille. Comme mes grands-parents, mes parents cultivent le café, et je ne souhaite pas que [cette tradition] meure. Alors que le café est ici, je tente à tout le moins d'y prendre part aussi. Mais pas comme... comme si nous vivions dans le passé, sinon de l'amener ici comme une partie de moi... partie de la tradition, partie de notre culture et bien sûr de la situation de notre économie » (ma traduction).

Alors qu'elle participa à la récolte du café jusqu'à ses 18 ans, Ines Iglesia, une universitaire issue d'un milieu très pauvre affirma qu'après cette date, elle n'a plus rien voulu savoir de la production caféière. En effet, même si elle apprécie la campagne et comprend l'importance historique de ce produit pour la région, elle n'a plus aucun intérêt pour la chose. Cette dernière n'a donc aucune connaissance de la production caféière de sa maisonnée, laissant son mari tout gérer à ce niveau et ne s'y intéressant pas le moins du monde.

Un débat existe également quant au fait que la production de café puisse ou non représenter un métier d'avenir. Gabriela Garcia, productrice, ménagère de Cebadilla, insiste pour que son fils effectue des études et apprenne l'anglais afin d'obtenir un emploi non-agricole, car l'agriculture ne permet que de survivre et non de bien vivre. En effet, cette dernière voit la production agricole dans la région comme un moyen de subsistance et non comme une façon de bien gagner sa vie. Cette vision n'est pas partagée par Ada Arias, productrice et employée professionnelle, qui croit plutôt qu'il serait malvenu de se détourner de la terre. Selon cette dernière, la culture caféière aurait une plus grande valeur et elle insiste pour inculquer cette appréciation du travail agricole à ses enfants. Bref, comme le café occupe toujours un rôle important dans la région, particulièrement au niveau de l'identité culturelle, il serait important que la place qu'y occupent les femmes y soit reconnue et que l'occasion de s'y impliquer davantage soit présente.

Ceci représente également un défi pour le commerce équitable puisque si les femmes ne souhaitent pas s'impliquer au niveau de la production (par manque d'intérêt et d'occasions découlant de la division sexuelle du travail connotant la production caféière à un travail masculin), il peut être ardu de tenter de les y intégrer. De plus, alors que d'autres emplois mieux rémunérés et davantage stables sont accessibles pour les femmes de la région (leur conférant, comme exposé au chapitre précédent un meilleur contrôle sur les ressources familiales), on peut se questionner ici à savoir si l'intégration des femmes au sein du commerce équitable en tant que productrice caféière est la meilleure stratégie pour l'*empowerment* féminin. En effet, suggérer d'intégrer les femmes dans cette culture de denrée de base alors qu'il existe des alternatives plus payantes (malgré l'incitatif économique que représente le commerce équitable) et à l'extérieur de la sphère domestique semble être décalé par rapport à la situation spécifique de cette région.

### **6.3. Terre dédiée à la culture de café**

La moyenne de la superficie terrienne consacrée au café est relativement petite soit de 2,8 hectares par maisonnée participante, ce qui est bien en deçà du minimum de 10 hectares prévu par l'organisme national de café pour la subsistance d'une famille (ICAFÉ 1999 dans Ronchi 2002). Cette moyenne varie toutefois de façon significative entre maisonnée où la femme est membre versus celles où seul l'époux est membre : les productrices de café habitant un foyer producteur possèdent en moyenne 3,2 hectares de café et les non-membres 2 hectares seulement. Cet écart se manifeste également au niveau de la médiane ; les maisonnées où les femmes sont membres ont une médiane de 2,75 hectares de terre dédiée à la culture caféière tandis que les foyers où seuls les maris sont membres ont une médiane de 1 hectare. C'est donc dire qu'il semblerait que ce soit dans les familles ayant davantage de propriété terrienne que les femmes seraient le plus présentes en tant que membre de la coopérative. Il est possible qu'à l'origine, ceci ait constitué une stratégie économique de la maisonnée afin d'augmenter son accès au crédit au sein de la coopérative (Sick 1999). Toutefois, depuis les problèmes financiers de la coopérative, son département du crédit fut abandonné.

#### **6.3.1. Production familiale et vente du café**

Cet aspect est ardu à analyser car, compte tenu de divers facteurs ayant influencé la quantité de café produite la saison précédant mon séjour, dont la mauvaise température évoquée par plusieurs producteurs ou encore les rénovations effectuées sur de nombreuses plantations pour remplacer de vieux plants par de nouveaux, les résultats ne constituent donc pas nécessairement une année « normale », ce qui explique l'écart énorme de fanegas produits par producteurs. Par contre, ce que nous pouvons observer est l'écart entre la production familiale totale et celle remise par les femmes membres ayant l'appellation de productrice. En effet le pourcentage de la production familiale remis par ces femmes varie de 0% à 100%, pour une médiane de 19,5%.

Est-ce que le pourcentage de café remis par les femmes en leur nom propre pourrait être considéré comme une certaine forme de pouvoir de négociation de ces dernières quant à la gestion des produits de la terre ? En examinant les données d'un peu plus près, on constate qu'un facteur paraissant prédominant pour la quantité remise par les femmes membres de la coopérative est l'adhérence ou non du mari à cette coopérative. En effet,

lorsque le mari de la productrice est également membre de la coopérative, cette dernière tend à remettre une proportion plus importante de la production familiale en son nom. Sur les huit productrices interviewées, trois ont un mari également membre de la Coopesanta Elena. Il s'agit de Beatriz Blanco, employée de la coopérative, Eliana Esteban, la seule véritable agricultrice et Flavia Fernandez, une entrepreneure, qui ont remis entre 35% et 100% du café familial en leur nom propre. À l'opposé, quatre autres participantes ayant un mari soit membre d'une autre coopérative ou encore faisant affaire avec le beneficio privé de Turin, remettent 3% et moins de la récolte familiale à la Coopesanta Elena pour l'année étudiée. Il s'agit des trois participantes de Cebadilla ainsi que Hilda Hernandez, la productrice-artisane de Cañitas. Ces quatre chefs de famille masculins sont en froid avec la Coopesanta Elena, particulièrement depuis les arrérages de paiement d'il y a deux ans. Ces derniers ont alors décidé d'écouler leur production ailleurs, soit au beneficio privé de Turín ou à Coopeldos, dépendamment de qui offre les meilleurs prix. Finalement, une seule productrice est l'unique membre de sa maisonnée à être membre d'une coopérative de café. Il s'agit de la gérante de celle-ci, Ada Arias, qui a remis l'intégrité de la récolte familiale à la Coopesanta Elena. Alors qu'il semble que le fait que les deux membres de la maisonnée soient membres de la même coopérative tend à augmenter la quantité de café remis au nom de l'épouse, ces observations ne démontrent pas nécessairement un plus grand pouvoir de négociation des femmes au sein de leurs maisonnées. En effet, les études plus approfondies sur le sujet de Sick (1997, 1998, 1999) démontrent bien que la quantité de café remise par les femmes n'est ni un indicateur de pouvoir ni le résultat d'une négociation au sein de la maisonnée, contrairement au contrôle de ces revenus. On y affirme que la quantité remise par les femmes en leur nom serait plutôt une décision stratégique de la part du conjoint, entre autre pour des fins fiscales.

Comme démontré plus haut, la participation des femmes se cantonne généralement à la récolte et elles n'ont pas accès à toutes les connaissances pratiques permettant d'entretenir une plantation de café. Combiné au manque d'intérêt de ces dernières pour cette culture, cela signifie que la plupart des femmes interviewées n'ont pas vraiment leur mot à dire dans la gestion quotidienne du café et de la terre. Malgré le fait qu'elles affirment généralement que les décisions se prennent en couple, on constate que le mari les informe davantage qu'il ne les consulte en ce qui a trait à la culture du café.

- ¿Cómo se toman las decisiones sobre la tierra, sobre la agricultura en general?  
 - Bueno, lo que es el café, si me esposo necesita cortarlo, le corta, y lo abona, y esto... No necesita preguntar al suegro o a nadie, verdad.<sup>76</sup> (entretien avec Gabriela Garcías, ménagère)

- Como en su familia se toman las decisiones sobre qué hacer con la tierra?  
 - Siempre... Casi siempre es mi esposo que se encarga de esas... decisiones.<sup>77</sup> (entretien avec Rafaela Ruiz, ménagère)

- Y porque su familia ha decidido de producir café sostenible?  
 - Eso no puedo contestar porque eso es... Pedro es el que sabe todo del café. Yo no sé mucho de café.<sup>78</sup> (entretien avec Norma Navaro, employée dans l'entreprise familiale)

Le café est davantage considéré comme le domaine d'expertise des hommes. Nonobstant les formations ouvertes à tous/tes et données au sein de la coopérative (au sujet des engrais biologiques, du vermicompostage ou autre méthode nouvellement testée), les femmes n'ont que peu de connaissances pratiques par rapport à la culture du café et s'en remettent à leur mari. La gérante de la coopérative se plaint de cette mainmise des hommes sur les ressources terriennes et croit que la coopérative devrait faire davantage pour éduquer les femmes quant aux aspects plus techniques de la production de café et le fonctionnement d'une finca, afin qu'elles aient davantage leur mot à dire dans la production familiale. Dans la prochaine section sera étudiée l'influence de la propriété terrienne et de ses formes de gestion sur le pouvoir décisionnel des femmes en termes de production agricole.

#### **6.4. Obtention et propriété de la terre**

Malgré le fait que la propriété terrienne ne soit pas un pré-requis au statut de productrice au sein de la coopérative étudiée, cette ressource est souvent considérée comme capitale dans des sociétés agricoles en terme d'*empowerment* (Agarwal 1997 ; Sick 1998). Une première observation quant à l'obtention de la terre est que les maisonnées ont acquis

<sup>76</sup> « - Comment se prennent les décisions à propos de la terre, de l'agriculture en général? »

«- Bien, pour ce qui est du café, si mon mari a besoin de le couper, il le coupe, et lui met de l'engrais, et tout cela... Il n'a pas besoin de le demander à mon beau-père, ni à personne » (ma traduction).

<sup>77</sup> «- Comment se prennent les décisions dans sa famille sur l'utilisation de la terre? »

«- Toujours... presque toujours mon mari se charge des ces... décisions » (ma traduction).

<sup>78</sup> « - Et pourquoi votre famille a décidé de produire du café durable? »

«- Je ne peux répondre à cela, parce que c'est... Pedro (nom fictif de l'époux) est celui qui connaît tout du café. Je ne connais que peu de choses du café » (ma traduction).

leurs hectares de café de multiples façons, mais les femmes n'acquièrent que rarement leur terre par héritage. Cette exclusion quasi-systématique des femmes en termes d'héritage terrien est une problématique importante. Les femmes sont mises de côté à cet égard, puisqu'on considère que la culture de café est du domaine des hommes, et que ces dernières n'en auraient rien à faire. Toutefois, la possession terrienne va au-delà de la simple production agricole : c'est un capital, une sécurité, un outil de négociation donnant davantage de pouvoir au sein de la maisonnée (voir Sick 1998) qui peut également être utilisé à d'autres fins que la culture caféière.

Commençons par observer les cas où les gens devinrent propriétaires au moins en partie par achat. Parmi les participantes, seulement quatre maisonnées ont acheté la totalité de leur terre. De plus, trois autres maisonnées combinèrent plusieurs formes d'acquisition avec l'achat : soit l'héritage et l'obtention d'une parcelle par le biais de la Finca la Bella. On remarque que de toutes les participantes, seules quatre d'entre elles sont officiellement propriétaires d'une parcelle, c'est-à-dire qu'elles possèdent une partie de cette terre en leur nom propre. On remarque dans leur cas qu'au moins une partie de la terre de leur ménage a été achetée. Toutefois, on ne peut pas affirmer que la possession de ces titres équivaut nécessairement à un contrôle sur les ressources, puisque ces dernières ont été acquises dans des contextes forts différents. Dans deux des cas, les universitaires Ada Arias et Flavia Fernandez ont elles-mêmes acheté la partie de la terre à leur nom, ce qui laisse supposer un lien entre l'éducation, l'emploi rémunéré (le contrôle sur son salaire) et l'achat d'une propriété terrienne. Dans le troisième cas, ce fut un achat matrimonial d'une membre qui fut séparé au moment de la dissolution du couple en plus d'une partie héritée par la participante. Dans le dernier cas, le mari a acheté toute la terre mais en a mis une partie au nom de sa femme non-membre pour fin d'impôts. Bref, dans cet échantillon, les femmes sont rarement propriétaires de ressources terriennes et posséder les titres de la terre n'est pas gage de contrôle non plus (Sick 1998). Dans son étude, elle explique qu'il est essentiel de distinguer la propriété *de jure* et *de facto* : «women who have land registered in their name only for tax purposes seem to have little influence in household economic decision » (Sick 1998:205). Elle explique également que le pouvoir de négociation est grandement influencé par la contribution au travail agricole.

De plus, sur les quatre femmes propriétaires terriennes, trois sont membres de la coopérative et la dernière est épouse de producteur. Toutefois comme mon échantillon est restreint, on ne peut voir s'il existe véritablement un lien entre l'adhésion à la coopérative et la propriété terrienne des femmes.

La seconde façon la plus répandue d'accéder à la terre dans cette étude est par le biais d'un prêt d'un patriarce. C'est le cas de sept maisonnées, où c'est souvent le beau-père de la participante (dans six des cas) qui fournit la parcelle à son fils. Ceci a lieu dans les municipalités de Cebadilla et Cañitas qui comprennent toujours de plus larges terrains familiaux qui sont ainsi subdivisés pour l'usage des hommes, mais qui appartiennent toujours au patriarce jusqu'à son décès. Dans un cas seulement, le prêt ne s'est pas fait entre membres familiaux mais bien entre amis. Dans cette forme de propriété, la participante a souvent encore moins de voix au chapitre quant aux décisions agricoles que pour les autres formes de propriété. En effet, dans ce cas, les décisions se règlent entre le chef de famille et le patriarce, au moins pour la parcelle prêtée. Cette donnée viendrait confirmer l'observation de Sick (1999) comme quoi la propriété effective de la terre aurait un impact sur la prise de décision au sein de la maisonnée au niveau agricole.

Finalement, quatre personnes de mon échantillon sont bénéficiaires de la Finca la Bella, mais seulement deux familles résident sur le site de la Finca, les deux autres maisonnées possédant un autre lopin de terre où elles habitent. Aucune femme de ces familles bénéficiant de la Finca n'est membre de la Coopesanta Elena.

### **6.5. Gestion de la terre**

Au niveau de la gestion de la terre, j'ai opté pour la distinction qu'en a effectuée Sick (1998) entre une gestion autonome par une famille nucléaire et une gestion coopérative, regroupant plusieurs maisonnées mais guidée par le patriarce. J'y ai ajouté la catégorie « en société » lorsque l'on forme une société anonyme avec des partenaires d'affaires pour l'achat de terre. La plupart des maisonnées gèrent la terre de façon autonome (12 participantes), mais il y a des nuances à apporter : dans plusieurs cas (six), la terre n'appartient pas à un membre de la maisonnée, mais plutôt à un patriarce ou encore à la Finca la Bella, ce qui signifie que ces derniers ne peuvent ni vendre ni hypothéquer la terre travaillée, mais ils conservent les bénéfices de la vente des produits de la terre et peuvent y cultiver ce qu'ils veulent à leur guise, sans avoir de comptes à rendre. Dans les

six autres cas, il y a au moins une partie de cette terre appartenant au complet à la maisonnée (par achat, etc.), qui peut donc en disposer à sa guise. C'est dans cette catégorie qu'entrent les quatre femmes propriétaires d'une parcelle.

En second lieu, quatre maisonnées gèrent de façon coopérative, c'est-à-dire entre plusieurs maisonnées d'une même famille. La terre appartient au père qui la partage avec ses fils, mais qui en conserve un droit de décision capital sur tout ce qui se passe sur la terre. Finalement, dans deux cas seulement la terre est gérée en société, c'est-à-dire entre partenaires d'affaires, un cas pour un bon nombre d'hectares, et l'autre pour une petite quantité.

Bref, en ce qui a trait à la possession et la gestion de la terre, on peut voir que les femmes sont statistiquement peu enclines (ou n'ont pas la possibilité) d'être propriétaires terriennes et qu'elles s'éloignent encore plus de cette ressource qu'est la possession terrienne (surtout le contrôle de celle-ci) lorsque la terre est gérée de façon coopérative. Combiné au fait que ces dernières n'ont que peu de contrôle sur les décisions prises en ce qui a trait à la culture de café, l'intégration effective de davantage de femmes dans la culture du café se heurte à plusieurs obstacles structurels.

#### **6.6. Ressources et coopérative équitable**

En résumé, nous avons constaté que les femmes éduquées semblent remettre un plus grand pourcentage de la production familiale (en leur nom) à la coopérative. Mais est-ce que cela témoigne d'un plus grand pouvoir de négociation en ce qui a trait à l'activité caféière ? Les résultats à cet effet dans mon étude ne sont pas clairs puisque je n'ai pas de comparaison avec des maisonnées non-membres de la coopérative. Quoique les femmes plus éduquées (et la seule travaillant directement la terre) semblent avoir de meilleures connaissances du processus de culture caféière et un meilleur contrôle général sur les autres ressources familiales, le fait que les femmes s'impliquent peu dans la culture directe du café fait en sorte que, généralement, les décisions prises par rapport à la gestion quotidienne de la finca soient presque exclusivement du ressort des hommes. Certes, ceux-ci en discuteraient avec leurs femmes, mais davantage à titre informatif que consultatif. Les formations de la Coopesanta Elena sur les nouvelles techniques de culture de café sont ouvertes à tous et à toutes, mais suscitent peu d'intérêt chez les membres féminins, selon la

gérante<sup>79</sup>. On constate également que la gestion de la terre en mode coopératif, entre les fils et un patriarce, a tendance à éloigner les femmes de la prise de décision, compte tenu que ce type de gestion se fait uniquement dans mon échantillon selon le modèle père-fils et non père-fille ou père belle-fille. On revient encore une fois ici sur le faible taux de legs de terre agricole aux filles (Sick 1999).

Par rapport à la propriété légale de la terre, les femmes ont plus tendance à devenir propriétaire légale d'une partie de la terre familiale par l'achat de terre avec leurs économies tirées de leur emploi rémunéré que par l'héritage de cette dernière. De plus, il est risqué d'associer niveau d'éducation et propriété de la terre, car seules deux universitaires sont propriétaires et aucune ne possède la totalité du terrain de la maisonnée. Toutefois, il semble que la combinaison de facteurs tels l'éducation, l'emploi rémunéré indépendant et le contrôle sur son salaire favorise l'achat de propriété par les femmes. Par ailleurs, le lien entre l'adhésion à la coopérative et la possession de terre est également ardu à démontrer compte tenu de la taille réduite de l'échantillon et l'absence de maisonnées non-membres au sein de l'échantillon mais trois propriétaires sur les quatre sont membre de la coopérative.

Bref, on ne peut pas dire que l'objectif du commerce équitable de favoriser une participation effective des femmes dans l'activité caféière soit un succès dans le cas présent. Certes, la coopérative fournit des formations ouvertes à tous/tes, mais elles suscitent peu l'intérêt des femmes. De plus, les obstacles structurels à l'augmentation de la participation féminine sont nombreux compliqués par un accès ardu à la terre et aux connaissances permettant l'exploitation d'une plantation caféière. En effet, malgré le fait que les lois permettent que les femmes achètent ou héritent de la terre, ces dernières héritent peu puisqu'elles n'effectuent que rarement les tâches liées à l'agriculture de routine (Sick 1998). Il est ardu de voir ici comment le commerce équitable pourrait intervenir sauf peut-être en faisant la promotion au sein des coopératives affiliées au niveau de diversification des activités des terres agricoles pour encourager des activités correspondant davantage aux intérêts des femmes. Toutefois, cette possibilité semble quelque peu contre nature pour le commerce équitable, qui s'occupe justement de commerce de denrées de base, et ne souhaite donc pas un délaissement de l'activité caféière. De plus, comme

---

<sup>79</sup> La gérante qui a elle-même suivi ces formations.

mentionné plus haut, tenter d'intégrer les femmes dans cette culture de denrée de base alors qu'il existe des alternatives plus payantes semble être décalé par rapport à la situation spécifique de cette région. Le commerce équitable offre-t-il d'autres avantages pour les femmes s'impliquant au sein d'une coopérative caféière y étant affiliée? Le prochain chapitre traitera des impacts de la participation des femmes au sein de la coopérative afin de voir si la participation à cette organisation peut favoriser l'*empowerment* féminin.

## **CHAPITRE 7 - PARTICIPATION DES FEMMES AU SEIN DE LA COOPESANTA ELENA**

De la même façon que la participation des femmes à la production de café était influencée par plusieurs facteurs, la participation au sein de la Coopesanta Elena varie beaucoup selon les participantes. Sans tomber dans le piège de faire simplement l'adéquation entre participation et *empowerment* (Cornish 2006; Parpart et al. 2002) qui ne nous éclairerait pas non plus sur la diversité des expériences des femmes, nous étudierons qualitativement la participation féminine dans les divers organes de la coopérative, tout en gardant en tête les différences de pouvoir interne, et les intérêts divers (Wong 2003).

Dans ce chapitre, nous traiterons en premier lieu de la contribution passée de certaines participantes au sein de CASEM, l'organe de production d'artisanat féminin, alors qu'il était toujours un département de la Coopesanta Elena. Par la suite, nous reviendrons au présent et analyserons la participation des femmes au sein des assemblées et des comités de la Coopesanta Elena. Finalement, nous aborderons les freins structurels à la participation féminine pour ensuite conclure sur la question de si la participation au sein de cette coopérative affiliée au commerce équitable entraîne l'*empowerment* de ses membres féminins.

### **7.1. Les femmes au sein de la Coopesanta Elena**

Malgré la reconnaissance par la gérante que, techniquement, la coopérative est un lieu ouvert où tous/tes ont la possibilité de participer et d'occuper quelque position que ce soit, elle reconnaît que dans les faits, la participation des femmes demeure minoritaire. En effet, la gérante élue se plaint de la faible qualité de la participation des femmes lors des assemblées, où elles font davantage office de présence que de participation effective. Alors qu'il n'existe aucune barrière légale régissant la participation féminine au sujet de l'adhésion à la coopérative ou de la participation aux différents comités, la participation des femmes demeure basse en proportion absolue au sein de la Coopesanta Elena, mais relativement élevée en comparaison avec celles décrites dans d'autres études récentes effectuées dans des coopératives de café équitable en Amérique latine (entre autres, Bisailon et al. 2005; Utting-Chamorro 2005). En effet, alors que 22 des 60 membres de la coopérative étaient des femmes, soit plus du tiers, d'autres auteurs comme Lyon (2008)

rapportent que seuls 6% des membres de la coopérative nicaraguayenne étudiée sont des femmes.

La coopérative compte également plusieurs employées rémunérées dans différents postes (comme démontré dans les tableaux 7.1 et 7.2) : une guide pour le tour de café, deux femmes à la cafétéria, une réceptionniste, une agente de bureau (jouant le rôle d'assistante à la gérance) en plus de la gérante, ce qui démontre une certaine ouverture que l'on ne retrouve pas dans d'autres coopératives similaires (par exemple Lyon 2008). Cette intégration des femmes dans les emplois rémunérés de la Coopesanta Elena reflète une certaine équité dans le choix des employés rémunérés conformément aux prémisses du commerce équitable. Toutefois, on constate que les postes rémunérés non électifs (c'est-à-dire tous à part celui de la gérante) sont cantonnés également dans une division de travail genré : les postes de restauration à la cantine sont occupés par des femmes, les rôles de secrétaire et d'assistante à la gérance sont comblés par des femmes. Pour ce qui est des trois guides des tours de café, une seule est une femme. Les rôles plus techniques de comptable, et les deux postes d'agents de développement sont occupés par des hommes. Il en est de même pour les trois postes rémunérés au beneficio, tous occupés par des hommes. En effet, sur les 13 employés rémunérés non-électifs, cinq sont des femmes, ce qui reflète la proportion de femmes membres de la coopérative (voir tableaux 7.1 et 7.2)<sup>80</sup>.

Avant d'aborder la participation des femmes au sein de la coopérative comme telle, il est intéressant de se pencher sur ce qui a poussé ces femmes à devenir membres de cette coopérative. La vaste majorité de ces dernières affirment s'être jointes à la Coopesanta Elena pour des raisons économiques. En effet, huit femmes sont devenues membre de la coopérative après la mise sur pied de la coopérative d'artisanat CASEM. De ces dernières, cinq sont toujours membre de la Coopesanta Elena aujourd'hui. Ce département d'artisanat féminin a attiré plusieurs femmes cherchant une façon de faire un peu d'argent pour elles et leurs familles.<sup>81</sup> Cinq autres participantes ont affirmé avoir joint la coopérative pour avoir un lieu où vendre leur production caféière. D'autres raisons furent citées pour justifier l'adhésion à la coopérative des autres participantes, soit pour perpétuer une tradition familiale. En effet, l'adhésion des grands parents, parents, frères, sœurs, etc. encourage

---

<sup>80</sup> Toutefois, être membre de la coopérative n'est pas un pré-requis pour y être employé/e.

<sup>81</sup> Nous reviendrons plus en profondeur sur l'importance de ce département d'artisanat dans les prochaines pages.

l'adhésion à la coopérative, et cela, même si la production caféière n'est pas centrale à la maisonnée. C'est le cas notamment des deux membres ayant l'appellation « autres », Leonela Lopez et Mabel Moreno. Finalement, la possibilité de faire partie d'un groupe est une raison souvent mentionnée par les participantes. Le cas le plus probant est sans doute celui d'Eliana Esteban, qui nous explique comment faire partie de la coopérative fut bénéfique pour elle:

*Yo era una persona muy... muy a parte de la comunidad entonces yo quería ser, yo quería ser parte de algo, de pertenecer a algo. Para conocer un poco mas... conocer un poquito más gente. (...) Sí más gente, relacionarme más con la comunidad con las demás personas, para tomar más conocimiento, y a ver que yo soy importante también.<sup>82</sup>*

Ces diverses motivations laissent sous-entendre que faire partie de la coopérative faciliterait entre autres un accès à des ressources économiques et à un capital social. D'autre part si on se fie au touchant témoignage d'Eliana, faire partie de la coopérative permet d'acquérir pour cette participante un sens de soi où elle se prouve sa propre valeur, une composante importante de l'*empowerment* féminin. Ces motivations initiales pour faire partie de cette coopérative ne sont pas directement en lien avec le commerce équitable, puisque plusieurs membres se sont intégrées à la coopérative avant que celle-ci ne s'associe à COOCAFÉ. Par ailleurs, les coopératives n'étant pas affiliées au commerce équitable peuvent fournir ces mêmes avantages. Bref, l'intégration des femmes au sein de cette coopérative fait partie de son histoire (principalement grâce à CASEM) et n'est pas une conséquence directe des directives du commerce équitable. On peut alors se demander si le commerce équitable est un outil essentiel à l'*empowerment* des femmes dans la sphère du café ou si l'organisation en coopérative, particulièrement par l'établissement d'un département de coopérative féminin comme CASEM, n'est pas plus efficace. Débutons donc cette analyse en observant l'importance qu'a CASEM comme lien de participation des femmes dans l'histoire de la Coopesanta Elena.

---

<sup>82</sup> « J'étais une personne très... très à part de la communauté, alors je souhaitais faire partie de quelque chose, d'appartenir à quelque chose. Pour connaître un peu plus de gens. (...) Oui, plus de gens, entrer davantage en relation avec la communauté, avec d'autres personnes, pour prendre davantage connaissance et voir que je suis importante aussi. » (Ma traduction)

**Tableau 7.1.**  
**Activités des participantes membres au sein de la coopérative**

	Nom fictif de la participante	Lien officiel coopérative <sup>83</sup>	Présence assemblées	Participation comité	Bénéficiaires Hijos del campo	Membre de CASEM
1	Ada Arias	Productrice	Oui	Oui (CA, éducation, vigilance.)	Oui	Par le passé
2	Beatriz Blanco	Productrice	Oui	Oui (éducation)	Par le passé	Par le passé
3	Daiana Delgado	Productrice	Oui	Non	Par le passé	Non
4	Eliana Esteban	Productrice	Oui	Oui (Éducation)	Par le passé	Non
5	Flavia Fernández	Productrice	Passée (pas dans la dernière année)	Passée (vigilance et éducation)	Non	Non
6	Gabriela Garcia	Productrice	Passée (pas dans la dernière année)	Non	Non	Non
7	Hilda Hernández	Productrice / Artisane	Oui	Passée (CA)	Non	Par le passé
8	Camila Campos	Productrice	Oui	Non	Non	Non
9	Ines Iglesias	Artisane	Passée	Passée (sein de CASEM)	Demande en cours	Par le passé
10	Juliana Jiménez	Artisane	Oui	Oui (CA)	Demande en cours	Par le passé
11	Leonela Lopez	Autre <sup>84</sup>	Généralement	Passée (Vigilance)	Par le passé	Non
12	Mabel Moreno	Autre	Oui	Oui (Éducation)	Non	Non

Source : Entrevues avec les participantes de la Coopesanta Elena, été 2008.

<sup>83</sup> Les appellations « productrice » et « artisane » sont les appellations officielles de la coopérative reprises afin de simplifier la classification des participantes pour fin d'analyse. Dans les faits, toutes les femmes de mon échantillon participent ou ont participé à la production caféière, même celles n'ayant pas ici l'appellation de productrice.

<sup>84</sup> Autre : Implication au sein d'un comité sans bénéfice direct.

**Tableau 7.2.**  
**Participation des épouses de membres au sein de la coopérative**

	Nom fictif de la participante	Lien officiel coopérative	Présence assemblées	Participation comité	Bénéficiaires Hijos del campo	Membre de CASEM
<b>13</b>	Norma Navarro	Épouse	Passée	n/a	Non	Par le passé
<b>14</b>	Olivia Ortega	Épouse	Oui	n/a	Non	Non
<b>15</b>	Pilar Perez	Épouse	Oui	n/a	Par le passé	Par le passé
<b>16</b>	Rafaela Ruiz	Épouse	Passée	n/a	Oui	Non
<b>17</b>	Silvia Sanchez	Épouse	Parfois	n/a	Oui	Non
<b>18</b>	Teresa Torres	Épouse	Passée	n/a	Non	Par le passé

Source : Entrevues avec les participantes de la Coopesanta Elena, été 2008.

## 7.2. Importance de CASEM

Comme mentionné plus haut, la participation féminine au sein de la Coopesanta Elena débuta réellement en 1986, avec la mise sur pied du département d'artisanat, CASEM. En effet, ce département fut mis sur pied suite à la volonté de diversification économique de la Coopesanta Elena qui, entre sa formation en 1971 et le milieu des années 1980, est une coopérative principalement laitière. Né de l'initiative d'une épouse de producteur souhaitant acquérir une certaine indépendance économique, ce projet fut un des plus florissants de la coopérative. La création de CASEM attira un nombre important de femmes au sein de la Coopesanta Elena. En effet, avec ses formations dans divers types d'artisanat et la possibilité de travailler à la maison et donc, par le fait même, s'adonner aux activités domestiques jugées prioritaires, cette activité génératrice de revenu semble bien adaptée au contexte culturel local. Malgré le fait que ce département se soit scindé de la coopérative en 2002 alors que celle-ci était en pleine crise financière, les conséquences de son importance historique pour la participation féminine se font encore sentir au moment de mon séjour au sein de la Coopesanta Elena.

En effet, huit femmes de mon échantillon sont entrées dans la coopérative par le biais de CASEM. L'importance de ce département d'artisanat pour le recrutement de femmes au sein de la coopérative est indéniable : près de la moitié des participantes doivent leur implication au sein de la coopérative à cette subdivision existant jadis. Même trois des femmes qualifiées aujourd'hui de non-membres ont été membres de la Coopesanta Elena, par le biais de la coopérative de femmes artisanes CASEM, avant que celle-ci ne se scinde. C'était l'époque florissante pour les femmes au sein de la Coopesanta Elena. En effet, selon les données tirées des livres d'assistance aux assemblées, les femmes y représentaient entre 19% et 35%, ce qui chuta après la scission.

Suite à la scission de CASEM, quelques rares femmes ont décidé de demeurer au sein de la Coopesanta Elena en plus de la nouvelle coopérative CASEM.<sup>85</sup> Toutefois, depuis la séparation, l'implication féminine en tant que telle au sein de la Coopesanta Elena est plus diffuse et moins organisée. Il n'y a plus de groupes typiquement féminins et l'avancement des femmes n'est plus mis de l'avant contrairement à CASEM qui insistait

---

<sup>85</sup> En effet, comme la plupart n'avaient plus de raison de demeurer membre de la Coopesanta Elena, qui débutait son emphase sur le café, elles quittèrent tout simplement cette coopérative.

sur l'autonomisation des femmes. En effet, une dame Quaker qui s'est impliquée dans CASEM depuis sa formation me confia que l'implication des femmes au sein de CASEM a transformé leur vie à plusieurs niveaux. Selon elle, la participation des femmes à plusieurs ateliers, la formation technique et le fait qu'elles gagnent un revenu ont entraîné certains changements au niveau des rapports de pouvoir au sein des maisonnées. Elle me relata entre autre la mise sur pied d'une pièce de théâtre montée par les membres de CASEM et basée sur une situation domestique courante. Elle met en scène une protagoniste maîtresse de maison qui décide de devenir membre de CASEM et qui doit affronter son mari au moment de chacune des rencontres du département auxquelles elle assiste, ce dernier l'accusant de l'abandonner lui et les enfants. Mais la femme persévère et insiste et, au bout d'un certain temps, le mari se rend compte des avantages économiques et encourage alors sa femme à assister à davantage d'ateliers, valorisant ainsi le travail de son épouse (du moins le revenu supplémentaire ainsi obtenu). Ce département était d'ailleurs particulièrement important pour les femmes ayant moins d'éducation (cinq participantes), parce qu'elles étaient plus vulnérables et possédaient moins d'alternatives au niveau économique.

Au-delà de l'importance de gagner son propre revenu, faire partie de CASEM conférait un certain sens de soi ainsi qu'un pouvoir collectif aux femmes ainsi réunies. Les anciennes membres de cette coopérative de femme, qui sont maintenant membres de la coopérative ou épouse de producteur, reconnaissent l'importance que CASEM a eue pour les femmes gravitant autour de la coopérative. Le fait de se retrouver entre femmes était un point très apprécié pour ces ménagères : le fait de prendre un café ensemble, de discuter, d'échanger sur divers sujets leur faisait du bien. De plus, les apprentissages acquis lors des formations étaient une façon pour les femmes de développer leur créativité et de changer leur routine. L'artisanat conçu par ses dernières et l'argent récolté étaient certes une source de fierté pour les membres de CASEM. Comme l'exprime l'une des anciennes membres de CASEM:

*Yo trabajaba en contabilidad, entonces yo tenía que hacer sus cheques, y todo el resto. Hace feliz de dar cheque y ellas dicen, “¡joh, he vendido tanto!” a cual señora que*

*dicha, verdad, porque son señoras de bajos recursos. Ellas se han involucrado demasiado en eso. Y se motiva.*<sup>86</sup>

Ces revenus, quoique maigres, étaient importants parce qu'ils donnaient la possibilité à des femmes n'ayant pas d'autres sources de revenus à l'époque de gagner un peu d'argent pour elles. Comme mentionné par les anciennes membres, cela donna une possibilité à ces dernières d'avoir un revenu pour elles-mêmes, mais aussi de contribuer aux dépenses de la maisonnée, de ne pas dépendre du mari et de contribuer aux dépenses pour les enfants.

Il faut dire que l'importance de CASEM fut surtout de fournir une porte d'entrée pour les femmes vers la sphère publique, où elles eurent la chance de faire partie d'une organisation où elles furent amenées à effectuer de la gestion et prendre des décisions, participer à des réunions, etc. En effet, cette porte d'entrée pour les femmes a permis une représentation féminine au sein de cette coopérative de services multiples, faisant en sorte que plusieurs femmes ont acquis une envie de participer au sein de la coopérative. En observant ces femmes fortes, des modèles, d'autres prirent envie de participer elles-aussi, augmentant le nombre de participantes, et normalisant ainsi la situation des femmes au sein de la coopérative. De plus, à la longue, les femmes acquirent des postes à l'extérieur du département d'artisanat, pour s'impliquer dans les comités généraux de la Coopesanta Elena. Ce fut le cas de la fondatrice qui devint la première gérante de la coopérative, et des deux femmes siégeant au conseil d'administration lors de mon séjour, les deux ayant fait le chemin à partir de CASEM. Ces mêmes membres ou épouses de membres reconnaissent avoir participé davantage alors que la CASEM était toujours au sein de la Coopesanta Elena. En effet, ces dernières s'impliquaient davantage au niveau des affaires internes, des comités, etc. Bref, depuis que CASEM s'est scindée de la Coopesanta Elena et que celle-ci se concentre exclusivement sur la production de café (et que la majorité des femmes ne s'impliquent que peu dans la production de café), la participation féminine est moins vigoureuse. En effet, comme vu plus haut, les femmes ne s'impliquent pas nécessairement beaucoup dans cette culture car elles se sentent moins interpellées.

Toutefois, les conséquences positives de la mise sur pied de ce groupe de femmes, au niveau de l'accès à des revenus, du développement d'un sens de soi et d'un certain

---

<sup>86</sup> « Je travaillais en comptabilité, alors je devais faire leurs chèques [aux artisanes] et tout le reste. Ça fait plaisir de donner des chèques et elles disaient « ouh! J'ai vendu pour tant », parce que sont des femmes à faibles revenus. Elles s'impliquaient à fond dans cela. Ça les motivait » (ma traduction).

pouvoir collectif vient appuyer l'objectif du commerce équitable de créer ou d'appuyer des occasions économiques pour les femmes à l'extérieur de la sphère du café. Ces occasions doivent émaner de la base et répondre au contexte local pour éviter les dérives décrites par Lyon (2008) où l'on crée des occasions sans égard au contexte local et ne débouchant sur aucun marché, donc aucun revenu.

### 7.3. Assistance aux assemblées

Si nous revenons à la participation des femmes au moment de mon séjour, malgré que l'engouement féminin ne soit pas aussi présent que lors de la période de CASEM, on retrouve, aux dires des participantes, tout de même plusieurs femmes au sein des assemblées.<sup>87</sup> En effet, toutes les femmes, membres comme non membres, ont à tout le moins assisté à quelques reprises aux assemblées de la coopérative. Même si les assemblées visent principalement les membres de la coopérative, les membres de la famille peuvent également y assister et même y prendre la parole. Les non-membres n'ont toutefois pas droit de vote. La fréquence d'assistance des participantes peut varier entre une assistance indéfectible, une assistance dépendant des disponibilités et l'âge des enfants, ou encore un boycott par frustration contre les déboires économiques de la coopérative. Les productrices tendent bien entendu à assister de façon plus assidue aux assemblées, puisque y sont entre autre discutés les prix du café et le préfinancement, etc. Il est donc dans leur intérêt d'y assister avec plus d'assiduité.

La seule présence au sein des assemblées n'est pas en soi une preuve d'*empowerment* : il faut observer qualitativement cette participation féminine pour évaluer si les femmes sont plutôt active ou passive lors des assemblées. Un indicateur pour déceler l'*empowerment* féminin par rapport à la participation de ces dernières au sein de la coopérative est la prise de parole lors des assemblées. En effet, non seulement cette prise de parole sous-entend un sens de soi quant à la valeur de ses connaissances et opinions, mais aussi le courage de les partager. Malheureusement, comme l'assemblée ordinaire se déroule habituellement au mois de février, à la fin de la période de la récolte et que mon terrain s'est déroulé de mai à juillet, je n'ai pas eu la chance d'effectuer d'observation directe en ce sens et ai dû me fier aux réponses des participantes sur leur propre participation et celle des autres femmes.

---

<sup>87</sup> Les chiffres n'étant pas disponibles pour cette période.

À cet effet, toutes les participantes ont affirmé qu'il était possible pour n'importe quelle personne présente de prendre la parole lors des assemblées. Toutefois, peu de femmes dans mon échantillon m'ont affirmé prendre la parole facilement et fréquemment lors des assemblées. En effet, mis à part la gérante et Flavia Fernandez, la plupart des autres femmes disent prendre la parole seulement si c'est nécessaire, c'est-à-dire si elles sont profondément en désaccord avec un point discuté. En effet, plusieurs femmes se disent passives, timides, réservées, et elles « préfèrent écouter » ; c'est le cas de plus de la moitié (dix participantes) de mon échantillon. On considère alors un grand écart entre l'accès à la prise de parole pour ces femmes et la prise effective de la parole. Ceci ne veut toutefois pas dire que les idées de ces femmes ne cheminent pas jusqu'aux assemblées. En effet, il a été démontré dans quelques études (entre autres Kuumba 2001) que certaines actions pouvant paraître à prime abord comme soumises sont en fait des stratégies de résistance. Il est alors possible que comme certaines femmes ont l'impression que leurs opinions ne seront pas prises en compte si elles sont formulées par elles-mêmes, elles peuvent faire part de leurs opinions à leur mari qui a par la suite le loisir de s'approprier ou non les idées de son épouse et les faire circuler.

Cela n'explique toutefois pas entièrement cet écart entre l'accès à la prise de parole et l'utilisation de cette occasion. J'ai constaté que trois principaux facteurs expliquent cette réticence à exprimer ses opinions lors d'assemblées : le manque de connaissances ou d'intérêt face au sujet traité ; l'impression que son intervention est vaine et qu'elle n'est pas écoutée, soit par la gérance de la coopérative ou par les autres membres; et dernier élément, sous-jacent au précédant, est une espèce de clivage existant entre les femmes qui s'expriment de façon plus régulière (en général celles plus éduquées) et celles le faisant moins. En effet, deux camps semblent s'être créés entre les femmes participant beaucoup (qualifiées de « bavardes » par celles participant moins) et celles participant moins (perçues comme des porte-étendards de leurs maris). Il nous faut garder en tête que les femmes ne sont pas un groupe homogène et qu'il est ardu de parler de « la participation féminine » de manière générale. Voyons ces freins à la prise de parole un peu plus en détail.

En premier lieu, le manque de connaissance des sujets traités est un frein à la prise de parole publique. Par exemple, l'aînée de mon échantillon, Pilar Perez, m'avoua se sentir mal à l'aise d'intervenir à cause de son manque d'éducation, elle qui n'a pas

complété son cycle d'éducation primaire. Mais le manque de connaissance n'a pas seulement rapport au niveau d'éducation atteint, mais touche aussi les connaissances précises par rapport au sujet traité. Par exemple, l'une des universitaires, Mabel Moreno, m'affirma que même si elle prend la parole pour discuter de certains sujets, elle n'intervient jamais dans les débats concernant les orientations économiques de la coopérative, puisqu'elle sent qu'elle ne connaît pas suffisamment le sujet. De plus, comme les discussions tournent souvent autour du café, et que les femmes de cette coopérative y ont une participation minimale (donc peu de connaissances et d'expérience à ce niveau), elles n'ont pas le sentiment d'avoir assez de crédibilité pour intervenir, alors elles préfèrent écouter. Ce manque d'intérêt découle généralement du manque de connaissance par rapport au domaine caféier.

En deuxième lieu, les femmes ne prennent pas la parole car elles pensent que leur opinion n'est pas entendue au niveau de la gestion de la coopérative, du moins, selon toutes les participantes résidant à Cebadilla. En effet, en plus de risquer de ne pas être prises au sérieux par leurs camarades membres, elles ont le sentiment que même si elles s'exprimaient, les prises de décisions se font hors de leur portée. Il faut aussi dire que ces femmes ont une longue liste de doléances à adresser à la gérance de la Coopesanta Elena. En plus de l'arréage de paiement des années précédentes, elles déplorent avoir été mises de côté de certains projets, comme par exemple, elles ne bénéficient pas des tours de café. Ce cynisme nuit certainement à une prise de parole effective des femmes.

Finalement, il existe une sorte de hiérarchie entre les femmes prenant la parole et les autres. On le constate entre autres dans cet extrait d'entrevue avec Flavia Fernandez qui ne tient pas en haute estime les femmes ne participant pas activement :

*Pienso que hay mujeres que son mujeres de tipo "robot". Perdón. Tipo "robot". Es como, yo soy una socia de la cooperativa, pero mi esposo maneja el dinero, el café, todo, el toma las decisiones y controla todo, y yo solamente presté mi nombre para ser socia y entregar a la cooperativa. Entonces si hay una asamblea, yo vengo a la asamblea, pero para escuchar, calladita. No en general, pero la mayoría son así. Pero yo considero que es por la falta de educación que cada una de las mujeres tenemos.<sup>88</sup>*

---

<sup>88</sup> « Je pense qu'il y a des femmes qui sont des femmes de type « robot ». Pardon. De type « robot ». C'est comme : je suis une associée de la coopérative, mais mon époux gère l'argent, le café, tout, il prend les décisions et contrôle tout, et j'ai seulement prêté mon nom pour être associée et livrer le café à la coopérative. Alors, s'il y a une assemblée, je vais à l'assemblée, mais pour écouter, silencieuse. Pas en général, mais la majorité sont ainsi. Mais je considère que c'est par le manque d'éducation qu'ont les femmes. » (ma traduction).

Mais ce peu d'estime est également présent dans le cas inverse : les autres sont identifiées comme celles parlant tout le temps, des bavardes. Un clivage existe également entre les membres et les non-membres : les femmes épouses de membres sentent qu'elles ne sont pas dans le droit d'intervenir comme elles ne sont pas membres, alors qu'en principe, elles ont droit de parole (mais pas de vote).

Bref, cet écart entre l'accès à la prise de parole publique et la prise de parole est expliquée par les participantes par un manque de confiance en soi, en ses connaissances et ses moyens, conséquences d'une part des rapports sociaux de sexe inégaux et des rapports de pouvoir entre les femmes, en termes d'éducation, du statut de membre versus celui d'épouse de producteur, etc. Alors que le commerce équitable vise à augmenter la participation des femmes au sein des coopératives affiliées, en insistant entre autres sur leur participation à la prise de décision, on constate que l'accès seul n'est pas suffisant à susciter cette participation. Ces écueils devraient alors être pris en compte dans les formations sur le genre que le commerce équitable affirme vouloir mettre en place.

#### **7.4. Participation au sein de comités**

Une autre forme de participation au sein de la coopérative est au sein des divers comités en place au sein de la Coopesanta Elena. Dans ce cas précis, il existe trois comités, soit le comité d'éducation, le comité de vigilance et le conseil d'administration, qui sont décrits comme suit dans la charte de la Coopesanta Elena, révisée en février 2002 et dont j'ai obtenu copie. Le comité d'éducation est formé de trois membres élus et a pour mandat principal d'élaborer des plans, programmes et budgets touchant l'éducation et les formations agricoles pour les membres, employés et leur famille. Leurs projets ne sont pas mis en place directement et doivent être approuvés par le conseil d'administration. À l'heure actuelle, la principale fonction de ce comité est de gérer les bourses d'étude à octroyer aux membres ou à leurs enfants, financées entre autres par la fondation Hijos del Campo. C'est cet organisme qui a également pour mandat de faire la promotion du coopératisme dans la région et de recruter de nouveaux membres, partie du mandat qui fut plutôt délaissée suite à la crise. Le comité de vigilance, formé de trois membres élus, est en quelque sorte le chien de garde de la bonne gestion de la coopérative. En effet, les membres de ce comité ont pour mandat de s'assurer que les employés et les membres du

conseil d'administration respectent la charte constitutive de la coopérative et remplissent leurs fonctions de façon compétente et honnête. Ils/elles effectuent leur tâche par des vérifications d'inventaires, par l'examen des livres comptables, par la révision des décisions prises au sein du conseil. Finalement, le conseil d'administration est formé de sept membres élus. Par le passé, au moins un membre de chacun des départements de la coopérative devait y être représenté.<sup>89</sup> Les postes au sein de ce conseil sont la présidence, vice-présidence, secrétariat et quatre autres postes administratifs. Le mandat du conseil d'administration est la direction financière supérieure de toutes les activités de la coopérative et de fixer les objectifs généraux auxquels doivent se soumettre la gérante et les employé/es de la coopérative dans leur gestion quotidienne. De plus, le conseil doit fixer la politique générale de la coopérative en établissant des normes et objectifs, en plus de coordonner les divers comités. Ces comités se réunissent en principe chacun une fois à tous les mois, mais dans les faits, comme j'en ai fait l'expérience lors de mon séjour sur le terrain, il arrive régulièrement que les réunions soient indéfiniment reportées ou annulées.

Alors que le commerce équitable affirme que les femmes et les hommes ont des besoins et des intérêts distincts qui doivent être pris en considération dans les diverses étapes de création et de mise en place de projets de développement, la participation des femmes au sein de ces divers comités est certes un indicateur de la réalisation de cet objectif. En effet, la participation au sein de comités représente un investissement en temps et en énergie de façon bénévole, pour la bonne marche de la coopérative. Au moment de mon séjour sur le terrain, cinq femmes participent à divers comités de la coopérative. Beatriz Blanco, Eliana Esteban et Mabel Moreno contribuent au comité d'éducation, Juliana Jiménez siège en tant que trésorière au conseil d'administration et la gérante siège également au conseil d'administration. Aucune femme n'est présente au sein du comité de vigilance.

Il est difficile ici de trouver ce que ces participantes ont en commun. Leur niveau d'éducation est variable : trois d'entre elles ayant entamé des études supérieures tandis que deux n'ont complété que leurs études primaires. Elles n'ont pas nécessairement le même type d'activité économique : quatre sont employées salariées et Eliana Esteban travaille

---

<sup>89</sup> C'est d'ailleurs de cette façon que les femmes entrèrent au sein de ce conseil, par le biais de CASEM.

dans la ferme familiale. Deux d'entre elles ne sont pas productrices de café : l'une est artisane et la seconde entre dans la catégorie « autre ».

Nous pouvons toutefois observer dans le tableau 7.3. que ces deux dernières ont en moyenne deux enfants d'âge primaire et secondaire, donc aucune n'a la responsabilité de bambins d'âge préscolaire qui les obligeraient à demeurer à la maison. Cette notion du nombre et de l'âge des enfants est certes cruciale puisque le domaine des soins familiaux demeure central dans la vie des femmes de cette région.

**Tableau 7.3. Participation présente et passée au sein de comités**

	Nom fictif de la participante	Lien officiel coopérative	Participation comité	Nombre enfants	Âge	Ville
1	Ada Arias	Productrice	Oui (CA, éducation, vigilance.)	2	42	Santa Elena
2	Beatriz Blanco	Productrice	Oui (Éducation)	1	46	San Luis
3	Eliana Esteban	Productrice	Oui (Éducation)	3	41	Cañitas
4	Flavia Fernández	Productrice	Passée (Vigilance et éducation)	3	43	Cerro Plano
5	Hilda Hernández	Productrice / Artisane	Passée (CA)	3	42	Cañitas
6	Ines Iglesias	Artisane	Passée (sein de CASEM)	3	35	Santa Elena
7	Juliana Jiménez	Artisane	Oui (CA)	2	44	La Cruz
8	Leonela Lopez	Autre	Passée (Vigilance)	0	18	Heredia
9	Mabel Moreno	Autre	Oui (Éducation)	2	41	San Luis
	<b>Moyenne</b>			2.1	39.1	
	<b>Médiane</b>			2	42	

Source : Entrevues avec les participantes de la Coopesanta Elena, été 2008.

Élargissons notre analyse maintenant pour examiner la participation présente et passée au sein de comités. En effet, on constate que plusieurs femmes de mon échantillon ont fait partie d'un comité par le passé. En tout et partout neuf des participantes interviewées ont à un moment ou un autre fait partie d'un comité. On constate en fait que de toutes les femmes membres interviewées, seules les femmes de Cebadilla n'ont jamais participé d'aucune façon au sein d'un comité, pour l'ensemble des diverses raisons discutées plus haut.

L'implication semble s'être concentrée surtout au sein du comité d'éducation, où cinq d'entre elles se sont engagées. Depuis ses débuts, ce comité semble toujours avoir été très populaire chez les femmes; en fait, il fut toujours composé en majorité de femmes. Peut-être peut-on associer ce comité à une extension de leur devoir familial de soins et que, puisque l'éducation des enfants est généralement considérée comme du ressort des femmes,

ce comité leur revenait logiquement. Il faut également dire que peu d'hommes sont motivés à faire partie de ce comité. Les femmes ainsi s'occupent non seulement de leurs propres enfants mais de ceux de tous les membres de la coopérative, dans une optique de soins.

Les femmes ont également réussi à prendre place au sein d'autres comités exigeant des compétences plus techniques, hors du champ traditionnel des soins. Par exemple, trois d'entre elles ont participé au comité de vigilance, et trois au conseil d'administration. Encore une fois, l'éducation supérieure ne semble pas nécessairement être un pré-requis à la participation dans ce type de comité. En effet, les postes au conseil d'administration, soit les plus sérieux de la coopérative, sont ou furent comblés par une universitaire et deux femmes n'ayant que complété leur éducation primaire. L'éducation supérieure semble avoir un impact sur la diversité des postes occupés, puisque seules deux universitaires ont occupé des postes variés. De plus, on remarque que des neuf participantes ayant occupé un poste électif, cinq ont déjà été membres de CASEM, ce qui semble encore une fois insister sur l'importance de cet ancien département pour l'acquisition de sens de soi, de confiance en soi et de la reconnaissance par les pairs lors d'occupation de postes élus chez les femmes.

Le désir de participation actuel des femmes semble alors résider à l'extérieur de données purement démographique. Penchons-nous alors sur les motivations de ces dernières à participer aux comités de la coopérative. Celles participant au sein des comités sont toutes mues par un sens du devoir affiné. En effet, les raisons pour lesquelles elles affirment faire partie de comités comprennent le devoir de charité chrétienne, la promotion du coopératisme, un appui à un mode de production durable, un appui aux petits producteurs et la poursuite d'une tradition familiale, etc. Elles en tirent un sens du devoir accompli et la sensation d'avoir fait avancer une cause qui leur tient à cœur, même si elles reconnaissent que ce travail peut être long et difficile. En effet, le travail en comité suppose l'obtention de consensus et les discussions houleuses peuvent être éprouvantes. De plus, le manque de relève faisant en sorte qu'il est ardu de combler tous les postes dans les comités fait en sorte qu'il n'y a pas beaucoup de rotation, et que ce soit souvent les mêmes personnes qui participent constamment. Toutefois, les femmes affirment qu'elles ont acquis de nombreuses connaissances de leur participation au sein des comités.

### 7.5. Freins structurels à la participation féminine

Maintenant que nous connaissons les motivations des femmes pour prendre part activement au travail au sein de la coopérative, il existe également plusieurs freins structurels décourageant la participation féminine. Durant les entrevues, lorsque interrogées sur ce qui empêche les femmes d'assister davantage aux assemblées et de participer davantage au sein des divers comités, les trois principaux obstacles énumérés sont l'éloignement des bureaux de la coopérative de sa résidence (44% des participantes), les responsabilités familiales (39% des participantes) et le manque de temps des participantes (22%). L'identification de ces obstacles est cruciale afin de comprendre comment encourager la participation féminine au sein de la coopérative. Comme il sera élaboré dans les prochains paragraphes, certains de ces facteurs sont sexospécifiques et d'autres non.

En premier lieu, comme mentionné dans la description du terrain à l'étude, le territoire couvert par la coopérative est très étendu (revoir la carte 4.1), ce qui fait que fort peu de membres habitent près des bureaux de la coopérative.<sup>90</sup> En effet, tous ont besoin d'un moyen de transport (quatre roues, voiture, moto, taxi) pour pouvoir se rendre dans les bureaux de la coopérative, situés près du principal centre touristique. L'essence est particulièrement chère dans cet endroit relativement isolé et montagneux, surtout depuis que la seule station service, située à Monteverde, est temporairement fermée à cause d'une fissure dans son réservoir. En effet, il faut faire de 30 à 45 minutes pour aller faire le plein dans l'agglomération la plus près. En plus du coût du carburant, les rencontres de comités sont régulièrement le soir, et comme le soleil se couche entre 17 et 18 heures toute l'année, se promener sur des routes sinueuses en terre battue ou en gravelle (sous la pluie lors de la saison des pluies) n'est pas nécessairement attrayant. Certaines femmes vont préférer s'engager dans la vie communautaire plus près de chez elles (en terme de distance) qu'au sein de la coopérative, qui exige des réunions fréquentes à une distance considérable. C'est entre autre le cas de Camila Campos de Cebadilla, qui s'implique grandement au sein de sa communauté, entre autres dans la chorale de l'église et aussi dans la coordination d'un programme de tourisme humanitaire, où de jeunes américains viennent séjourner dans le

---

<sup>90</sup> Cette question de distance est également abordée pour les difficultés à transporter son café au beneficio. Comme la coopérative ne paie que la moitié du transport pour se rendre au beneficio et que les coûts de transport dans cette région montagneuse sont importants, c'est certes un facteur amenant les gens à magasiner l'endroit où ils vendent leur café.

village. Cette forme d'engagement est plus facile pour elle, qui doit s'occuper de sa jeune fille handicapée. Ce point est capital, car il est important de se rappeler que cette volonté d'implication pour le bien-être de sa communauté peut être rejointe à l'extérieur de la Coopesanta Elena. En effet, les projets et organisations sont multiples (et les besoins importants) dans la région, et la plupart des femmes interrogées sont membres d'autres organisations communautaires plus près de leur domicile.

En second lieu, même les femmes les plus actives au sein de la Coopesanta Elena ont souvent pris une pause de leur implication lorsque leurs enfants étaient en bas âge. En effet, malgré le fait que la coopérative possède un service de garde, composé d'élèves récipiendaires de bourses de la fondation Hijos del Campo durant les assemblées, les femmes affirment préférer demeurer à la maison lorsqu'elles ont des enfants plus jeunes. Certaines, comme Gabriela Garcia, productrice et mère de deux enfants, croient fermement que c'est leur tâche de s'occuper des enfants, et que les faire garder est un peu faillir à cette tâche: « Mi suegra siempre quiere que los niños están acá, pero digamos, digo que es mío, que es mi... como mi tarea, verdad »<sup>91</sup> (entretien avec Gabriela Garcia). En somme, l'obligation prioritaire de s'occuper de leur enfant supplante tout. De plus, l'éloignement des bureaux entre en conflit avec les obligations familiales des femmes : se déplacer sur une relativement longue distance avec ses enfants semble plus épuisant. Même quand ces dernières décident d'assister aux réunions, plusieurs m'ont affirmé que le service de garde manque d'effectifs, et que lorsqu'elles assistent aux réunions avec leurs enfants, elles n'écoutent pas grand-chose puisqu'elles doivent constamment surveiller leur progéniture du coin de l'œil. Par ailleurs, en plus de s'occuper de leurs enfants (petits comme grands) certaines doivent également prendre soin de leurs parents plus âgés, ce qui peut être aussi demandant. En effet, les femmes interviewées avaient souvent une triple journée de travail, le travail rémunéré, domestique, et communautaire.

En troisième lieu, conséquemment à cette triple journée de travail, combinée aux autres facteurs énumérés plus haut, la plupart des femmes de mon échantillon affirment manquer de temps, ce qui freine leur participation au sein de cette organisation en particulier. Le commerce équitable ne peut donc pas favoriser la participation des femmes

---

<sup>91</sup> «Ma belle-mère aime que les enfants soient chez elle, mais je dis que c'est à moi, que c'est comme ma tâche, n'est-ce pas » (ma traduction).

au sein de cette organisation sans prendre en considération la division sexuelle du travail au sein des maisonnées qui fait en sorte que les femmes n'ont que peu de temps pour elles-mêmes, d'où l'importance d'adopter une approche Genre et développement plutôt qu'une approche s'apparentant à celle de l'Intégration des femmes au développement. Malgré les progrès en termes d'éducation, s'occuper des enfants, de l'entretien ménager ainsi que la préparation des repas demeure presque exclusivement du ressort des femmes. Alors que le temps passé à effectuer des travaux domestiques occupe environ 70 heures par semaine chez les femmes (Sick 1998) et qu'au sein de mon échantillon, toutes les femmes sans exception affirment effectuer les travaux domestiques chez elles, il ne reste que peu de temps pour l'implication communautaire. Pour la plupart d'entre elles, la journée se débute avec le levé du soleil (vers cinq heures), moment où elles se lèvent et préparent le petit déjeuner pour leurs maris et enfants et effectuent des tâches domestiques soit avant d'aller au travail ou avant d'effectuer leurs travaux informels. Elles poursuivent ces travaux domestiques à la fin de la journée (lorsqu'elles travaillent) ou tout au long de la journée lorsqu'elles ont un travail plus flexible. De plus, l'obligation de préparer les repas rend l'assistance aux réunions en soirée difficile.

Bref, s'il souhaite réellement l'*empowerment* féminin, le commerce équitable devra commencer à s'intéresser davantage à la division sexuelle du travail qui fait actuellement en sorte que la sphère reproductive incombe toujours principalement aux femmes, malgré les diverses avancées en termes d'éducation et d'accès à des emplois rémunérés. En effet, cette division internalisée fait en sorte que les femmes qui souhaiteraient s'investir davantage dans les organisations de la sphère publique sont limitées par les responsabilités familiales leur incombant et consommant leur temps. Certes, la coopérative a fait un effort en pensant au service de garde durant les assemblées, mais peut-être devrait-elle aussi songer à effectuer des assemblées rotatives dans chacun des villages pour rendre le fardeau de la distance plus équitable et songer à modifier l'heure des rencontres pour qu'elles n'interfèrent pas avec les obligations familiales des femmes.

#### **7.6. Vers un *empowerment* féministe : prise de conscience de la structure patriarcale du commerce équitable.**

Comme nous avons pu le voir, la participation effective des femmes au sein de la coopérative, que ce soit au travers de la prise de parole au sein des assemblées ou encore la

participation au sein d'un comité, a des impacts positifs pour les femmes, principalement en ce qui a trait à l'estime de soi et du sentiment d'appartenance à un groupe. Mais assistons-nous vraiment ici à l'*empowerment* des femmes selon la définition exposée plus haut? En fait, comme mentionné dans le premier chapitre, un des obstacles les plus grands à l'*empowerment* des femmes est l'oppression internalisée. Cette oppression se manifeste lorsque les iniquités sociales telle la division sexuelle du travail traditionnelle et les rôles sociaux sexospécifiques ne sont pas questionnées (Slater 2001) et sont considérés comme allant de soi. Les femmes consentent alors à être des citoyennes de seconde zone (Kabeer 1999; Rowlands 1997, 1998; Slater 2001). Pour surmonter cette subordination, il faut nécessairement qu'il y ait cette étincelle qu'est la prise de conscience permettant de se rendre compte de sa propre oppression. Cette acquisition d'une conscience critique, comme nous en parle Summerson Carr (2003), s'effectue lorsque les femmes se rendent compte des racines politiques de leur manque de pouvoir et de leur oppression individuelle, en d'autres mots, lorsque les femmes font un lien entre leurs expériences personnelles et les structures opprimantes (Summerson Carr 2003).<sup>92</sup> Cette prise de conscience débute alors par un processus d'analyse critique consistant à comprendre quelle est sa propre position dans la structure et sa relation avec l'environnement, puis de les évaluer en les comparant à celles des autres (Summerson Carr 2003). Est-ce que cette prise de conscience est présente auprès des femmes ayant un lien avec cette coopérative affiliée au commerce équitable?

Afin de répondre à cette question, j'ai interrogé les femmes au sujet de leurs impressions au sujet de la participation des femmes et celle des hommes au sein de la coopérative. Les réponses reçues peuvent être regroupées en trois catégories : celles niant quelque différence que ce soit entre la participation féminine et masculine; celles reconnaissant une différence jugée normale puisque la coopérative se concentre sur le café et que le café est un domaine masculin; et finalement celles, beaucoup moins nombreuses, reconnaissant une iniquité basée sur un machisme structurel.

En premier lieu, nous constatons que la moitié des femmes interviewées (neuf) ne reconnaissent pas qu'il existe un écart entre la participation masculine et féminine. En

---

<sup>92</sup> Il faut toutefois être prudente avec cette définition, qui peut être conçue comme étant occidentale et maternaliste (Parpart et al. 2002)

effet, ces dernières affirment que des personnes des deux sexes participent au sein de la coopérative, que la gérance est assurée par une femme et que certaines femmes sont présentes dans des comités, ce qui reflèterait une coopérative ouverte et égalitaire. En effet, il n'est pas de bon ton de supposer l'existence d'inégalités entre les hommes et les femmes au sein de la coopérative. Alors que la plupart des participantes interrogées sur ce type de relation ne répondaient que de façon courte que les relations étaient bonnes, courtoises, polies, respectueuses, la jeune Leonela Lopez a eu une réponse plus élaborée :

*Hasta donde yo le he visto, hasta que lo asistía en las reuniones del consejo, era muy igual, no eran bromas pesadas, no se siente como así discriminada, nada. Entonces todos iguales, y aquí todos valemos igual, nuestras opiniones valen lo mismo, y nada más. En el equipo que nosotros estamos trabajando, entonces, no importa que somos mujeres o hombres.*<sup>93</sup>

Cette vision idéalisée d'une participation égalitaire n'est pas partagée chez la seconde moitié des participantes, qui reconnaissent à différents degrés les iniquités hommes-femmes au sein de la coopérative. Une partie de ces dernières reconnaissent une participation différenciée selon les sexes, mais sans nécessairement y apposer un regard critique. En effet, la division sexuelle du travail internalisée fait en sorte que l'on reconnaît que le café est le domaine des hommes, alors il est normal que les hommes interviennent et participent davantage que les femmes, qui ne participent généralement qu'aux récoltes.

Finalement, une minorité de l'échantillon, deux femmes éduquées possédant un revenu indépendant, Ada Arias et Flavia Fernandez, ont une vision beaucoup plus critique de la participation féminine au sein de la coopérative. En effet, ces dernières articulent clairement la différence entre la participation nominale et effective des femmes au sein de la coopérative ou encore mettent le doigt sur des causes structurales de la différence de participation. Flavia Fernandez affirme que l'avis des femmes n'est pas réellement pris au sérieux lors des assemblées compte tenu du caractère machiste de la campagne faisant en sorte que les connaissances en agriculture de ces dernières sont considérées comme superficielles et par le fait même, leurs interventions indignes de considération.

Bref, on constate que cette coopérative mixte n'a pas le même *potentiel* de prise de conscience féministe que possédait le département exclusivement féminin de CASEM. La

---

<sup>93</sup> « D'après ce que j'ai vu, lorsque j'assistais aux réunions du conseil, c'était très égalitaire, il n'y avait pas de blagues de mauvais goût, on ne se sentait pas discriminée, ni rien. Donc [nous sommes] tous égaux, et ici nous valons tous la même chose, nos opinions valent la même chose, et rien de plus. Dans l'équipe dans laquelle nous travaillons, alors, il n'est pas important que nous soyons femmes ou hommes. » (ma traduction)

dame âgée Quaker en témoigne avec émotion:

- *CASEM became a model of development of skills. At first, we had local artists to teach the women on how to make the design, but soon enough, the ladies wanted to find their own style, to do their own things. The truth is that CASEM really changed the role of women. They became empowered, they found their own voices... a sense of pride.*

- *How is that?*

- *By the knowledge they learned from different trainings and workshops. They learned to put a percentage of their earnings into savings. The department was also very well organized, by women and for women. I think they were pioneers in the community. They developed policies and directions as a result of women's participation. There were women from different ages, interacting with each other, forming a sense of women community. It was like a non-violent social revolution.[...] (entretien avec la dame âgée Quaker).*

Pour Juliana Jimenez également, la participation au sein de CASEM fut une expérience transformatrice:

*Ahí [...], descubrí lo que es una cooperativa y el cooperativismo. Antes de entrar ahí, yo no tenía mucho conocimiento sobre eso, porque no participaba en nada que había a ver con cooperativa. Pero después de reuniones, de capacitaciones... me lleno, me gusto y me llamo la atención; la manera de trabajar, al beneficio de todas... La oportunidad de poder tener un ingreso por su mismo. Y en las capacitaciones, se aprendió mucho.<sup>94</sup> (entretien avec Juliana Jimenez, artisane et employée salariée).*

Alors que deux femmes éduquées prennent conscience de l'existence d'iniquités structurelles minant la participation féminine, aucun programme n'est mis en place pour contrer cette subordination. Malgré que ces deux femmes m'aient avoué avoir des idées ou des projets pour aplanir ces différences, depuis la scission de CASEM, rien n'a été fait pour créer un nouveau groupe de femmes au sein de la coopérative. D'une part, la gérante avoue que pour susciter ce type d'intérêt qui regrouperait les femmes, il faudrait cerner une activité à l'extérieur de la sphère du café, génératrice de revenus ou non, qui intéresserait suffisamment les femmes pour les motiver à surmonter tous les obstacles structurels à leur participation discutés plus tôt.

*Necesitan más reuniones. [...] Ese es central, más actividades iguales con participación de mujeres. Porque yo se que si hacemos actividades que tiene a ver*

---

<sup>94</sup> «Là [CASEM], j'ai découvert ce qu'est une coopérative et le coopératisme. Avant d'y entrer, je ne connaissais pas grand chose à ce sujet, parce que je ne participait pas à rien ayant à voir avec une coopérative. Mais après des réunions, des formations, ça m'a satisfait, m'a plut et a attiré mon attention; la façon de travailler, au bénéfice de toutes... La possibilité d'avoir un revenu à soi. Et dans les formations, on apprenait beaucoup» (ma traduction).

*con pinturas, y todas las actividades que son con arte, hay más mujeres que participan. Pero al mismo dar más título a las mujeres.*<sup>95</sup>

### **7.7. Commerce équitable, participation féminine et empowerment.**

Nous avons vu jusqu'ici que les femmes participent de différentes façons au sein de cette coopérative, et nous retrouvons même des femmes dans des rôles atypiques de pouvoir, comme en témoigne le fait que le poste de gérante soit détenu par une femme et que quelques postes techniques au sein de comités (comité de vigilance ou du conseil d'administration particulièrement) soient ou ont été occupés par des femmes. Alors que l'étude de la place des femmes au sein d'autres coopératives affiliées au commerce équitable démontrait une participation négligeable des femmes (par exemples, Ronchi 2002; Bacon et al. 2008; Lyon 2008), il serait important de se pencher ici sur les raisons de ces différences de participation féminine.

En effet, il semble se dégager de mon étude que la participation féminine dans cette coopérative s'explique davantage par son histoire, particulièrement par la création de CASEM, plutôt que par les efforts du commerce équitable. Cette participation féminine plus importante au sein de cette coopérative s'explique également par la petite taille de l'organisation, ainsi que par le manque de relève. Alors que des femmes œuvrant depuis longtemps au sein de certains comités m'ont avoué avoir envie de céder leur place, il appert qu'à chaque assemblée, il est excessivement ardu de trouver des volontaires pour combler les divers postes électifs. En effet, ce faible roulement de personnel dû au manque de gens prêts à s'impliquer au sein de la coopérative facilite l'accès à l'implication des femmes.

Bref, le fait que la Coopesanta Elena soit affiliée au commerce équitable n'a pas d'incidence directe sur la participation féminine même si cette dernière respecte (peut-être même à son insu) certains de ses critères, comme ceux de non-discrimination quant à l'accession au membership, à l'emploi ou aux postes électifs de la coopérative. À cet effet, la gérante affirme ne pas avoir de lignes directrices quant à la participation féminine ou à la création d'incitatifs pour ces dernières. Les objectifs de genre du commerce équitable sont certes repris dans la charte de COOCAFÉ (comme démontré par Ronchi 2001), mais ces objectifs sont mis en place de façon décentralisée, à la discrétion de chacune des

---

<sup>95</sup> « Elles ont besoin de plus de réunions. [...] C'est central, plus d'activités également avec la participation des femmes. Parce que je sais que si nous faisons des activités qui ont à voir avec la peinture, ou toutes les activités qui sont avec l'art, il y a plus de femmes qui participent. Mais en même temps, on donne plus de valeur aux femmes » (ma traduction).

coopératives. C'est à son histoire et aux efforts passés de certaines femmes que cette coopérative doit ses acquis en termes de participation féminine.

### **7.8. Commerce équitable et éducation future des femmes.**

Si le commerce équitable n'a pas d'incidence directe sur l'*empowerment* féminin dans le cas étudié, on peut toutefois affirmer qu'il pourrait potentiellement avoir un impact dans l'avenir, par le biais de la fondation Hijos del Campo. Comme mentionné dans les trois derniers chapitres, l'éducation est une ressource importante qui a un impact sur l'accès et le contrôle de diverses autres ressources et sur la participation au sein de la coopérative.

En effet, c'est la prime du commerce équitable qui finance la fondation Hijos del Campo, qui octroie des bourses d'études supérieures aux membres ou enfants des membres<sup>96</sup>. On constate que cette fondation est fort appréciée chez les membres, puisque dix des participantes en bénéficient, en ont bénéficié ou sont en attente d'une réponse. C'est en fait le service offert le plus connu et le plus sollicité par les membres. En plus de l'implication nombreuse de membres féminins à ce comité, les gens qui bénéficient de cette fondation sont principalement des enfants, autant filles que garçons. La fondation Hijos del Campo contribue à améliorer l'accès à l'éducation supérieure des jeunes filles. L'éducation semble être une ressource importante à l'*empowerment* féminin, et c'est donc de cette façon détournée que le commerce équitable participe au potentiel d'*empowerment* féminin, car c'est de par la prime octroyée par cet organe de commerce alternatif qu'est financée cette fondation.

---

<sup>96</sup> Ou encore protégés des membres. L'octroi de ces bourses va prioritairement aux enfants des membres, mais les candidatures de nièces, neveux, petits-enfants, etc peuvent être considérées.

## CONCLUSION

Afin d'effectuer la synthèse des résultats présentés dans cette thèse, je crois qu'il est nécessaire de revenir sur le concept au centre de l'analyse. L'*empowerment* dans ce travail est conceptualisé en tant que tripode alliant ressources, agentivité et résultats. Ce tripode est analysé en termes de prise de décisions stratégiques, nécessitant l'acquisition de trois types de pouvoir. Inspirés des textes de Charlier (2006) et Rowlands (1998), ces trois types de pouvoir sont définis comme un **processus** par lequel les personnes deviennent plus conscientes de leurs intérêts (pouvoir intérieur), du lien qu'ils ont avec les intérêts des autres (pouvoir avec), pour participer d'une position de plus grande force dans l'influence et la prise de décisions (pouvoir de). Cet aspect "mouvant" de l'*empowerment*, défini en termes de processus relatif et réversible (William 2004), est central à notre compréhension des résultats obtenus dans cette thèse. En effet, en conceptualisant l'*empowerment* en tant que continuum où peuvent se succéder des phases d'*empowerment* et de *disempowerment*, il est plus facile de comprendre les résultats ambigus et nuancés de cette recherche. À titre de conclusion, dans les prochains paragraphes, j'effectuerai d'abord un bref retour sur certains défis méthodologiques ayant influencés l'analyse de ma thèse. Je reviendrai ensuite sur les principaux résultats, à la lumière des différents indicateurs choisis pour mesurer l'*empowerment* des membres et épouses de membres de la Coopesanta Elena. Je terminerai par une réflexion sur le potentiel d'*empowerment* d'organisations mixtes et non-mixtes, en comparant brièvement les expériences des participantes au sein de CASEM et de la Coopesanta Elena.

### **Retour sur la méthodologie**

Comme discuté dans le deuxième chapitre de cette thèse, au sein de la littérature du commerce équitable, l'*empowerment* des productrices de café est un objectif diffus, peu documenté et peu mis en œuvre. Les objectifs genrés flous et la décentralisation de leur application au sein des coopératives démontrent que les efforts du commerce équitable relèvent davantage du discours que d'une volonté de favoriser l'*empowerment* féminin. Toutefois, je me suis interrogée à savoir si, sans en faire la promotion active, le commerce équitable, en tant que levier de développement, possède un potentiel de transformation des rapports sociaux de sexe. Alors que le commerce équitable fait la promotion active de

*l'empowerment* des **producteurs** du Sud en aplanissant les écarts Nord-Sud et en favorisant l'organisation en coopérative, j'ai tenté de voir par une étude sur le terrain comment ces objectifs d'équité se reflétaient également chez les femmes membres et épouses de membres d'une coopérative affiliée à ce mouvement.

Toutefois, le choix comme tel de la Coopesanta Elena, de ses membres et épouses de membres comme sujet de recherche explique en grande partie l'absence de démonstration claire de l'existence ou de l'absence d'influence du commerce équitable de café sur les participantes. En effet, ce n'est qu'une fois sur le terrain que je me suis rendue compte de l'importance secondaire et même tertiaire des revenus caféiers pour les producteurs de cette coopérative, rendant ardu l'établissement d'un lien clair entre commerce équitable et *empowerment* féminin. Alors qu'il existe des communautés dépendant quasi-exclusivement de l'agriculture, l'économie de Monteverde repose plutôt sur le tourisme. Je me retrouvais donc avec une incohérence entre les objectifs de la recherche et la réalité du terrain. Cette coopérative ne s'avérait donc pas le meilleur choix puisqu'elle n'est pas représentative de la réalité rurale agricole de ce pays. Par ailleurs, je n'y ai pas retrouvé la participation active des femmes en son sein telle que louée par Ronchi (2002) puisque la situation avait beaucoup évolué depuis la scission de CASEM. En ce sens, le devis initial de la recherche ne collait pas vraiment à la réalité sur le terrain. Par ailleurs, une seconde limite importante à l'obtention de conclusions claires est la petite taille de mon échantillon et même de ma population, qui empêche une généralisation des résultats. Bref, c'est en gardant ces limites en tête qu'il faut analyser les résultats de cette thèse.

## **Retour sur les résultats**

### ***Ressources***

L'accès et le contrôle d'un salaire s'est avéré un indicateur central à *l'empowerment* féminin pour les participantes. D'une part, plusieurs femmes ont su tirer avantage des transformations économiques de la région. En effet, plusieurs d'entre elles ont pu profiter du virage touristique de la région pour décrocher un emploi fixe, avec un salaire stable. La culture caféière, où elles tiennent d'ailleurs un rôle marginal et saisonnier, ne leur offraient pas de telles conditions d'emploi. Cette entrée des femmes dans ce secteur de l'économie

non-agricole avec un salaire fixe semble contribuer à leur donner contrôle accru de leur salaire. Bien que la gestion des ressources financières dans chaque ménage soit effectuée en grande partie dans un budget commun, celles occupant un emploi salarié non agricole ont davantage de contrôle, possédant de l'argent de poche pour leurs dépenses personnelles. Ce type d'emploi n'est cependant pas nécessairement accessible à toutes, et plusieurs facteurs, dont l'âge, le nombre d'enfants et leur âge, la distance les séparant des centres touristiques et la scolarité des femmes influencent leur capacité d'obtention d'un emploi stable et à salaire fixe, prévisible. Compte tenu des limites énumérées plus haut, il est ardu de comprendre quels autres facteurs influencent le contrôle efficace des revenus au sein des maisonnées, puisque toucher un revenu fixe ne garantit pas à lui seul le contrôle sur cet argent.

L'importance secondaire de l'agriculture dans la région (nous pouvons même parler de déclin de l'activité caféière), combinée aux obstacles structurels d'accès à la terre et aux connaissances agricoles que vivent les femmes rend plus attrayantes les emplois du domaine touristique que l'activité agricole. La division sexuelle du travail en milieu agricole est internalisée chez la plupart des participantes. Ainsi, elles manifestent généralement peu d'intérêt pour les tâches agricoles et s'impliquent peu dans la prise de décision quotidienne à cet effet. La situation particulière de la région de Monteverde fait en sorte que les femmes ont plusieurs autres opportunités économiques à l'extérieur de la sphère du café, emplois plus stables et mieux rémunérés qui leur sont beaucoup plus facilement accessibles. La lutte pour le changement des mentalités dans le milieu agricole est une activité peu attrayante. Comme cette thèse s'interroge sur le potentiel d'*empowerment* du commerce équitable, si les femmes s'éloignent ainsi de la culture du café pour s'investir dans des emplois du secteur touristique, elles s'éloignent du même coup de la sphère d'influence du commerce équitable.

### ***Agentivité***

Sans faire l'adéquation entre participation au sein de la coopérative et agentivité, la prise de parole et l'implication des femmes dans les divers comités démontrent que ces dernières occupent un espace dans la sphère publique digne de mention. Mais est-ce que le commerce équitable comme tel a une influence (présente ou potentielle) sur la participation féminine au sein d'une institution démocratique comme la Coopesanta Elena? D'une part,

de concert avec les résultats de l'étude de Lyon (2008), je n'ai pas observé au sein de la Coopesanta Elena une quelconque forme de promotion d'initiatives génératrices de revenus pour les femmes, ni de soutien ciblé pour les productrices caféières ni d'incitatifs favorisant la participation féminine. D'autre part, depuis le virage de la coopérative exclusivement vers l'activité caféière et le départ de CASEM, la participation féminine a beaucoup diminué et y est moins active. La participation actuelle des femmes dans les assemblées et dans différents comités est minoritaire, malgré une petite base de femmes qui, depuis des années, s'y impliquent activement. La participation des femmes se heurte à plusieurs freins, dont plusieurs témoignent d'une division sexuelle du travail qui leur imposent la charge reproductive. L'implication au sein de la coopérative représente souvent une troisième charge de travail. D'autres freins tant "physiques", comme la distance par rapport aux bureaux de la coopérative, que psycho-sociaux, comme le sentiment que son opinion n'intéresse personne, nuisent également à la participation féminine. Finalement, l'activité caféière étant de moins en moins considérée comme un métier prometteur, les nouvelles occasions économiques font en sorte que les femmes (généralement plus jeunes) ne considèrent pas l'activité caféière comme gagne pain potentiel, ce qui laisse à s'interroger sur le potentiel d'*empowerment* féminin du commerce équitable si la grande majorité des femmes s'éloigne de cette avenue économique.

### ***Réalisations***

Malgré le fait que mon étude compte davantage de femmes en position de pouvoir au sein des comités, du conseil d'administration et même de la gérance de la coopérative comparativement à d'autres études comme celles de Lyon (2008); Bisailon et *al.* (2005); Utting-Chamorro (2005), la présence des femmes dans des postes électifs reste minoritaire. Le rôle du commerce équitable quant à cette présence plus marquée (mais toujours minoritaire) des femmes en position de pouvoir est peu probant. C'est plutôt l'historique de la participation féminine au sein de cette coopérative que des efforts concertés au présent d'une quelconque institution qui explique cette participation féminine. D'ailleurs, cette situation minoritaire des femmes au sein d'une coopérative mixte n'est que faiblement remise en question par les membres et les épouses de membres. Ces dernières évoquent fréquemment le fait que le café est un domaine masculin, et qu'il est donc «normal» que ces derniers s'investissent davantage au sein de la coopérative. Quoique quelques femmes

remettent ce caractère «naturel» en cause, une telle prise de conscience des iniquités structurelles entre hommes et femmes demeurent des réflexions personnelles et ne se traduisent pas en des gestes concrets, organisés.

### **Mixité et non-mixité: une piste de réflexion à approfondir**

Puisque la participation féminine semblait plus génératrice d'*empowerment* alors que CASEM faisait toujours partie de la Coopesanta Elena, cela m'amène à m'interroger, pour fins de recherches futures, sur le potentiel d'*empowerment* féminin par la participation en milieu mixte (et non traditionnel pour les femmes) et non-mixte (dans un milieu jugé plus traditionnel), et sur le rôle que le commerce équitable pourrait y jouer. La raison pour laquelle j'ai trouvé intéressante la situation de cette coopérative une fois sur place est l'évolution de la participation féminine depuis la scission du département d'artisanat CASEM. En comparant les expériences des femmes au sein de CASEM et de la Coopesanta Elena, il semble que la non-mixité, combiné au travail connoté féminin, ait été généralement plus valorisant pour les participantes. La piste de réflexion à creuser est la suivante: est-ce que la non-mixité des groupes de femmes est plus porteuse en termes d'*empowerment* que les regroupements mixtes? Dans le cas de CASEM et de la Coopesanta Elena, ce semble avoir été le cas. Pour CASEM, l'initiative de création de revenus par la confection d'artisanat a outrepassé sa fonction strictement économique (par ailleurs bénéfique) pour créer un sentiment d'appartenance et de partage d'expérience. En effet, la participation à CASEM a permis la création d'une solidarité féminine, à l'extérieur des liens familiaux, et a même servi d'outil de revendication. D'autres auteures ont affirmé que les coopératives de femmes créent un espace permettant aux femmes de discuter de leurs intérêts et problèmes, permettant ainsi une prise de conscience de groupe et donc politique (Mayoux 1988; Ebert 1999; Gonzalez-Cabana 2002; Sampaio 2004). On impute également à ces groupes la consolidation d'une confiance en elles-mêmes, en plus du développement de leur capacité de gestion, encourageant les femmes à prendre un plus grand contrôle sur leur vie et prendre part à la prise de décision tant dans leur coopérative que dans leur foyer (Utting-Chamorro 2005). Ce genre d'activités visant spécifiquement des changements dans les rapports sociaux de sexe n'est plus présent au sein de la Coopesanta Elena. Bien qu'au sein de cette coopérative, les assemblées, postes et formations soient ouverts autant aux femmes qu'aux hommes, ce seul accès n'est pas

suffisant pour surmonter les divers freins structurels à la participation féminine. Comme démontré dans mon étude, plusieurs femmes hésitent à prendre la parole au sein des assemblées de la Coopesanta Elena, souvent parce qu'elles ne se sentent pas impliquées ou assez compétentes en matière agricole, puisque le café est principalement du ressort des hommes. Dans le cas de CASEM, les femmes étaient les actrices principales du département. Puisque l'artisanat était leur propre activité génératrice de revenu, la prise de parole et le partage d'avis était plus aisé. Bien que certaines femmes ressentent une satisfaction de devoir accompli par leur participation à la Coopesanta Elena, ce qui n'est pas en soi négligeable, le fait de ne pas remettre en cause les désavantages structurels nuisant à l'épanouissement des femmes tant dans la sphère publique que privée ne témoigne pas du potentiel de transformation sociale de l'*empowerment*.

Dans le cas présent, il semble que l'organisation en groupe exclusivement féminin a favorisé la création d'un espace où les femmes pouvaient développer une conscience politique, sociale et culturelle et, de façon concomitante, dans lequel les femmes défient, raffinent et réorganisent le système de pouvoir préexistant (Troutner et Smith 2004; Batliwala 1994). Toutefois, dans le cas de CASEM, ce groupe de femmes se concentre toujours autour de l'artisanat, une activité économique à connotation traditionnellement féminine et peu lucrative. On peut alors se demander s'il est nécessaire de défier une division traditionnelle du travail afin de promouvoir l'*empowerment* féminin. Selon Ebert (1999), en respectant cette division traditionnelle, on rencontre les besoins des femmes, leur permettant de travailler à la maison ou à proximité, tout en restant connectées aux autres femmes de la coopérative (Ebert 1999) et de cette connexion peut alors émerger la prise de conscience des iniquités dans les rapports sociaux de sexe. Par ailleurs, l'organisation de groupes de femmes ne saurait être une panacée; il ne faut pas nier les rapports de pouvoir existant entre les femmes. Toujours est-il que les groupes de femmes semblent être une avenue intéressante pour l'*empowerment* féminin, particulièrement si s'y enjoint une remise en question des rapports sociaux de sexe.

Cela étant dit, quant est-il du potentiel du commerce équitable comme outil de transformation des rapports sociaux de sexe? Comme traité dans la thèse, le commerce équitable ne traite pas des difficultés historiques d'accès et de contrôle des ressources terriennes pour les femmes. Malgré le fait que les lois permettent la possession terrienne

des femmes, par achat comme par héritage, ces dernières se heurtent à divers obstacles issus d'une division du travail genré, dans laquelle les femmes s'impliquent peu en agriculture. En effet, dans le cas du café, il existe une division sexuelle du travail où les femmes jouent un rôle ponctuel plutôt que systématique, de fond. Cela limite le potentiel transformatif du commerce équitable puisque les femmes en sont rarement les bénéficiaires directes et que la transformation de ces conventions sociales n'est pas un de ses objectifs. Il ne faut pas oublier que le commerce équitable est avant tout levier de développement «top-down», avec des critères fixes établis au Nord. Le commerce équitable s'inscrit dans une logique de libre-échange, orientée (et basée) sur le marché et que les bénéfices redistribués aux participants sont dépendants de la demande. Ainsi, le commerce équitable demeure issu d'un choix politique au Nord (Lyon 2006), faisant en sorte que les producteurs du Sud demeurent sujets et non agents de leur développement. Malgré ses engagements sociaux le distinguant des échanges Nord-Sud traditionnels, peut-être que la nature même du commerce équitable et son emphase sur la production de denrées peu transformées, sujettes à une division sexuelle préexistante, limite sa capacité de favoriser l'*empowerment* féminin.

Bref, malgré l'intégration de notion d'équité des genres au sein du discours du commerce équitable, on peine à les voir les impacts du commerce équitable en termes de rapports sociaux de sexe plus équitable. En n'abordant pas en profondeur les sources d'exclusion des femmes au sein de son champ d'influence, dans ce cas-ci, la culture caféière, ces dernières demeurent minoritaires en tant que bénéficiaires et actrices au sein des différents programmes de la coopérative affiliée au commerce équitable. De plus, la participation en milieu mixte semble un espace moins propice à la pleine participation et l'*empowerment* des femmes. En ce sens, il serait intéressant, dans de futures recherches, de s'attarder aux quelques coopératives caféières latino-américaines exclusivement féminines affiliées au commerce équitable, afin d'analyser l'influence de la mixité et de la non-mixité sur la participation féminine dans ces institutions.

## BIBLIOGRAPHIE

- ACKER, Sandra (2000), « In / Out / Side. Positioning the Researcher in Feminist Qualitative Research », *Documentation sur la recherche féministe*, 28, 1-2:189-208.
- AFSHAR, Haleh (1998), « Introduction. Women and Empowerment- Some Illustrative Studies », dans Haleh Afshar (dir.), *Women and Empowerment. Illustrations From the Third World*, New York, St-Martin's Press: 1-10.
- AITHAL, Vathsala (1999), « Empowerment and Global Action of Women – Theory and Practice », Working Papers, Kvinnforsk, University of Tromso, disponible en ligne au [http://www.skk.uit.no/WW99/papers/Aithal\\_Vathsala.pdf](http://www.skk.uit.no/WW99/papers/Aithal_Vathsala.pdf), consulté en janvier 2008.
- ARGAWAL, Bina (1997), « Bargaining and Gender Relations: Within and Beyond the Household », *Feminist Economics*, 3, 1: 1-51.
- BACON, Christopher (2005), « Confronting the Coffee Crisis: Can Fair Trade, Organic, and Specialty Coffees Reduce Small-Scale Farmer Vulnerability in Northern Nicaragua? », *World Development*, 33, 3: 497–511.
- BACON, Christopher, Ernesto Méndez, María Eugenia Flores Gómez, Douglas Stuart et Sandro Raúl Dias Flores (2008), «Are Sustainable Coffee Certifications Enough to Secure Farmer Livelihoods? The Millennium Development Goals and Nicaragua's Fair Trade Cooperatives», *Globalizations*, 5, 2: 259-274.
- BATLIWALA, Srilatha (1994), « The Meaning of Women's Empowerment: New Concepts from Action », dans Gita Sen, Adrienne Germain et Lincoln C. Chen (dir.), *Population Policies Reconsidered: Health, Empowerment and Rights*, Boston, Harvard Center for Population and Development Studies:127-138.
- BEETHAM, Gwendolyn et Justina Demetriades (2007), « Feminist Research Methodologies and Development: Overview and Practical Application. », *Gender and Development*, 15, 2:199-216.
- BISAILLON, Véronique, Corinne Gendron et Marie-France Turcotte (2005), « Commerce équitable comme vecteur de développement durable? », *NPS*, 18, 1 :73-89.
- BLUMBERG, Rae Lesser (1989), « Towards a Feminist Theory of Development », dans Ruth A. Wallace (dir.), *Feminism and Sociological Theory*, Newbury Park, Sage Publications:161-199.
- BLUMBERG, Rae Lesser (2004), « Climbing the Pyramids of Power. Alternative Routes to Women's Empowerment and Activism » dans Peter H. Smith, Jennifer L. Troutner et Christine Hünefeld (dir.), *Promises of Empowerment. Women in Asia and Latin America*, Boulder, Rowman & Littlefield Publishers Inc:60-87.

BODUR, Marella et Susan Franceschet (2002), « Movements, States and Empowerment. Women's Mobilization in Chile and Turkey » dans Jane L. Parpart, Shirin M. Rai et Kathleen Staudt (dir.), *Rethinking Empowerment. Gender and Development in a Global / Local World*, New York, Routledge / Warwick Studies in Globalization : 112-132.

BONG-HO, Mok (2004), « Self-Help Group Participation and Empowerment in Hong Kong », *Journal of Sociology and Social Welfare*, 31, 3:153-168.

BOSERUP, Esther (1970), *Woman's Role in Economic Development*, London, Allen & Unwin.

BOUTIN, Gérald (2006), *L'entretien de recherche qualitatif*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec.

CABAÑAS LOS PINOS, *Monteverde y Santa Elena Map*, disponible en ligne au <http://www.lospinos.net/images/mapa-monteverde.jpg>, consulté en mai 2008.

CHARLIER, Sophie (2006), « L'empowerment des femmes dans les organisations de commerce équitable », dans Claude Auroi, Isabel Yépez del Castillo (dir.), *Économie solidaire et commerce équitable acteurs et actrices d'Europe et d'Amérique latine*, Louvain-la-Neuve, Presses universitaires de Louvain : 87-110.

CHOWDHRY, Geeta (1995), « Engendering Development? Women in Development (WID) in International Development Regimes », dans Marianne H. Marchand et Jane L. Parpart (dir.), *Feminism / Postmodernism / Development*, New York, Routledge: 26-41.

CISTOLDI LEE, Jamie (2004), « Access, Self-Image, and Empowerment: Computer Training for Women Entrepreneurs in Costa Rica », *Gender, Technology and Development*, 8, 2:209-229.

COFFEE KIDS (2008), « Coffee Kids, Grounds for Hope. FHC Study of Costa Rica », disponible en ligne au <http://www.coffeekids.org/aboutus/programs/>, consulté en février 2009.

COMITÉ QUÉBÉCOIS FEMMES ET DÉVELOPPEMENT (CQFD) DE L'ASSOCIATION QUÉBÉCOISE DES ORGANISMES DE COOPÉRATION INTERNATIONALE (AQOCI) (2004), « L'approche Genre et Développement » dans *Genre et développement. Trousse de Formation*, Montréal, CQFD-AQOCI : 20-40.

CONN, Mélanie (1991), « Women, Co-ops and Empowerment », dans June M. Bold et Lou Hammond Ketilson (dir.), *Empowerment Through Co-operatives. Selected Papers from the 1990 Meetings of the Canadian Association for Studies in Co-operation (CASC)*, Saskatoon, Centre for the Study of Co-operatives:3-20.

CONVERTISSEUR DE DEVISES UNIVERSEL, disponible en ligne au (<http://www.xe.com/ucc/convert.cgi>), consulté en février 2009.

COOCAFÉ (2009), « ¿Quiénes somos? », disponible en ligne au [www.cococafe.com](http://www.cococafe.com), consulté en février 2009.

COOPESANTA ELENA (2002), *Estatutos de Coopesanta Elena R.L.*, document interne.

CORNISH, Flora (2006), « Empowerment to Participate : A Case Study of Participation by Indian Sex Workers in HIV Prevention », *Journal of Community & Applied Social Psychology*, 16:301-315.

CRETNEY, John et Adimaimalaga Tafuna'i (2004), « Tradition, Trade and Technology: Virgin Coconut Oil in Samoa », dans Marilyn Carr (dir.), *Chains of Fortune. Linking Women Producers and Workers with Global Markets*, Londres, Commonwealth Secretariat: 45-74.

DAGENAIS Huguette et Denise Piché (1994), « Conceptions et pratiques du développement : Contributions féministes et perspectives d'avenir », dans Huguette Dagenais et Denise Piché (dir.), *Femmes, Féminisme et Développement*, Montréal, McGill University Press : 3-76.

DE WAAL, Maretha (2006), « Evaluating Gender Mainstreaming in Development Projects », *Development in Practice*, 16, 2: 209-214.

DEERE, Carmen Diana (1987), « The Latin American Agriarian Reform Experience » dans Carmen Diana Deere et Magdalena León (dir.) *Rural Women and State Policy*, Boulder, Westview Press: 165-190.

DUFOUR, Pascale, Dominique Masson et Dominique Caouette (sous presse), *Transnationalizing Social Movements : Solidarities Without Borders*, Vancouver, UBC Press.

EBERT, Christine E. (1999), « Seeking Our own food : Indigenous Women's Power and Autonomy in San Pedro Chenalho, Chiapas (1980-1998) », *Latin American Perspectives*, 106, 26, 3: 3-36.

FAIRTRADE LABELLING ORGANISATION (2006), « Explanatory Document for the Generic Fair Trade Standard For Small Farmers' Associations », disponible en ligne au [http://www.fairtrade.net/uploads/media/Explan\\_Doc\\_Small\\_Farmers\\_Mar\\_2006\\_EN\\_01.pdf](http://www.fairtrade.net/uploads/media/Explan_Doc_Small_Farmers_Mar_2006_EN_01.pdf), consulté en janvier 2009.

FAIRTRADE LABELLING ORGANISATION (2007a), « FLO training Manual 3.1. Joint Body Principles », disponible en ligne au [http://www.fairtrade.net/fileadmin/user\\_upload/content/3.1\\_FLO\\_Training\\_Manual\\_Joint\\_Body\\_Processes\\_May\\_2007.pdf](http://www.fairtrade.net/fileadmin/user_upload/content/3.1_FLO_Training_Manual_Joint_Body_Processes_May_2007.pdf), consulté en janvier 2009.

FAIRTRADE LABELLING ORGANISATION (2007b), « Generic Fairtrade Standards », disponible en ligne au [www.fairtrade.net/fileadmin/user\\_upload/content/Generic Fairtrade Standard SF March 2007 EN.pdf](http://www.fairtrade.net/fileadmin/user_upload/content/Generic_Fairtrade_Standard_SF_March_2007_EN.pdf), consulté en août 2007.

FAIRTRADE LABELLING ORGANISATION (2009), « A Charter of Fair Trade Principles », disponible en ligne au [http://www.fairtrade.net/fileadmin/user\\_upload/content/2009/about\\_us/documents/Fair Trade Charter.pdf](http://www.fairtrade.net/fileadmin/user_upload/content/2009/about_us/documents/Fair_Trade_Charter.pdf), consulté en janvier 2009.

GONZALEZ-CABANA, Alma Amalia (2002), « Evaluation of the Current and Potential Poverty Alleviation Benefits of Participation in the Fair Trade Market: The Case of Unión La Selva, Chiapas, Mexico », Union of Societies of La Selva, Federation of Social Solidarity Societies, San Cristóbal de las Casas, Chiapas, Mexique. (non publié)

HÉBERT, Yvonne M. (2001), « Représentation de la femme en tant qu'objet et agent de recherche », *Encounters on Education*, 2, automne : 145-159.

HEYCK, Denis, Lynn Daly (2002), « Part Three : Nicaragua », dans Denys Lynn et Daly Heyck (dir.), *Surviving Globalization in Three Latin American Communities*, Peterborough, Broadview Press: 201-283.

HEERAH, Shirini (2006), *Creating Spaces for Change: Women's Empowerment and the Case of Panchayati Raj in India*, United Nations International Research and Training Institute for the Advancement of Women (INSTRAW).

HIVOS (2008), « HIVOS Partners and Projects », disponible en ligne au [www.hivos.nl/english](http://www.hivos.nl/english), consulté en février 2009.

ICAFÉ (2008), « Estadísticas sobre producción, exportación, importación y precios », disponible en ligne au [www.icafe.go.cr](http://www.icafe.go.cr), page consulté en mars 2008.

INFOCOOP (2007), « Misión, Visión y Políticas », disponible en ligne au [www.infocoop.go.cr](http://www.infocoop.go.cr), consulté en août 2007.

INSTITUT DE MONTEVERDE (2009), disponible en ligne au [www.mvinstitute.org](http://www.mvinstitute.org), consulté en mai 2009.

INTERNATIONAL FEDERATION FOR ALTERNATIVE TRADE (2007), « What is Fair Trade? ». Disponible en ligne à [www.ifat.org](http://www.ifat.org), consulté en août 2007.

KABEER, Naila (1999), *The Conditions and Consequences of Choice. Reflection on the Measurement of Women's Empowerment*, Genève, United Nations Research Institute for Social Development.

- KABEER, Naila (2003), *Gender Mainstreaming in Poverty Eradication and the Millennium Development Goals*, Ottawa, Commonwealth Secretariat, CRDI , ACIDI: 169-195.
- KESBY, Mike (2005), « Retheorizing Empowerment-Through-Participation as a Performance in Space: Beyond Tyranny to Transformation », *Signs*, 30, 4 :2037-2065.
- KUUMBA, Bahati M. (2001), *Gender and Social Movements*, Walnut Creek, CA, Altamira Press: 95-116.
- LAIRAP-FONDERSON, Joséphine (2002), « The Disciplinary Power of Micro-Credit. Examples From Kenya and Cameroon. », dans Jane L. Parpart, Shirin M. Rai et Kathleen Staudt (dir.), *Rethinking Empowerment. Gender and Development in a Global / Local World*, Routledge / Warwick Studies in Globalization : 182-198.
- LAYDER, Derek (1994), *Understanding Social Theory*, London, Sage Publications.
- LEMAY, Jean-Frédéric (2005), « Mouvance, altermondialisation et identité collective des organisations. Les tribulations d'une association de commerce équitable », *Anthropologie et Sociétés*, 29, 3 : 39-58.
- LENNIE, June, Caroline Hatcher et Wendy Morgan (2003), « Feminist Discourses of (dis)Empowerment in an Action Research Project Involving Rural Women and Communication Technologies », *Action Research*, 1, 1, 57-80.
- LISTER, Ruth (2003), *Citizenship. Feminist Perspectives*, New York, New York University Press.
- LYON, Sarah (2006), « Evaluating Fair Trade Consumption: Politics, Defetishization and Producer Participation », *International Journal of Consumer Studies*, 30, 5: 452–464.
- LYON, Sarah (2008), « We Want to be Equal to Them: Fair Trade Coffee Certification and Gender Equity Within Organization », *Human Organization*, 67, 3: 258-268.
- LUECHTFORD, Peter (2006), « Brokering Fairtrade: Relations Between Coffee Producers and Alternative Trade Organizations - A View from Costa Rica » dans David Lewis and David Mosse (dir.), *Development Brokers and Translators: the Ethnography of Aid and Agencies*, Bloomfield, Kumarian Press:127-148.
- MALHOTRA, Anju et Sidney Ruth Schuler (2005), « Women's Empowerment as a Variable in International Development », dans Deepah Narayan (dir.) *Measuring Empowerment. Cross-Disciplinary Perspectives*, Washington DC, Banque mondiale: 71-88.
- MAYOUX, Linda (1988), « All Are Not Equal: African Women in Cooperatives », dans Linda Mayoux (dir.), *All Are Not Equal: African Women in Cooperatives*, Institute for African Alternative (IFAA), London : 3-24.

MOGHADAM, Valentine M. et Lucie Senftova (2005), « Measuring Women's Empowerment: Participation Land Rights in Civil, Political, Social, Economic, and Cultural Domains », *International Social Science Journal*, 57, 2: 389-412.

MONTEVERDE FRIENDS SCHOOL, disponible en ligne au [www.mfshcool.org](http://www.mfshcool.org), consulté en janvier 2009.

MOSEDALE, Sarah (2005), « Assessing Women's Empowerment: Towards a Conceptual Framework », *Journal of International Development*, 17: 243-257.

MOSER, Caroline (1989) « Gender Planning in the Third World: Meeting Practical and Strategic Gender Needs », *World Development*, Vol. 17, No. 2: 1799-1825.

MURADIAN, Roldan et Wim Pelupessy (2005), « Governing the Coffee Chain: The Role of Voluntary Regulatory Systems », *World Development*, 33, 12: 2029-2044.

MURRAY, Douglas L., Laura T. Reynolds et Peter L. Taylor (2006), « The Future of Fair Trade Coffee: Dilemmas Facing Latin America's Small-Scale Producers », *Development in Practice*, 16, 2: 180-192.

MUTTERBAUGH, Tad (1999), « Bread or Chainsaw? Paths to Mobilizing Household Labor for Cooperative Rural Development in a Oaxacan Village (Mexico) », *Economic Geography*, 75, 1: 43-58.

NADAL, Marie.-José (2003) « Entre innovation et conservation : la Nouvelle Broderie commerciale maya », *Revue canadienne de sociologie et anthropologie*, 40, 5 :543-564

NARAYAN, Deepa (2005), « Conceptual Framework and Methodological Challenges », dans Deepa Narayan (dir.), *Measuring Empowerment. Cross-Disciplinary Perspectives*, Washington DC, Banque mondiale: 3-38.

NEUMAN, Lawrence W. (2003), *Social Research Methods. Qualitative and Quantitative Approches*, Fifth Edition, Boston, Allyn and Bacon.

OLLIVIER, Michèle et Manon Tremblay (2000), *Questionnements féministes et méthodologies de la recherche*, Paris, Harmattan.

PARPART, Jane L. (2002), « Rethinking Participatory Empowerment, Gender and Development. The PRA Approach », dans Jane L. Parpart, Shirin M. Rai et Kathleen Staudt (dir.), *Rethinking Empowerment. Gender and Development in a Global / Local World*, New York, Routledge / Warwick Studies in Globalization : 165-181.

PARPART, Jane L. Shirin M. Rai et Kathleen Staudt (2002), « Rethinking Em(power)ment, Gender and Development. An Introduction » dans Jane L. Parpart, Shirin M. Rai et Kathleen Staudt (dir.), *Rethinking Empowerment. Gender and Development in a Global / Local World*, New York, Routledge / Warwick Studies in Globalization : 1-20.

- PARRISH, Bradley D., Valerie A. Luzadis et William R. Bentley (2005), « What Tanzania's Coffee Farmers Can Teach the World: A Performance-Based Look at the Fair Trade-Free Trade Debate », *Sustainable Development*, 13: 177-189.
- PAUL, Elizabeth (2005), « Evaluating Fair Trade as a Development Project: Methodological Considerations », *Development in Practice*, 15, 2: 134-150.
- PNUD (2008), « Table 5, Demographic Trends 2007/2008 », *Rapport Mondial sur le développement humain 2007/2008*: 243. Disponible en ligne au [www.hdr.undp.org/](http://www.hdr.undp.org/), consulté en janvier 2009.
- PRADHAN, Bina (2003), « Measuring Empowerment: A Methodological Approach », *Society for International Development*, 46, 2:51-57.
- RATHGEBER, Eva (1994), « WID, WAD, GAD. Tendances de la recherche et de la pratique dans le champs du développement », dans Huguette Dagenais et Denise Piché (dir.), *Femmes, féminismes et développement*, Montréal, McGill University Press : 77-95.
- REEVE, Hazel et Sally Baden (2000), *Gender and Development: Concepts and Definitions*, BRIDGE Report No 55, Brighton, Institute of Development Studies. Disponible en ligne au <http://www.bridge.ids.ac.uk/reports/re55.pdf>, consulté en janvier 2008.
- REINHARDT, Nola (1988), *Our Daily Bread. The Peasant Question and Family Farming in the Colombian Andes*, Berkeley, University of California Press.
- RONCHI, Loraine (2002), *The Impact of Fair Trade on Producers and Their Organizations: A Case Study with COOCAFÉ in Costa Rica*, Poverty Research Unit at Sussex, Working Paper No 11, University of Sussex. Disponible en ligne au <http://www.sussex.ac.uk/Units/PRU/wps/wp11.pdf>, consulté en août 2007.
- ROSE, Damaris (2001), *Retour sur les méthodologies de recherche féministes*, Ottawa, Direction de la recherche, Condition féminine Canada.
- ROWLANDS, Jo (1997), *Questioning Empowerment. Working with Women in Honduras*, London, OXFAM Publications.
- ROWLANDS, Jo (1998), « A Word of the Times, But What Does It Mean? Empowerment in the Discourse and Practice of Development », dans Haleh Afshar (dir.), *Women and Empowerment. Illustrations From the Third World*, New York, St-Martin's Press: 11-34.
- SAMPAIO Anna (2004), « Transnational Feminisms in a New Global Matrix. Hermanas en la Lucha », *International Feminist Journal of Politics*, 6, 2: 181-206.

SANTILLAN, Diana, Sidney Ruth Schuler, Hoang Tu Anh, Tran Hung Minh, Quach Thu Trang et Nguyen Minh Duc (2004), « Developing Indicators to Assess Women's Empowerment in Vietnam », *Development in Practice*, 14, 4:534-549.

SICK, Deborah (1997), « Coping with Crisis : Costa Rican Households and the International Coffee Market », *Ethnology*, 36, 3:255-275.

SICK, Deborah (1998), « Property, Power, and the Political Economy of Farming Household in Costa Rica », *Human Ecology*, 26, 2:189-212.

SICK, Deborah (1999), *Farmers of the Golden Bean, Costa Rican Households and the Global Coffee Economy*, Northern Illinois University Press: De Kalb.

SICK, Deborah (2008), *Farmers of the Golden Bean, Costa Rican Households, Global Coffee, and Fair Trade*, Northern Illinois University Press: De Kalb.

SLATER, Rachel J. (2001), « Urban Agriculture, Gender and Empowerment: an Alternative View », *Development Southern Africa*, 18, 5:635-650.

ST-HILAIRE, Colette (1996), « La production d'un sujet-femme adapté au développement: Le cas de la recherche féministe aux Philippines : Savoirs et gouvernementalité », *Anthropologie et Société*, 20,1 :81-102.

STAUDT, Kathleen (2002), « Engaging Politics. Beyond Official Empowerment Discourse », dans Jane L. Parpart, Shirin M. Rai et Kathleen Staudt (dir.), *Rethinking Empowerment. Gender and Development in a Global / Local World*, New York, Routledge / Warwick Studies in Globalization : 97-111.

STEPHEN, Lynn (1997), *Women and Social Movements in Latin America. Power from Below*, Austin, University of Texas Press.

STUBBS, Jean et Mavis Alvarez (1987) « The Women on the Agenda: The Cooperative Movement in Rural Cuba » dans Carmen Diana Deere et Magdalena León (dir.) *Rural Women and State Policy*, Boulder, Westview Press:142-161.

SUMMERSON CARR, E. (2003), « Rethinking Empowerment Theory Using a Feminist Lens: The Importance of Process », *Affilia*, 18, 8:8-20.

TRANSFAIR CANADA (2009), « Produits certifiés équitables disponibles au Canada », disponible en ligne au <http://transfair.ca/fr/productsavailable>, consulté en mai 2009.

TROUTNER, Jennifer L. et Peter H. Smith (2004), « Empowering Women :Agency, Structure, and Comparative Perspective » dans Peter H. Smith, Jennifer L. Troutner et Christine Hünefeld (dir.), *Promises of Empowerment. Women in Asia and Latin America*, Boulder, Rowman & Littlefield Publishers : 1-30.

UTTING- CHAMORRO, Karla (2005), « Does Fair Trade Make a Difference? The Case of Small Coffee Producers in Nicaragua », *Development in Practice*, 15, 3 & 4: 584-599.

VARGAS-CETINA, Gabriela (2005), « Anthropology and Cooperative. From the Community Paradigm to the Ephemeral Association in Chiapas, Mexico », *Critique of Anthropology*, 25, 3: 229–251.

VIVANCO, Luis A. (2006) *Green Encounters. Shaping and Contesting Environmentalism in Rural Costa Rica. Studies in Environmental Anthropology and Ethnobiology*, New York-Oxford, Berghann Books:129-152.

WILLIAMS, Glyn (2004), « Evaluating Participatory Development : Tyranny, Power and (Re)Politicisation », *Third World Quarterly*, 25, 3 :557-578.

WONG, Kok-Fu (2003), « Empowerment as a Panacea for Poverty – Old Wine in New Bottles? Reflections on the World Bank’s Conception of Power. », *Progress in Development Studies*, 3, 4: 307-322.

YUVAL-DAVIS, Nira (1994), « Women, Ethnicity and Empowerment », *Feminism and Psychology*, 4, 1:179-197.

## ANNEXE 1 - Approbation du comité d'éthique

Université d'Ottawa University of Ottawa

Le 21 mai 2008

Ann Denis  
Département de sociologie  
Université d'Ottawa

Mélanie Bergeron

Deborah Sick  
Département de sociologie  
Université d'Ottawa

**Objet : Le commerce équitable comme source d'empowerment des femmes  
(Dossier # 04-08-13)**

Chères Professeures Denis et Sick et Mademoiselle Bergeron,

Le Comité d'éthique de la recherche en Sciences Sociales et Humanités de l'Université d'Ottawa (CÉR en SSH) a examiné votre demande d'approbation et y a accordé une catégorie 1a (approbation). Vous trouverez donc ci-joint le certificat d'approbation déontologique pour votre projet de recherche.

Au cours de votre étude, toute modification au protocole ou aux formulaires ne peut être introduite sans l'approbation préalable écrite du CÉR. Vous devez aussi aviser le CÉR dans les plus brefs délais de tout événement ou expérience indésirables vécus par les participants.

Cette attestation d'approbation déontologique est valide jusqu'au 20 mai 2009. Veuillez soumettre un rapport annuel à la Responsable de la déontologie en recherche en mai 2009 pour soit fermer le dossier ou faire demande d'extension. Ce rapport se trouve à l'adresse suivante: [http://www.ssrld.uottawa.ca/deontologie/application\\_dwn\\_f.asp](http://www.ssrld.uottawa.ca/deontologie/application_dwn_f.asp).

Si vous avez des questions, n'hésitez pas à me contacter au poste 1783.

Veuillez agréer mes sentiments les meilleurs.

Leslie-Anne Barber  
Responsable de la déontologie en recherche  
CC : Peter Bayer, Président du CÉR en SSH

## **ANNEXE 2 - Script pour le recrutement des femmes membres de la coopérative et obtention de leur consentement éclairé**

Bonjour, mon nom est Mélanie Bergeron et je suis étudiante à la maîtrise à l'Université d'Ottawa, au Canada.

Je suis présentement en train d'effectuer une étude pour l'obtention de mon diplôme, et cette étude porte sur les impacts du commerce équitable sur les femmes membres d'une coopérative affiliée à ce mouvement.

Je serais intéressée à obtenir votre participation pour cette étude, par le biais d'une entrevue durant de 45 à 60 minutes, avec la possibilité d'une seconde entrevue complémentaire. L'entretien porterait sur votre participation au sein de la coopérative, la culture du café ainsi que votre perception du commerce équitable. Avec votre accord, cet entretien sera enregistré.

Le contenu de l'entretien ne sera utilisé qu'à des fins de recherche, et les informations recueillies ne serviront qu'à documenter mon sujet de recherche. Les données recueillies dans le cadre de ces entretiens seront traitées dans le respect de l'anonymat. Aucune information permettant de vous identifier ne sera divulguée dans des rapports de recherche.

Vous serez libre de vous retirer de la recherche en tout temps, avant ou pendant l'entretien. Vous êtes également libre de ne pas y participer du tout ou encore de refuser de répondre à certaines questions, sans pour autant subir des préjudices.

Les enregistrements seront conservés de façon sécuritaire, et seules mes codirectrices et moi-même y aurons accès.

Une fois mon étude complétée, j'enverrai soit une vidéo ou un résumé écrit de mes résultats à la coopérative en vue d'un partage avec ses membres.

Je vous laisse ici une feuille avec tous les renseignements que je viens d'énumérer en ainsi que les coordonnées pour me rejoindre et rejoindre le Bureau de la déontologie de l'Université d'Ottawa ou mes codirectrices, si vous avez des questions, des préoccupations ou difficultés par rapport au processus de recherche.

Accepteriez-vous que nous nous donnions rendez-vous pour procéder à cet entretien?

(Dans le cas où la participante désire procéder immédiatement)

Acceptez-vous de débiter l'entretien?

Acceptez-vous que je l'enregistre?

(Une fois l'enregistreuse ouverte, on répète les deux dernières questions)

### **ANNEXE 3 - Script pour le recrutement des responsables de la coopérative (Coocafé et Coopesanta Elena) et obtention de leur consentement éclairé**

Bonjour, mon nom est Mélanie Bergeron et je suis étudiante à la maîtrise à l'Université d'Ottawa, au Canada.

Je suis présentement en train d'effectuer une étude pour l'obtention de mon diplôme, et cette étude porte sur les impacts du commerce équitable sur les femmes membres d'une coopérative affiliée à ce mouvement.

Je serais intéressée à obtenir votre participation pour cette étude, par le biais d'un entretien de 45 à 60 minutes avec la possibilité d'une seconde entrevue complémentaire. L'entretien porterait sur les thèmes du fonctionnement de la coopérative, de la place des femmes en son sein et de la production de café. Avec votre accord, cet entretien sera enregistré.

Le contenu de l'entretien ne sera utilisé qu'à des fins de recherche, et les informations recueillies ne serviront qu'à documenter mon sujet de recherche. Les données recueillies dans le cadre de ces entretiens seront traitées dans le respect de l'anonymat. Aucune information permettant de vous identifier ne sera divulguée dans les rapports de recherche.

Vous êtes libre de vous retirer de la recherche en tout temps, avant ou pendant l'entretien. Vous êtes également libre de ne pas y participer du tout ou encore de refuser de répondre à certaines questions, sans pour autant subir des préjudices.

Les enregistrements des entrevues seront conservés de façon sécuritaire, et seules mes codirectrices et moi-même y aurons accès.

Une fois mon étude complétée, j'enverrai soit une vidéo ou un résumé écrit de mes résultats à la coopérative en vue d'un partage avec ses membres.

Je vous laisse ici une feuille avec tous les renseignements que je viens d'énumérer en ainsi que les coordonnées pour me rejoindre et rejoindre le Bureau de la déontologie de l'Université d'Ottawa ou mes codirectrices, si vous avez des questions, des préoccupations ou difficultés par rapport au processus de recherche.

Accepteriez-vous que nous nous donnions rendez-vous pour procéder à cet entretien?

(Dans le cas où la participante désire procéder immédiatement)

Acceptez-vous de débiter l'entretien?

Acceptez-vous que je démarre l'enregistrement?

(Une fois l'enregistreuse ouverte, on répète les deux dernières questions)

#### **ANNEXE 4 - Script pour l'obtention du consentement éclairé des partenaires masculins pour les données de production agricole**

Bonjour, mon nom est Mélanie Bergeron et je suis étudiante à la maîtrise à l'Université d'Ottawa, au Canada.

Je suis présentement en train d'effectuer une étude pour l'obtention de mon diplôme, et cette étude porte sur les impacts du commerce équitable sur les femmes membres d'une coopérative affiliée à ce mouvement.

Je serais intéressée à obtenir votre participation pour cette étude, par le biais d'un entretien d'une quinzaine de minutes. L'entretien porterait sur la production de café de votre maisonnée, plus précisément sur vos techniques de production, le rendement de vos terres et la participation des membres de votre famille à cette activité. Avec votre accord, cet entretien sera enregistré.

Le contenu de l'entretien ne sera utilisé qu'à des fins de recherche, et les informations recueillies ne serviront qu'à documenter mon sujet de recherche. Les données recueillies dans le cadre de cet entretien seront traitées dans le respect de l'anonymat. Aucune information permettant de vous identifier ne sera divulguée dans les rapports de recherche.

Vous êtes libre de vous retirer de la recherche en tout temps, avant ou pendant l'entretien. Vous êtes également libre de ne pas y participer du tout ou encore de refuser de répondre à certaines questions, sans pour autant subir des préjudices.

Les enregistrements des entrevues seront conservés de façon sécuritaire, et seules mes codirectrices et moi-même y aurons accès.

Une fois mon étude complétée, j'enverrai soit une vidéo ou un résumé écrit de mes résultats à la coopérative en vue d'un partage avec ses membres.

Je vous laisse ici une feuille avec tous les renseignements que je viens d'énumérer en ainsi que les coordonnées pour me rejoindre et pour rejoindre le Bureau de la déontologie de l'Université d'Ottawa ou mes codirectrices, si vous avez des questions, des préoccupations ou difficultés par rapport au processus de recherche.

Accepteriez-vous que nous nous donnions rendez-vous pour procéder à cet entretien?

(Dans le cas où le participant désire procéder immédiatement)

Acceptez-vous de débiter l'entretien?

Acceptez-vous que je démarre l'enregistrement?

(Une fois l'enregistreuse ouverte, on répète les deux dernières questions)

## ANNEXE 5 - Guide d'entrevue pour les femmes membres de la coopérative

Nom de la participante :
Numéro assigné :
Obtention du consentement? : O / N

### *Je vais d'abord vous poser quelques questions sur les membres de la maisonnée*

1. Pourrais-je avoir le lien parental avec vous et l'année de naissance de chaque membre de la maisonnée?

*Probe* : Y a-t-il d'autres membres de votre maisonnée qui habitent ailleurs?

2. Des gens qui habitent ici, qui est membre de la Coopesanta Elena?
3. Quelles sont les activités économiques des membres adultes de votre maisonnée, vous incluant?

*Probes* :

- a. Travail salarié ou à leur propre compte?
    - i. Agriculture
    - ii. Élevage
    - iii. Vente de produit
    - iv. Artisanat
    - v. En tourisme (location de chambre, guide, ménage)
    - vi. Enseignement
    - vii. Autre (bureau, dans un magasin, mécanicien, etc)
  - b. Temps plein ou temps partiel?
4. Quel est le nombre d'années d'étude de chaque membre de la maisonnée?

### *Parlons maintenant de la production de café et des autres formes de travail rémunéré*

*(Il se peut ici que l'homme senior du ménage soit appelé à compléter les détails techniques de cette section si la femme interviewée ne les connaît pas)*

1. Combien de fanegas de café fut récolté par votre maisonnée, l'an dernier (en 2007)?
2. Est-ce que chaque membre de la famille a son propre café ou est-ce que le café appartient à toute la maisonnée?
  - a. Combien de fanegas appartient à chacun des membres de la maisonnée, vous incluant?
  - b. Est-ce que ce café est produit par l'utilisation de techniques conventionnelles (café conventionnel?) Produisez-vous du café « durable »? Organique?

- i. Combien d'hectares et de fanegas de chaque type a été produit l'an dernier?
  - c. En quelle année avez-vous commencé à produire du café durable? Café organique?
  - d. Pourquoi avez-vous décidé de produire de cette façon?
  - e. Quels sont les principaux problèmes rencontrés en produisant du café « durable » / organique? Comment se comparent les rendements?
  - f. Est-ce que la production de ce type de café a entraîné une plus grande participation des membres de la famille pour différentes tâches relatives au café? Pour qui?
  - g. Selon vous, est-ce que la production de café « durable » / organique en vaut la peine?
3. Comment participez-vous personnellement à la production de café?
  4. Plus ou moins combien de temps passez-vous à effectuer chacune de ces activités au cours d'une année?

*Probes :*

- a. Préparation de la terre?
    - i. Planter, débroussailler, défricher; si achat d'une nouvelle terre
  - b. Application de fertilisant?
  - c. Entretien?
  - d. Récolte?
5. Comment est-ce que votre participation à la production de café est semblable ou différente des autres femmes du village? Du Costa Rica?
  6. Combien d'hectares de terre appartiennent à chacun des membres de la maisonnée?

*Probes*

- a. Pour le café?
  - b. Pour autre chose?
  - c. Comment ont-ils obtenu cette propriété?
    - i. Achat?
    - ii. Héritage?
    - iii. Mariage?
    - iv. Location?
    - v. Prêt?
  - d. Est-ce que chaque membre de la maisonnée a les titres pour ses parcelles?
7. Est-ce que vous avez accès personnellement aux ressources suivantes :
    - a. Les engrais

- b. La formation
- c. Le crédit

8. Comment prenez-vous les décisions ayant rapport à la gestion de la terre au sein de votre famille?

9. Comment procédez-vous lorsque vous vendez votre café?

*Probes*

- a. Est-ce que chaque membre de la famille conserve les profits pour sa parcelle de terre?
- b. Est-ce que les revenus sont mis en commun?
- c. Est-ce que chaque personne conserve de l'argent de poche?

10. Au sein de cette maisonnée, comment sont prises les décisions en ce qui a trait à l'achat de...

- a. Nourriture?
- b. Vêtements?
- c. Produits ménagers?
- d. Médicaments?
- e. Frais reliés à l'éducation des enfants?
- f. Frais reliés à l'agriculture?

11. Est-ce que votre famille pratique d'autres activités agricoles ou d'élevage?

*Probes*

- a. Agricole :
  - i. Fruits?
  - ii. Potager?
  - iii. Autres?
- b. Élevage
  - i. Vaches?
  - ii. Volailles?
  - iii. Porcs?
  - iv. Autres?
- c. Ces cultures sont pour la consommation de la maisonnée, pour la vente ou pour les deux?
- d. Est-ce que vous participez personnellement à cette production?
- e. Est-ce que cette production est effectuée sur les hectares vous appartenant?

12. Racontez-moi une journée (ou semaine?) typique pour vous.

- a. Durant la période de la récolte
- b. Le reste de l'année

13. Imaginons que vous héritiez demain d'une parcelle de terre. Que faites-vous avec cette dernière...

*Probes*

- a. Enregistrement légal sous quel nom?
- b. Type de culture?
- c. Qui la cultivera?

*Nous allons maintenant nous pencher sur votre participation à la Coopesanta Elena*

1. Depuis combien de temps êtes-vous membre de la Coopesanta Elena?
2. Qu'est-ce qui vous motive à faire partie de la coopérative?
3. Parlez-moi de votre participation au sein de la coopérative.
  - a. Combien de fois par année assistez-vous aux assemblées?
  - b. Y avez-vous déjà eu une position élue? Laquelle?
  - c. Décrivez-moi une assemblée typique
    1. Qui y assiste?
    2. Comment s'opère la prise de décisions?
  - d. Est-ce que vous intervenez lors de l'assemblée?
    1. Pour prendre la parole?
    2. Pour voter?
  - e. Avez-vous déjà fait partie d'un sous-comité?
    - i. Si c'est le cas, parlez-moi de votre expérience au sein de ce/ ces comité(s).
  - f. Quels services offerts par la coopérative utilisez-vous?
    - i. Le grilloir (torréfacteur)
    - ii. La ferme « La Bella »
    - iii. Les supermarchés
    - iv. Le magasin
    - v. La capitation
    - vi. Le crédit
    - vii. Autres?
  - g. Est-il facile d'accéder à ces services?
  - h. Est-ce que certains services sont déficients ou inadéquats, et si oui, pourquoi?
  - i. Si vous aviez davantage de temps, aimeriez-vous participer davantage? De quelles façons?
    - i. Existe-t-il des freins à votre participation, et si oui, lesquels?

4. Admettons que vous voudriez avoir accès à un crédit de la part de la coopérative pour l'achat de fertilisants. Comment vous y prendriez-vous?

*Probes*

- a. Seriez-vous en mesure d'obtenir ce crédit seule? Pourquoi ? (Ou pourquoi pas?)

***Nous allons maintenant aborder votre place en tant que femme, ainsi que la place des femmes en général au sein de la coopérative***

5. Comment définiriez-vous la place des femmes au sein de la coopérative?
6. Pourriez-vous me parler un peu de la coopérative d'artisanat (CASEM) qui existait avant?

*Probes*

- a. Quel était son but, son rôle?
  - b. Pourquoi est-elle fermée?
  - c. Qu'est-il advenu des femmes qui y travaillaient?
7. Existe-t-il des programmes pour encourager la participation des femmes au sein de la Coopesanta Elena?
    - a. Lesquels?
    - b. Y participez-vous?
  8. À part la coopérative, êtes-vous membre d'autres organisations? Lesquelles et pourquoi?
  9. Comment les hommes de la coopérative perçoivent-ils la présence des femmes en tant que membres?
  10. Comment vous-même percevez-vous votre contribution à la coopérative?
  11. Si vous aviez des suggestions à faire pour améliorer votre coopérative, quelles seraient-elles et pourquoi?

***J'aimerais maintenant aborder avec vous le thème du commerce équitable***

1. Que pouvez-vous me dire du commerce équitable?
2. Est-ce que vous êtes au courant que votre coopérative est affiliée au commerce équitable?
3. Quels sont, selon vous, les impacts du commerce équitable sur votre vie?

*Probes*

- a. Est-ce que le commerce équitable a entraîné de nouvelles opportunités pour vous personnellement? Pour votre famille?
  - i. Stabilité
  - ii. Augmentation de revenus
  - iii. Rénovations, achats

- b. Quels sont les impacts du commerce équitable sur la gestion de la coopérative?
    - i. Critères de transparence
    - ii. Efficacité, volume de vente
    - iii. Contrôle de la qualité du café
  - c. Quels sont les impacts du commerce équitable sur le développement communautaire?
    - i. Infrastructures
    - ii. Programmes financés par le commerce équitable
      - 1. Programme *Hijos del campo*
      - 2. *Finca la Bella*
  - d. Est-ce que vous pensez que le commerce équitable a eu des impacts sur la protection de l'environnement? Lesquels?
    - i. Production biologique
    - ii. L'utilisation de pesticide, herbicide
    - iii. Utilisation d'énergie
    - iv. Les déchets organiques
    - v. Recyclage
    - vi. Café durable
  - e. Pouvez-vous identifier d'autres impacts?
4. Comment la relation qu'a votre coopérative avec le commerce équitable se répercute-t-elle dans votre vie personnelle, autrement que monétairement?

*Probes*

- a. Sentez-vous davantage incitée à participer au sein de la coopérative? Si oui, sous quelles formes
    - i. Nouveau groupe de femmes?
    - ii. Au sein de la production de café?
  - b. Vous sentez-vous davantage apte à prendre des décisions?
  - c. Sentez-vous qu'on sollicite davantage votre avis, en tant que femme?
    - i. Si non, pourquoi?
5. Quel est l'aspect du commerce équitable qui vous plaît / déplaît le plus?
6. Que pouvez-vous me dire de la place des femmes au sein du commerce équitable? Qu'en pensez-vous?
7. Si vous aviez à apporter des suggestions pour améliorer le commerce équitable, quelles seraient-elles?

*Pour conclure l'entrevue*

1. Y a-t-il autre chose que vous aimeriez mentionner concernant la coopérative, le commerce équitable, et la participation des femmes dans le production du café?
2. Aimeriez-vous mentionner autre chose sur des sujets que nous n'avons pas abordés?

Merci beaucoup pour votre temps. Si vous avez des questions plus tard en ce qui a trait à cette recherche, vous pouvez me joindre en suivant les coordonnées présentes sur la feuille que je vous ai remise au début de cette

## ANNEXE 6 - Guide d'entretien : responsables de la coopérative

Nom du / de la responsable :
Numéro assigné :
Obtention du consentement? : O / N

### **Thème 1 : fonctionnement de la coopérative**

#### **Parlons pour commencer du recrutement des membres de la coopérative**

1. Qui peut être membre de la coopérative?

*Probes :*

- a. Propriétaire?
- b. Producteur?
- c. Employé?
- d. Utilisateurs des services?

2. Quel est le processus pour devenir membre?

3. Quelles sont les différences entre un membre affilié et un membre producteur?

4. Combien comptez-vous de membres de chacune des catégories?

#### **Parlons maintenant de la production et de la transformation du café au sein de la Coopesanta Elena**

5. Pourquoi la Coopesanta Elena a-t-elle décidé de se concentrer uniquement sur le café?

6. Comment s'organise la production et la transformation du café au sein de la Coopesanta Elena? Plus précisément...

- a. Pourriez-vous me décrire une saison typique de production de café pour un producteur?
- b. Quand (ou à quelle fréquence) les producteurs reçoivent-ils leurs paye?

*Probes*

- i. Préfinancement
- ii. Quand vend au *beneficio*
- iii. Réajustement en fin de saison

7. Quels services offrez-vous à vos membres?

- a. Comment fonctionnent les divers services :

*Probes :*

- i. Le grilloir (torréfacteur)
- ii. La ferme « La Bella »
- iii. Les supermarchés
- iv. Le magasin
- v. La capitation
- vi. Le crédit
- vii. Autres?

### **Parlons un peu de l'engagement environnemental de la coopérative**

8. Est-ce que la Coopesanta Elena produit du café « durable »? Café organique? Café conventionnel?
9. En quelle année la coopérative a-t-elle commencé à produire du café organique?
10. Pourriez-vous m'expliquer en quoi la production de café « durable » et de café organique diffèrent de la production de café conventionnel en terme de :
  - i. Utilisation de fertilisants
  - ii. Utilisation de pesticides
  - iii. Utilisation d'herbicides
11. Quelles autres techniques utilisent les fermiers afin de protéger l'environnement
  - i. Utilisation d'arbres d'ombrage
  - ii. Utilisation de techniques pour protéger les arbres des insectes
  - iii. Autres moyens?
12. Combien de *fanegas* de chaque type de café ont été produit par les membres de la coopérative en 2006-2007?
13. Est-ce que chaque membre de la coopérative produit chaque type de café ou certains ne produisent que du type conventionnel et d'autres produisent du durable / organique?
14. Quel prix était payé pour chaque type en 2006-2007?
15. Qu'arrive t-il à l'eau utilisée par le *beneficio* après la transformation du café?
16. Qu'arrive t-il à la pelure enlevée lors de la transformation au *beneficio*?
17. Est-ce que les fermiers ont accès à des fertilisants organiques? Est-ce que ces derniers ont accès au crédit de la coopérative pour un tel achat?
18. Est-ce que la coopérative prévoit faire des changements dans la façon dont elle produit et transforme le café dans un futur proche?

*Probe :*

- a. Quels types de changements et pourquoi?

**Parlons maintenant des assemblées, des divers comités et des fondations.**

19. Comment établit-on l'ordre du jour dans les assemblées?
20. Décrivez-moi une assemblée typique
21. Quand les gens peuvent-ils intervenir, pour poser une question, faire un commentaire ou pour manifester leur désaccord?
22. Comment procédez-vous pour faire passer un nouveau règlement?
23. Comment résolvez-vous les conflits?

**Thème 2 : femmes au sein de la coopérative**

**Penchons-nous maintenant sur la place des femmes au sein de la coopérative**

1. Quelle est la place des femmes dans la production de café dans votre communauté? Au Costa Rica?
2. Combien des femmes sont membres de la coopérative aujourd'hui?
3. Comment les femmes participent-elles au sein de la coopérative?  
*Probes :*
  - a. Assemblées
  - b. Comités
  - c. Utilisation de services disponible à la coopérative
  - d. Personnel de bureau ou autre emploi rémunéré par la coopérative
  - e. Autres formes de participation?
4. Comment qualifieriez-vous leur participation?
5. Y a-t-il des incitatifs pour faciliter leur participation spécifique? Lesquels?
6. Pourquoi le groupe de femmes (CASEM) s'est-il scindé de la coopérative?
  - a. Pourquoi est-il maintenant fermé?
  - b. Qu'est-il advenu des femmes (145) en faisant partie?

**Thème 3 : coopérative et commerce équitable**

**Abordons maintenant la question de la relation entre la coopérative et le commerce équitable**

1. Quel rôle joue Coocafé dans votre partenariat avec Montana Coffee Traders?

2. Comment fonctionne le partenariat, en termes administratifs?
3. Est-ce que Coocafé ou Montana Coffee Traders a exigé des changements de pratiques agricoles à vos membres? Quels types de changements?
4. Quels comptes avez-vous à rendre, et à qui?
5. Y a-t-il eu des occasions dans le passé où les membres de la Coopesanta Elena étaient en désaccord avec Coocafé? Avec Montana Coffee Traders?

*Probes*

- a. Pouvez-vous me donner un exemple ?
  - b. Comment le tout s'est-il réglé ?
6. À quelles normes devez-vous vous plier?
  7. Qui vérifie l'application de ces normes?
  8. Comment décidez-vous comment sera dépensée la prime (premio) du commerce équitable?

*Probe :*

- a. Pouvez-vous me donner des exemples de la façon dont elle a été dépensée les années précédentes?
9. Pouvez-vous m'expliquer le but des fondations « Hijos del campo » et « Café forestal »?

*Probes :*

- a. Quand et comment ont-elles été mises sur pied?
- b. Comment opèrent-elles?
- c. Qui est en charge? (hommes et femmes?)
- d. Quels en sont les principaux bénéficiaires à votre avis?
- e. Qui en bénéficie?
  - i. Enfants de membres?
  - ii. Des deux sexes également?

#### **Thème 4 : coopérative, commerce équitable et femmes :**

**En dernier lieu, abordons les liens entre la coopérative, le commerce équitable et les femmes.**

1. Est-ce que l'affiliation au commerce équitable vous incite à mettre sur pied des programmes pour les femmes?

*Probes :*

- a. De quelle façon? (Quels types de programmes)
- b. Pouvez-vous me donner des exemples concrets ?
- c. Comment pensez-vous que les femmes perçoivent-elles ces efforts?
- d. Comment les femmes participent-elles à la création et à la gestion de ces programmes?

2. Est-ce que le commerce équitable insiste sur une présence féminine au sein de la coopérative?

*Probes :*

- a. Est-ce qu'il fixe des objectifs?
  - i. Quels comptes avez-vous à rendre à ce sujet?

### **Fin de l'entrevue**

1. Avez-vous d'autres informations que vous aimeriez me communiquer, au sujet de la coopérative, des femmes en son sein ou du commerce équitable?
2. Avez-vous d'autres informations que vous jugez importantes à me communiquer sur des sujets que nous n'avons pas abordés?

Merci beaucoup pour votre temps. Si vous avez des questions plus tard en ce qui a trait à cette recherche, vous pouvez me joindre en suivant les coordonnées présentes sur la feuille que je vous ai remise au début de cette entrevue.

## ANNEXE 7 - Guide d'entrevue pour les responsables de Coocafé

<b>Nom du / de la responsable :</b>
<b>Numéro assigné :</b>
<b>Obtention du consentement? : O / N</b>

**Commençons, si vous le voulez bien, par discuter des services qu'offre Coocafé.**

1. Pourquoi Coocafé a-t-il été mis sur pied?
2. Quels services offre Coocafé?
3. Quels sont les avantages de faire partie de Coocafé plutôt que d'opérer directement avec des représentants du commerce équitable?
4. Quelles sont ses obligations face aux coopératives y étant membres?

**Parlons maintenant de votre processus de recrutement des coopératives et de vos relations avec ces-dernières.**

1. Quelles démarches doit effectuer une coopérative afin d'entrer dans ce consortium?
2. Quels sont les critères qu'elles doivent respecter?
3. Comment s'assure t-on après l'adhésion que ces critères sont respectés?
4. Qu'arrive t-il si une coopérative manque au respect de ces critères, une fois devenue membre?
5. Est-ce que vous exigez des changements de pratiques agricoles à vos membres?  
Quel type de changements?
6. Y a-t-il des inspections? À quelle fréquence?
7. Y a t-il eu des occasions dans le passé où vous avez été en désaccord avec une des coopératives membres?
  - a. Pouvez-vous me donner un exemple ?
  - b. Comment le tout s'est-il réglé ?
8. Quelles sont les obligations des coopératives membres face à Coocafé ?

**Discutons maintenant du mode de fonctionnement du consortium**

1. Qui siège au conseil d'administration?
2. Comment sont prises les décisions?

3. Y a-t-il des assemblées générales? À quelle fréquence?
4. Pouvez-vous m'expliquer le but des fondations « Hijos del campo » et « Café forestal »?

*Probes*

- iv. Quand et comment ont-elles été mises sur pied?
- v. Comment opèrent-elles?
- vi. Qui est en charge? (hommes comme femmes?)
- vii. Quels en sont les principaux bénéficiaires à votre avis?
- viii. Qui en bénéficie?
  1. Enfants des membres
  2. Des deux sexes

**Discutons maintenant de votre affiliation au commerce équitable**

2. Pourquoi avoir décidé de vous affilier au mouvement du commerce équitable?
3. Comment fonctionne le partenariat, en termes administratifs? Quels comptes avez-vous à rendre, et à qui?
4. À quelle fréquence avez-vous des contacts avec les gens du commerce équitable ?
5. Est-ce que les représentants du commerce équitable exigent des changements au niveau de la gestion du consortium? Lesquels?
6. Est-ce que les représentants du commerce équitable exigent d'autres types de changements?
7. Y a-t-il eu des occasions où vous étiez en désaccord avec les représentants du commerce équitable ?

*Probes*

- a. Pouvez-vous me donner un exemple ?
- b. Comment le tout s'est-il réglé ?
8. Si nous prenons le cas de la Coopesanta Elena, qui a un partenariat avec Montana Coffee Traders pour la vente de son café équitable, quel rôle joue Coocafé dans cette situation ?

*Probes*

- a. Avez-vous des interactions avec Montana Coffee Traders ?

b. Comment se passent vos interactions avec la Coopesanta Elena ?

**Passons maintenant à la participation des femmes, au sein de Coocafé et des coopératives formant le consortium.**

1. Avez-vous des statistiques quant à l'adhésion des femmes dans les coopératives membres de Coocafé ? A-t-elle, selon vous, augmentée, diminuée ou restée stable depuis la mise sur pied du consortium ?
2. Avez-vous des lignes directrices ou des programmes spéciaux pour les femmes ?
3. Est-ce que le commerce équitable insiste sur une présence féminine au sein de votre organisation (Coocafé et les coopératives)?

*Probe*

- a. Est-ce qu'il fixe des objectifs?
  - i. Quels comptes avez-vous à rendre à ce sujet?
4. Est-ce que l'affiliation au commerce équitable vous incite à mettre sur pied des programmes pour les femmes, en dehors de la sphère du café?

*Probes*

- a. De quelle façon? (Quels types de programmes)
- b. Pouvez-vous me donner des exemples concrets ?
- c. Comment pensez-vous que les femmes perçoivent-elles ces efforts?
- d. Comment participent-elles dans la création et gestion des programmes?

**Enfin, abordons le thème de l'engagement environnemental de Coocafé.**

1. Plusieurs *beneficios* au Costa Rica traitent aujourd'hui leur eau et convertissent la pelure des grains de café en fertilisant organique.

*Probes*

- a. Quand ont débuté ces changements?
- b. Est-ce que cela résulte du partenariat avec le commerce équitable ou est-ce que le Costa Rica a maintenant des lois concernant la façon dont les *beneficios* doivent gérer les déchets issus de la transformation du café?

**Fin de l'entrevue**

3. Avez-vous d'autres informations que vous aimeriez me communiquer, au sujet de du consortium, de vos coopératives membres, des femmes en leur sein ou du commerce équitable?
  
4. Avez-vous d'autres informations que vous jugez importantes à me communiquer sur des sujets que nous n'avons pas abordés?

Merci beaucoup pour votre temps. Si vous avez des questions plus tard en ce qui a trait à cette recherche, vous pouvez me joindre en suivant les coordonnées présentes sur la feuille que je vous ai remise au début de cette entrevue.

## **ANNEXE 8 - Feuille d'information pour les participantes.**

### *Impacts du commerce équitable sur les femmes membres d'une coopérative.*

Ce projet vise à évaluer les impacts du commerce équitable sur les femmes membres d'une coopérative affiliée à ce mouvement. Son objectif est de comprendre si le commerce équitable est une source d'*empowerment* pour ces femmes. Pour ce faire, une étude sur le terrain sera conduite en été 2008, au sein d'une coopérative de café costaricaine affiliée au commerce équitable.

Votre participation pour cette étude se fera par le biais d'une entrevue durant de 45 à 60 minutes, avec la possibilité d'une seconde entrevue complémentaire. L'entretien porterait sur votre participation au sein de la coopérative, la culture du café ainsi que votre perception du commerce équitable. Avec votre accord, cet entretien sera enregistré. Votre participation vous permettrait de faire avancer les connaissances sur les divers impacts du commerce équitable et ainsi permettre d'en améliorer la portée.

Le contenu de l'entretien ne sera utilisé qu'à des fins de recherche, et les informations recueillies ne serviront qu'à documenter mon sujet de recherche. Les données recueillies dans le cadre de ces entretiens seront traitées dans le respect de l'anonymat. Aucune information permettant de vous identifier ne sera divulguée dans des rapports de recherche.

Vous serez libre de vous retirer de la recherche en tout temps, avant ou pendant l'entretien. Vous êtes également libre de ne pas y participer du tout ou encore de refuser de répondre à certaines questions, sans pour autant subir des préjudices.

Les enregistrements seront conservés de façon sécuritaire, et seules mes codirectrices et moi-même y aurons accès.

Une fois mon étude complétée, j'enverrai soit une vidéo ou un résumé écrit de mes résultats à la coopérative en vue d'un partage avec ses membres.

Si les personnes interviewées souhaitent davantage d'informations ou préoccupations à la suite de l'entrevue, elles peuvent communiquer avec la chercheuse ou ses codirectrices de thèse :

*Mélanie Bergeron*

*Professeure Ann Denis*

*Professeure Deborah Sick*

*Pour nous joindre par la poste :*

Département de sociologie et d'anthropologie  
Université d'Ottawa  
Pavillon Desmarais  
55 Laurier Est  
Ottawa (Ontario), Canada, K1N 6N5

Si les personnes interviewées ont des inquiétudes ou des problèmes quant à la forme de l'entrevue ou de la façon dont elles ont été traitées, elles peuvent communiquer avec le *Responsable de l'éthique en recherche* :

Université d'Ottawa  
Pavillon Tabaret  
550 rue Cumberland, pièce 159  
Ottawa (Ontario) K1N 6N5  
Téléphone : (613) 562-5841  
Fax : (613) 562-5318  
Courriel: [ethics@uottawa.ca](mailto:ethics@uottawa.ca)

## **ANNEXE 9 - Feuille d'information pour les participants responsables de la coopérative**

### *Impacts du commerce équitable sur les femmes membres d'une coopérative.*

Ce projet vise à évaluer les impacts du commerce équitable sur les femmes membres d'une coopérative affiliée à ce mouvement. Son objectif est de comprendre si le commerce équitable est une source d'*empowerment* pour ces femmes. Pour ce faire, une étude sur le terrain sera conduite en été 2008, au sein d'une coopérative de café costaricaine affiliée au commerce équitable.

Votre participation pour cette étude se fera par le biais d'une entrevue durant de 45 à 60 minutes, avec la possibilité d'une seconde entrevue complémentaire. L'entretien porterait sur les thèmes du fonctionnement de la coopérative, de la place des femmes en son sein et de la production de café. Avec votre accord, cet entretien sera enregistré. Votre participation vous permettrait de faire avancer les connaissances sur les divers impacts du commerce équitable et ainsi permettre d'en améliorer la portée.

Le contenu de l'entretien ne sera utilisé qu'à des fins de recherche, et les informations recueillies ne serviront qu'à documenter mon sujet de recherche. Les données recueillies dans le cadre de ces entretiens seront traitées dans le respect de l'anonymat. Aucune information permettant de vous identifier ne sera divulguée dans des rapports de recherche.

Vous serez libre de vous retirer de la recherche en tout temps, avant ou pendant l'entretien. Vous êtes également libre de ne pas y participer du tout ou encore de refuser de répondre à certaines questions, sans pour autant subir des préjudices.

Les enregistrements seront conservés de façon sécuritaire, et seules mes codirectrices et moi-même y aurons accès.

Une fois mon étude complétée, j'enverrai soit une vidéo ou un résumé écrit de mes résultats à la coopérative en vue d'un partage avec ses membres.

Si les personnes interviewées souhaitent davantage d'informations ou préoccupations à la suite de l'entrevue, elles peuvent communiquer avec la chercheuse ou ses codirectrices de thèse :

*Mélanie Bergeron*

*Professeure Ann Denis*

*Professeure Deborah Sick*

*Pour nous joindre par la poste :*

Département de sociologie et d'anthropologie  
Université d'Ottawa  
Pavillon Desmarais  
55 Laurier Est  
Ottawa (Ontario), Canada, K1N 6N5

Si les personnes interviewées ont des inquiétudes ou des problèmes quant à la forme de l'entrevue ou de la façon dont elles ont été traitées, elles peuvent communiquer avec le *Responsable de l'éthique en recherche* :

Université d'Ottawa  
Pavillon Tabaret  
550 rue Cumberland, pièce 159  
Ottawa (Ontario) K1N 6N5  
Téléphone : (613) 562-5841  
Fax : (613) 562-5318  
Courriel: [ethics@uottawa.ca](mailto:ethics@uottawa.ca)

## **ANNEXE 10 - Feuille d'information pour les participants partenaires masculins des femmes membres de la coopérative**

### *Impacts du commerce équitable sur les femmes membres d'une coopérative.*

Ce projet vise à évaluer les impacts du commerce équitable sur les femmes membres d'une coopérative affiliée à ce mouvement. Son objectif est de comprendre si le commerce équitable est une source d'*empowerment* pour ces femmes. Pour ce faire, une étude sur le terrain sera conduite en été 2008, au sein d'une coopérative de café costaricaine affiliée au commerce équitable.

Votre participation pour cette étude se fera par le biais d'une entrevue durant environ 15 minutes, avec la possibilité d'une seconde entrevue complémentaire. L'entretien porterait sur la production de café de votre maisonnée, plus précisément sur vos techniques de production, le rendement de vos terres et la participation des membres de votre famille à cette activité. Avec votre accord, cet entretien sera enregistré. Votre participation vous permettrait de faire avancer les connaissances sur les divers impacts du commerce équitable et ainsi permettre d'en améliorer la portée.

Le contenu de l'entretien ne sera utilisé qu'à des fins de recherche, et les informations recueillies ne serviront qu'à documenter mon sujet de recherche. Les données recueillies dans le cadre de ces entretiens seront traitées dans le respect de l'anonymat. Aucune information permettant de vous identifier ne sera divulguée dans des rapports de recherche.

Vous serez libre de vous retirer de la recherche en tout temps, avant ou pendant l'entretien. Vous êtes également libre de ne pas y participer du tout ou encore de refuser de répondre à certaines questions, sans pour autant subir des préjudices.

Les enregistrements seront conservés de façon sécuritaire, et seules mes codirectrices et moi-même y aurons accès.

Une fois mon étude complétée, j'enverrai soit une vidéo ou un résumé écrit de mes résultats à la coopérative en vue d'un partage avec ses membres.

Si les personnes interviewées souhaitent davantage d'informations ou préoccupations à la suite de l'entrevue, elles peuvent communiquer avec la chercheuse ou ses codirectrices de thèse :

*Mélanie Bergeron*

*Professeure Ann Denis*

*Professeure Deborah Sick*

*Pour nous joindre par la poste :*

Département de sociologie et d'anthropologie  
Université d'Ottawa  
Pavillon Desmarais  
55 Laurier Est  
Ottawa (Ontario), Canada, K1N 6N5

Si les personnes interviewées ont des inquiétudes ou des problèmes quant à la forme de l'entrevue ou de la façon dont elles ont été traitées, elles peuvent communiquer avec le *Responsable de l'éthique en recherche* :

Université d'Ottawa  
Pavillon Tabaret  
550 rue Cumberland, pièce 159  
Ottawa (Ontario) K1N 6N5  
Téléphone : (613) 562-5841  
Fax : (613) 562-5318  
Courriel: [ethics@uottawa.ca](mailto:ethics@uottawa.ca)